

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

DECEMBRE 2017

DEL_2017_109	DÉSIGNATION POUR LE REMPLACEMENT D'UNE ÉLUE AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES - POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE	1-4
DEL_2017_110	DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018	5-32
DEL_2017_111	BUDGET 2017 - DECISION MODIFICATIVE N°2	33-93
DEL_2017_112	TARIFS 2018 DES SERVICES MUNICIPAUX	94-164
DEL_2017_113	ADOPTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL	165-171
DEL_2017_114	DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE	172-173
DEL_2017_115	DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	174-180
DEL_2017_116	ESPACE CITOYENS - MISE EN PLACE DU PAIEMENT EN LIGNE PAR CARTE BANCAIRE - MODALITÉS	181-182
DEL_2017_117	PARTICIPATION CITOYENNE - VALIDATION DES PROJETS PROPOSÉS PAR LES CONSEILS PARTICIPATIFS ET CITOYENS DANS LE CADRE DES BUDGETS PARTICIPATIFS	183-184
DEL_2017_118	SECTEUR KENNEDY - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES "OPÉRATION KENNEDY" CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"	185-189

DEL_2017_119	AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MARCHÉ PUBLIC D'ASSURANCE GARANTIES STATUTAIRES	190-195
DEL_2017_120	AVIS SUR LES OUVERTURES DOMINICALES POUR 2018 DES COMMERCE DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALAIRES	196-198
DEL_2017_121	AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MME APOLLINE BONNOT	199-205
DEL_2017_122	AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ SIMON FS PRENEUR DU BAIL COMMERCIAL DE L'ACTIVITÉ DE RESTAURATION SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE ET CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE - 3 RUE JULES BLAIZET	206-211
DEL_2017_123	CESSION D'IMMEUBLES COMPOSANT UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE LAPREVOTE	212-215
DEL_2017_124	RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CÈDRE, CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES DE CHENÔVE : INFORMATION	216-227
DEL_2017_125	CONCOURS DE NOUVELLES	228-229
DEL_2017_126	AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GESTION D'ÉQUIPEMENTS ET D'ESPACES PUBLICS ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET DIJON MÉTROPOLE	230-240
DEL_2017_127	AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N° 4 DU MARCHÉ PUBLIC DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'ÉCLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE SIGNALISATION TRICOLORE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIÈRE DES MONUMENTS ET BÂTIMENTS AVEC FOURNITURE D'ÉNERGIE ET RECONSTRUCTION DES ÉQUIPEMENTS	241-269
DEL_2017_128	CRÉATION D'UN NOUVEAU SERVICE PUBLIC ADMINISTRATIF : SERVICE DE LA VIE ASSOCIATIVE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE : INFORMATION	270-283
DEL_2017_129	CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE	284-285
DEL_2017_130	HABITAT A LOYER MODÉRÉ - VŒU RELATIF AUX MESURES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LA BAISSÉ CONCOMITANTE DES AIDES PERSONNALISÉES AU LOGEMENT (APL) ET DES LOYERS	286-288

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_109

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DÉSIGNATION POUR LE REMPLACEMENT D'UNE ÉLUE AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES - POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les commissions municipales peuvent être décidées à main levée,

Considérant que pour la désignation prévue par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant la démission adressée par Madame Anissa LAKRI à Monsieur le Maire le 7 décembre 2017, ayant pour effet immédiat de conférer la qualité de conseillère municipale à Madame Jamila DE LA TOUR D'Auvergne, en tant qu'élue suivante de la liste « Chenôve entre vos mains »,

Considérant que Madame Anissa LAKRI siégeait au sein de la commission municipale Culture, Éducation, Jeunesse et Sports,

Considérant qu'il est loisible au Conseil Municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, du remplacement de conseillers municipaux au sein de ses commissions municipales,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 59 du 28 septembre 2015 portant création des trois commissions municipales et ses délibérations subséquentes,

Vu le courrier de Madame Anissa LAKRI en date du 4 décembre 2017 portant démission de son mandat de conseillère municipale, réceptionné par Monsieur le Maire le 7 décembre 2017,

Vu le tableau du Conseil Municipal ci-annexé,

Vu le tableau des commissions municipales ci-annexé,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1er : De procéder à une désignation à main levée pour le remplacement de Madame Anissa LAKRI au sein de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports,

ARTICLE 2 : De désigner Madame Jamila DE LA TOUR D'Auvergne au sein de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports, en remplacement de Madame Anissa LAKRI,

ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

COMMUNE DE CHENOVE

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL (ordre du tableau)

N° ordre	Fonction	Sexe	Nom	Prénom	Date naissance	date de la plus récente élection à la fonction	Nombre de suffrage obtenus
1	Maire	Monsieur	FALCONNET	Thierry	27 novembre 1964	21/09/2015	2002
2	1er Adjoint	Monsieur	MICHEL	Dominique	10 février 1969	21/09/2015	2002
3	2ème Adjoint	Monsieur	AUDARD	Patrick	9 mai 1961	21/09/2015	2002
4	3ème Adjoint	Madame	POPARD	Brigitte	6 octobre 1958	21/09/2015	2002
5	4ème Adjoint	Madame	BOILEAU	Joëlle	26 octobre 1950	21/09/2015	2002
6	5ème Adjoint	Monsieur	BUIGUES	Bernard	14 aout 1952	21/09/2015	2002
7	6ème Adjoint	Madame	CROS	Marie-Paule	20 octobre 1951	21/09/2015	2002
8	7ème Adjoint	Monsieur	RAILLARD	Ludovic	10 juin 1977	21/09/2015	2002
9	8ème Adjoint	Madame	JACQUOT	Christiane	20 décembre 1950	25/09/2017	2002
10	9ème Adjoint	Monsieur	BERNARD	Jean-Jacques	3 janvier 1950	25/09/2017	2002
11	Conseiller Municipal	Monsieur	ESMONIN	Jean	27 février 1937	14/04/2014	2002
12	Conseiller Municipal	Madame	PIGERON	Anne-Marie	11 décembre 1943	14/04/2014	2002
13	Conseiller Municipal	Monsieur	AMODEO	Martino	28 décembre 1947	14/04/2014	2002
14	Conseiller Municipal	Monsieur	BAGNARD	Jean-Dominique	12 juin 1950	14/04/2014	2002
15	Conseiller Municipal	Madame	DAL MOLIN	Claudine	30 avril 1953	14/04/2014	2002
16	Conseiller Municipal	Monsieur	BUIGUES	Jean-François	15 avril 1960	14/04/2014	2002
17	Conseiller Municipal	Madame	BUCHALET	Christine	9 juin 1961	14/04/2014	2002
18	Conseiller Municipal	Monsieur	VIGREUX	Jean	7 avril 1964	14/04/2014	2002
19	Conseiller Municipal	Madame	M'PIAYI	Salha	17 janvier 1969	14/04/2014	2002
20	Conseiller Municipal	Madame	AGLAGAL	Aziza	28 mai 1974	14/04/2014	2002
21	Conseiller Municipal	Madame	MARTIN	Elise	6 février 1980	14/04/2014	2002
22	Conseiller Municipal	Madame	FERRARI	Aurélié	17 mai 1983	14/04/2014	2002
23	Conseiller Municipal	Madame	RICHARD	Sandrine	22 octobre 1984	14/04/2014	2002
24	Conseiller Municipal	Monsieur	BRUGNOT	Yves-Marie	24 avril 1957	14/04/2014	1847
25	Conseiller Municipal	Madame	MARINO	Yolanda	8 décembre 1967	14/04/2014	1847
26	Conseiller Municipal	Madame	CARLIER	Caroline	31 décembre 1972	14/04/2014	1847
27	Conseiller Municipal	Monsieur	ACHERIA	Nouredine	16 février 1980	14/04/2014	1847
28	Conseiller Municipal	Monsieur	CHERIN	Philippe	23 janvier 1971	14/04/2014	1000
29	Conseiller Municipal	Monsieur	BLANDIN	Sylvain	20 août 1968	01/09/2015	1847
30	Conseiller Municipal	Monsieur	RENAUD	Gilles	20 septembre 1972	05/12/2015	1000
31	Conseiller Municipal	Monsieur	FOUAD	Saïd	1er mai 1975	31/07/2016	2002
32	Conseiller Municipal	Madame	GODDE	Nelly	21 octobre 1975	29/05/2017	1000
33	Conseiller Municipal	Madame	DE LA TOUR D'AUVERGNE	Jamila	13 mars 1969	07/12/2017	1847

Certifié par le Maire,
 À Chenôve,
 le 18 décembre 2017

COMMISSIONS MUNICIPALES

Intitulé de la Commission	Membres	Fonction
Finances, Aménagement et Ressources Humaines	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Dominique MICHEL	
	Bernard BUIGUES	
	Ludovic RAILLARD	
	Jean ESMONIN	
	Martino AMODEO	
	Claudine DAL MOLIN	
	Jean VIGREUX	
	Elise MARTIN	Vice-présidente
	Yolanda MARINO	Vice-présidente
	Nouredine ACHERIA	
	Nelly GODDE	
Culture, Education, Jeunesse et Sports	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Brigitte POPARD	
	Joëlle BOILEAU	
	Marie-Paule CROS	
	Jean-Dominique BAGNARD	
	Christine BUCHALET	
	Aurélie FERRARI	Vice-présidente
	Yves-Marie BRUGNOT	Vice-président
	Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE	
	Sylvain BLANDIN	
	Gilles RENAUD	
Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté	Thierry FALCONNET	Maire, Président de droit
	Patrick AUDARD	
	Christiane JACQUOT	
	Jean-Jacques BERNARD	
	Anne-Marie PIGERON	Vice-présidente
	Jean-François BUIGUES	
	Saliha M'PIAYI	
	Aziza AGLAGAL	Vice-présidente
	Sandrine RICHARD	
	Caroline CARLIER	
	Philippe CHERIN	
	Saïd FOUAD	

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_110

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2018

En application de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Vu l'annexe jointe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.



Rapport d'orientations budgétaires 2018

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, doit se tenir au sein du conseil municipal un débat annuel « sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette » de la commune. Le rapport, support au débat d'orientations budgétaires, comporte également « une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ».

Ce débat doit être organisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Il est à noter enfin que le contenu du rapport a été précisé par un décret en date du 24 juin 2016. Après une présentation du contexte macroéconomique et des mesures concernant les collectivités, le présent rapport sera articulé dans le respect de cette nouvelle réglementation.

SOMMAIRE

A. LE CONTEXTE GENERAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2018	3
1. UN CONTEXTE ECONOMIQUE ANTICIPE COMME PLUTOT FAVORABLE EN 2018	3
1.1. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI DEVRAIT POURSUIVRE SA REPRISE EN 2018	3
1.2. UNE INFLATION STABLE PAR RAPPORT A 2017 : UN DES SIGNES DE LA REPRISE ECONOMIQUE	4
1.3. DES TAUX D'INTERET TOUJOURS TRES BAS, MAIS DONT LA REMONTEE POURRAIT S'AMORCER EN 2018	5
2. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES	5
2.1. UN ENCADREMENT STRICT DE LA STRATEGIE BUDGETAIRE ET FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES	7
2.2. LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE PROCEDURE D'ENCADREMENT BUDGETAIRE	8
2.3. LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES LOCALES	9
2.4. UNE STABILITE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) EN 2018	10
2.5. LA POURSUITE DE LA DIMINUTION DES VARIABLES D'AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE NORMEE	10
2.6. LA PERENNISATION DE MESURES FAVORABLES A L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES	11
B. LE CONTEXTE LOCAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2018	13
1. LES PREVISIONS D'EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	13
1.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES	13
1.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES	16
1.3. CONCLUSION CONCERNANT LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	19
2. LES PREVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT	20
2.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES	20
2.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES	21
C. LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET LES DEPENSES DE PERSONNEL	22
1. LES EFFECTIFS AU 30 JUIN 2017	22
1.1. REPARTITION PAR STATUT	22
1.2. REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE	22
1.3. REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR SEXE	22
1.4. REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR FILIERE STATUTAIRE	23
2. LES DEPENSES DE PERSONNEL	23
2.1. LE BUDGET 2017	23
2.2. EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE 2004 A 2017	24
D. LES PRINCIPALES EVOLUTIONS ET CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT	25
1. LE NIVEAU D'ENDETTEMENT DE CHENOVE AU 31 DECEMBRE 2017	25
2. L'EVOLUTION DU RATIO DE CAPACITE DE DESENETTEMENT	25
3. LES PRINCIPALES OPERATIONS DE GESTION DE DETTE EFFECTUEES EN 2017	25
4. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE LA VILLE AU 31 DECEMBRE 2017	26
5. LES OBJECTIFS EN MATIERE D'ENDETTEMENT POUR 2018	27

A. LE CONTEXTE GENERAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2018

1. UN CONTEXTE ECONOMIQUE ANTICIPE COMME PLUTOT FAVORABLE EN 2018

La construction du budget primitif 2018 s'établira dans un contexte macro-économique plutôt favorable avec, pour ce qui concerne la France, une augmentation de la croissance amorcée dès 2015 et 2016, et qui s'est accélérée en 2017.

1.1. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI DEVRAIT POURSUIVRE SA REPRISE EN 2018

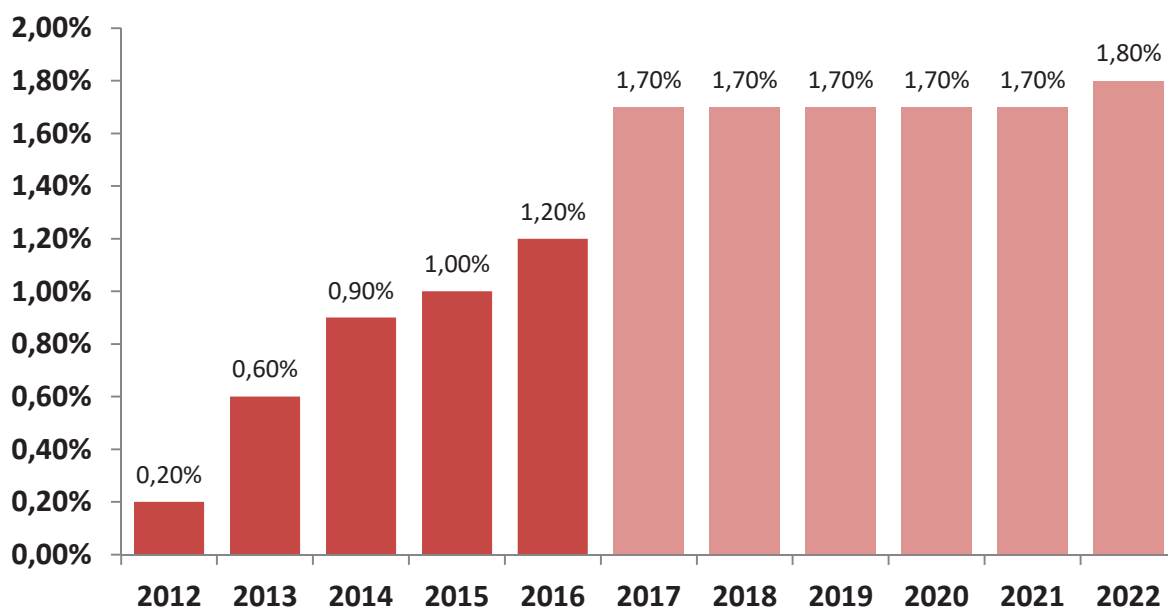
Le projet de loi de finances pour 2018 est construit à partir d'une hypothèse de poursuite de l'amélioration tendancielle de la croissance du produit intérieur brut (PIB) constatée depuis 2012.

Après un niveau moyen d'à peine plus de 0,5% par an entre 2012 et 2014, la croissance en volume du PIB a ensuite accéléré en deux temps, avec :

- des niveaux de + 1,1% en 2015 et + 1,2% en 2016 ;
- un niveau prévisionnel de + 1,7% en 2017.

Le scénario macroéconomique pris en compte dans l'élaboration du projet de loi de finances 2018 et du projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022, table sur un maintien de la croissance à un niveau dynamique de + 1,7% par an entre 2018 et 2021, puis de + 1,8% en 2022.

Évolution de la croissance du produit intérieur brut (PIB) depuis 2012 (*)



(*) Sources : INSEE, projet de loi de finances 2018, projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Données prévisionnelles pour les années 2016 et suivantes

Pour l'année 2018, ces prévisions de croissance sont sous-tendues par les principaux facteurs suivants :

- **La consommation des ménages**, avec un niveau attendu à + 1,4 % en 2018, constituera l'un des principaux moteurs de la croissance ;
- **la demande extérieure** adressée à la France poursuivrait son augmentation dynamique déjà constatée en 2017, avec une évolution prévisionnelle estimée à + 4,0% en 2018 ;
- **l'investissement des entreprises** poursuivrait en 2018 sa reprise significative constatée dès 2016, avec une prévision de + 3,7%.

1.2. UNE INFLATION STABLE PAR RAPPORT A 2017 : UN DES SIGNES DE LA REPRISE ECONOMIQUE

L'inflation devrait toujours s'avérer modérée en 2018 selon les prévisions du gouvernement, avec une évolution prévisionnelle de + 1,0 % de l'indice des prix à la consommation hors tabac, identique à l'évolution réelle finale attendue pour 2017.

Elle resterait ainsi nettement inférieure à la « cible » de la Banque Centrale Européenne, proche de + 2% par an, mais s'avérerait toutefois significativement plus élevée que l'inflation réelle des prix à la consommation hors tabac entre 2014 et 2016, laquelle avait oscillé annuellement entre 0% et 0,5% sur ces trois années.

Ce « palier » d'inflation de 1% constitue un signe supplémentaire de la reprise économique qui semble se confirmer, sans qu'il soit possible d'affirmer à ce stade si celle-ci s'inscrit dans le long terme.

Pour les collectivités locales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ce niveau limité d'inflation doit être relativisé en termes d'impact sur l'évolution des charges à caractère général et de gestion courante.

En effet, un certain nombre de ces charges ont augmenté ces dernières années de manière supérieure à l'inflation, du fait de différents facteurs tels que, par exemple :

- le renforcement de normes applicables aux collectivités locales ;
- les revalorisations du point d'indice décidées en 2016 et 2017 ;
- l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR) ;
- des décisions gouvernementales dont les conséquences sont supportées en totalité par les collectivités (dédoubllement des classe de CP et de CE1 en REP+...) ;
- l'augmentation des prix du pétrole notamment depuis le début du second semestre avec pour conséquence une hausse des charges de fluides (carburants, chauffage,...).

Ainsi, à la fin du 1er semestre 2017, l'augmentation sur 1 an de l'indice des prix des dépenses communales était supérieur de + 0.3 point à l'inflation hors tabac et même de + 0.9 point hors charges financières (Etude AMF - Banque Postale Collectivités Locales – novembre 2017).

1.3. DES TAUX D'INTERET TOUJOURS TRES BAS, MAIS DONT LA REMONTEE POURRAIT S'AMORCER EN 2018

Après une période de baisse des taux d'intérêt générant des conditions d'emprunt historiquement favorables, la période qui s'ouvre devrait être marquée par une remontée des taux.

En effet, la reprise économique a conduit les banques centrales à commencer à normaliser progressivement leurs politiques monétaires.

Il n'est donc pas impossible que le niveau des taux d'intérêts commence à remonter dès 2018 dans la Zone Euro, susceptibles à la fois :

- de renchérir le coût du recours à l'emprunt des collectivités locales ;
- d'entraîner une augmentation de la charge d'intérêts due par les collectivités locales au titre de leurs emprunts souscrits à taux variable, dont le coût s'est avéré quasiment nul ces dernières années dans un contexte de taux historiquement bas.

2. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES

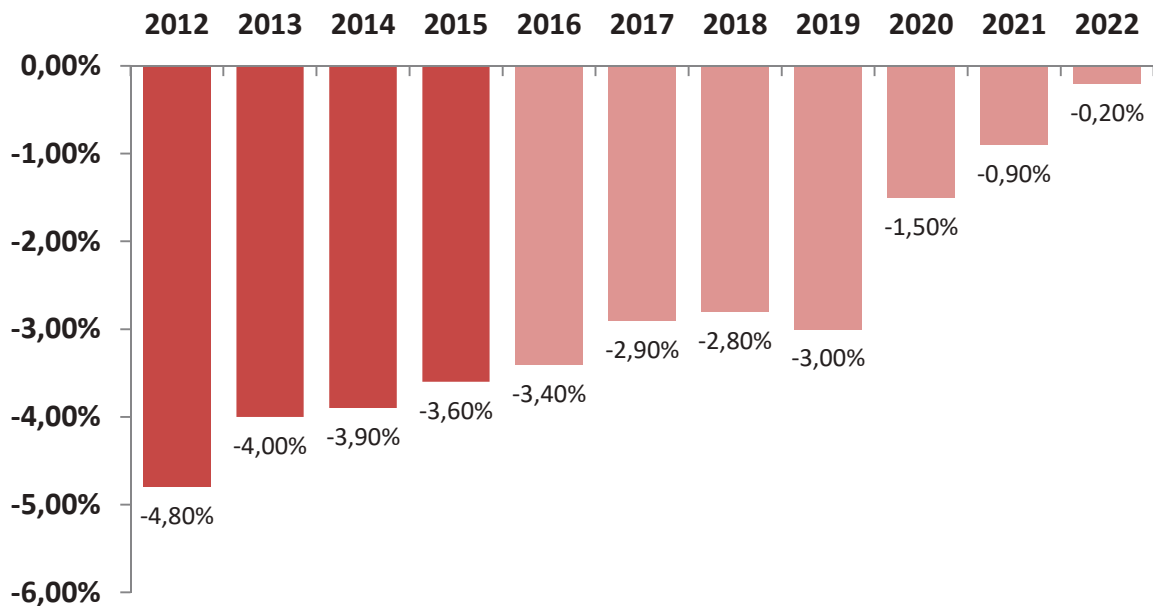
Suite à l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en mai 2017, ainsi qu'aux élections législatives de 2017, les orientations du nouveau gouvernement en matière de politique budgétaire et de finances publiques, y compris locales, ont commencé à être définies dans le cadre des différents textes suivants :

- projet de loi de programmation des finances publiques pour la période 2018-2022 ;
- projet de loi de finances 2018 ;
- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017.

Préalablement à la présentation des principales décisions prises - et réformes engagées - par le nouveau gouvernement, il convient tout d'abord de préciser les priorités affichées en matière de trajectoire globale des finances publiques, à savoir :

- une rigueur budgétaire au travers du respect, sur la totalité de la mandature 2017-2022, des engagements européens de la France en termes de déficit des administrations publiques (niveau maximal de déficit public de l'ordre de 3% du PIB) ;
- une réduction progressive du déficit public en vue d'atteindre, à la fin de la mandature, une situation de « quasi-équilibre » budgétaire ;

Évolution du déficit consolidé des administrations publiques depuis 2011 (*)



(*) Sources : INSEE, projet de loi de finances 2018, projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022, projet de loi de finances rectificative pour 2017. Prévisions tenant compte, pour 2017 et 2018, des dernières estimations de début novembre 2017 intégrant les conséquences du manque à gagner d'environ 10 milliards d'euros dû à la censure de la taxe sur les dividendes, partiellement compensé par la mise en place d'une surtaxe exceptionnelle des grandes entreprises. Données prévisionnelles pour les années 2016 et suivantes.

- une réduction des dépenses publiques sans précédent, de l'ordre de - 3 points de PIB, d'ici à 2022, laquelle entraînera nécessairement une restriction du niveau d'intervention du secteur public ;
- une réduction du taux de prélèvement obligatoire, de l'ordre de - 1 point de PIB d'ici à 2022.

Cette stratégie budgétaire présente non seulement très peu de visibilité et de garanties pour les collectivités locales au-delà de 2018, mais également des risques de remise en cause de l'autonomie, y compris fiscale, des collectivités territoriales.

A très court terme, le Gouvernement, via le projet de loi de finances 2018, a donné aux collectivités locales un certain nombre de garanties, notamment quant au maintien de leurs ressources : stabilité à l'échelle nationale de la dotation globale de fonctionnement (DGF), « compensation » intégrale de la perte de recettes générée par la réforme de la taxe d'habitation via un système de dégrèvement, stabilité du montant du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, augmentation de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local etc.

En revanche, pour les années 2019 et suivantes, une très grande incertitude demeure sur la stratégie budgétaire et financière du Gouvernement en direction des collectivités locales. Parmi les principaux « points d'interrogation » et facteurs de risque identifiés à ce stade, figurent notamment :

- la mise en place d'un encadrement de l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités locales et de leur stratégie financière et d'endettement qui peut, par certains aspects, s'apparenter à une forme de mise sous tutelle ;
- le manque de visibilité, au-delà de 2018, concernant l'évolution de paramètres essentiels pour les budgets locaux tels que la dotation globale de fonctionnement et l'éventuelle réforme des critères de répartition de cette dernière, ou bien encore sur les modalités de calcul des « sanctions » financières en cas de dépassement des objectifs de maîtrise des dépenses de fonctionnement fixés par l'Etat ;
- le risque de remise en cause, totale ou partielle, de l'autonomie fiscale des collectivités locales, dans un contexte d'allègements massifs de la taxe d'habitation et d'éventuelle suppression, à terme, de cette dernière.

Dans le détail, les principales décisions et orientations du nouveau gouvernement présentant des conséquences pour les collectivités territoriales sont décrites ci-après, ainsi que leurs implications pour la ville de Chenôve, lorsqu'elles sont connues.

2.1. UN ENCADREMENT STRICT DE LA STRATEGIE BUDGETAIRE ET FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES

Plutôt que de procéder, au moins à court terme, à une diminution de ses concours financiers aux collectivités locales, dont la dotation globale de fonctionnement, le nouveau gouvernement a décidé de contraindre de manière très forte l'évolution des dépenses des collectivités locales, particulièrement pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement.

Le rythme annuel « cible » d'évolution en valeur, c'est-à-dire en intégrant l'inflation, des dépenses de fonctionnement locales serait ainsi de + 1,2%, représentant, à l'échelle nationale, un objectif d'« économie » de 13 milliards d'euros.

Pour les collectivités locales, cette règle apparaît particulièrement rigoureuse, pour deux raisons :

- Cet objectif est plus contraignant que ceux précédemment imposés (Objectif d'évolution de la dépense publique locale 2014-2017 : +2 %)
- d'autre part, en tenant compte des prévisions d'inflation figurant dans le projet de loi de programmation des finances publiques, l'équivalent en volume (hors inflation) de cet « objectif-cible » s'établirait à des niveaux proches de 0% entre 2018 et 2020, puis à des niveaux négatifs en 2021 et 2022 (- 0,2% et - 0,55%) traduisant, sur ces deux années, une diminution « sèche » des dépenses de fonctionnement locales, hors inflation.

L'Etat a pour objectif, non seulement de borner fortement l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités locales, mais également de contraindre ces dernières à affecter les économies réalisées à la réduction de leur besoin de financement, et donc au désendettement.

Pour les 319 collectivités ou EPCI les plus importants, la déclinaison de ces objectifs nationaux, tant en termes de variation des dépenses de fonctionnement que d'évolution du besoin de financement, feraient l'objet d'une procédure de contractualisation automatique avec l'Etat.

La ville de Dijon et Dijon Métropole seraient concernées par cette contractualisation.

Pour les autres collectivités, dont la ville de Chenôve, cette évolution pourrait n'être qu'incitative ou faire l'objet d'une contractualisation « volontaire » pour accéder à la deuxième part de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Le non-respect du taux d'évolution des dépenses pourrait être sanctionné par la baisse individualisée des dotations les années suivantes (2019 ou 2020 ?).

Au stade du budget primitif 2018, l'ensemble des collectivités territoriales et EPCI, ne disposent d'aucune visibilité quant aux modalités de mise en place de cette contractualisation (calendrier, périmètre des dépenses prise en compte, nature des sanctions éventuelles...).

Les modalités de mise en œuvre de ces contrats Etat-collectivités devraient être précisées à l'issue de la prochaine Conférence Nationale des Territoires qui se tiendra le 14 décembre 2017. Elle devrait notamment examiner les recommandations de la commission Richard-Bur à qui le Premier ministre a demandé un rapport sur « les enjeux de maîtrise de la dépense locale et des charges résultant des normes ».

2.2. LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE PROCEDURE D'ENCADREMENT BUDGETAIRE

A ces objectifs chiffrés d'évolution des dépenses de fonctionnement s'ajoute la mise en place d'une nouvelle procédure d'encadrement budgétaire applicable à l'ensemble des collectivités locales.

Cet encadrement budgétaire renforcé reposerait notamment sur le ratio d'endettement, ou capacité de désendettement, correspondant au rapport entre l'encours de dette de la collectivité au 31 décembre N sur l'épargne brute dégagée par la collectivité en année N. Exprimé en nombre d'années, ce ratio permet de montrer le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser son encours de dette, si elle y consacrait chaque année 100% de l'épargne brute dégagée par sa section de fonctionnement.

Sur cette base, seraient ensuite définis des plafonds nationaux de référence, par type de collectivités territoriales ou de groupements : pour les communes de plus de 10 000 habitants, la version initiale du projet de loi de programmation des finances publiques prévoit, par exemple, une valeur plafond de 11 à 13 ans.

Au final, cet encadrement renforcé conduirait, sur la durée de la mandature, à imposer aux collectivités locales une maîtrise sans précédent de leurs dépenses de fonctionnement, ainsi qu'un désendettement conséquent, alors même que l'Etat s'exonérerait, au moins partiellement, de cette rigueur budgétaire. A cet égard, certaines perspectives dressées par le projet de loi de programmation des finances publiques apparaissent particulièrement éloquentes :

- l'endettement de l'Etat augmenterait ainsi de 78,5% à 81,3% du PIB entre 2017 et 2022, quand celui des administrations publiques locales diminuerait de 8,6% à 5,4% du PIB ;
- en valeur, l'encours de dette de l'Etat augmenterait de + 347 milliards d'euros entre 2017 et 2022, quand celui des administrations publiques locales diminuerait de - 54 milliards d'euros sur la même période.

2.3. LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES LOCALES

Le projet de loi de finances 2018 traduit l'engagement du Président Macron d'aboutir à une « quasi suppression » de la taxe d'habitation pour 80% des ménages à l'échelle nationale, laquelle se traduira, pour les contribuables concernés, par un allègement massif (dégrèvement) de leur cotisation de taxe d'habitation.

L'éligibilité à cet allègement concernera uniquement les contribuables dont les revenus n'excèdent pas les limites prévues à l'article 3 du projet de loi de finances.

Seraient par exemple concernés en totalité par l'allègement :

- les célibataires au revenu fiscal de référence inférieur à 27 000 € par an ;
- les couples sans enfant avec un revenu fiscal de référence inférieur à 43 000 € par an ;
- les couples avec deux enfants présentant un revenu fiscal de référence inférieur à 55 000 € par an.

Malgré la mise en place d'un système de lissage, cette réforme présente l'inconvénient majeur de générer un effet de seuil massif entre les contribuables qui seront éligibles à l'allègement, et ceux qui n'en bénéficieront pas et qui continueront donc de payer 100% de la cotisation de taxe d'habitation.

Les mécanismes de lissage prévus par le projet de loi de finances 2018 apparaissent en effet de portée particulièrement limitée, avec par exemple :

- pour un célibataire, un dégrèvement partiel uniquement en cas de revenu fiscal de référence compris entre 27 000 € et 28 000 € ;
- pour un couple sans enfant, un dégrèvement partiel uniquement en cas de revenu fiscal de référence compris entre 43 000 € et 45 000 €.

L'allègement de taxe d'habitation entrera en vigueur de manière progressive sur trois ans, avec :

- un dégrèvement de 30% de la cotisation de taxe d'habitation en 2018 ;
- un dégrèvement de 65% en 2019 ;
- un dégrèvement intégral à l'horizon 2020.

Pour l'exercice budgétaire 2018, cette réforme ne devrait pas entraîner de conséquences majeures pour les collectivités locales et EPCI bénéficiaires de la taxe d'habitation.

En effet, l'allègement serait neutre pour les budgets locaux, car il sera effectué sous la forme d'un dégrèvement, mécanisme par lequel l'Etat se substitue au contribuable local en payant sa taxe d'habitation à sa place.

En outre, l'autonomie fiscale des collectivités serait préservée, dans la mesure où elles disposeront toujours, du moins en 2018, de la possibilité d'augmenter librement le taux d'imposition, ou de réviser leurs politiques d'abattements.

En revanche, à moyen terme, et dès 2019, les conséquences de cet allègement massif de taxe d'habitation apparaissent beaucoup plus incertaines pour les collectivités locales, avec notamment l'absence de certitude quant au maintien du dégrèvement sous sa forme actuelle et la possible remise en cause, totale ou partielle, du pouvoir de taux des collectivités locales en matière de taxe d'habitation.

Dans son allocution au Congrès des maires de France, le Président de la République a, en effet, confirmé que le dégrèvement permettrait d'apporter toutes les garanties « en montants et en baes », et ce pendant 3 ans.

A l'issue de cette période, il a réaffirmé son souhait que soit engagée « une refonte en profondeur de la fiscalité locale pour que les communes retrouvent leur autonomie fiscale pleine et entière ». Là aussi, des débats sont prévus dans le cadre de la prochaine CNT, sur la base des travaux de la mission Richard-Bur, notamment.

2.4. UNE STABILITE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF) EN 2018

Après une stabilisation en 2013, puis quatre années consécutives de recul entre 2014 et 2017, le nouveau gouvernement a décidé de stabiliser les concours financiers de l'État aux collectivités locales en 2018.

Le principal concours financier de l'État, à savoir la dotation globale de fonctionnement (DGF), sera, à périmètre constant, quasi-stabilisée par rapport à 2017. Elle devrait ainsi s'élever à environ 27 milliards d'euros en 2018.

Outre le maintien de la DGF à un niveau quasi-constant par rapport à 2018, le gouvernement et la majorité parlementaire ont décidé, par ailleurs, de ne pas poursuivre la réforme de la dotation globale de fonctionnement et de ses critères de répartition entre les collectivités locales engagée par le précédent gouvernement.

2.5. LA POURSUITE DE LA DIMINUTION DES VARIABLES D'AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE NORMEE

Ces « variables d'ajustement » comprennent notamment la plupart des compensations d'exonérations fiscales versées par l'État aux collectivités locales, à l'exception des compensations d'exonération de taxe d'habitation au titre des « personnes de conditions modestes ».

De ce fait, l'évolution des compensations fiscales n'est désormais plus corrélée à la variation de l'assiette de calcul initiale de ces dernières - à savoir les pertes de recettes générées par les exonérations décidées par l'État et que ces compensations sont justement supposées compenser.

Elles diminuent ainsi de plus en plus fortement d'année en année.

Cette tendance de baisse régulière se poursuivra en 2018 pour les raisons évoquées ci-dessus, avec notamment une dotation unique spécifique qui devrait quasi-disparaître à moyen terme. Au niveau national, le projet de loi de finances 2018 prévoit en effet, dans sa version initiale, une baisse globale de - 9,2% de ces variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités locales, ce niveau étant susceptible d'évoluer au cours de la navette parlementaire.

2.6. LA PERENNISATION DE MESURES FAVORABLES A L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES

En matière d'évolution des finances locales, le gouvernement a principalement pour objectif, comme d'ailleurs les gouvernements précédents, de conduire les collectivités locales à limiter leurs dépenses de fonctionnement.

En revanche, le gouvernement a proposé, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2018, de reconduire plusieurs mesures de soutien à l'investissement local introduites durant le quinquennat de François Hollande, avec toutefois quelques ajustements concernant la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

2.6.1. LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE LA DOTATION DE SOUTIEN EXCEPTIONNEL A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Au-delà des aides spécifiquement destinées aux territoires ruraux (dotation d'équipement des territoires ruraux ...), le gouvernement a décidé de renforcer l'enveloppe de la DSIL à laquelle la Ville de Chenôve pourrait prétendre pour certains de ces projets.

Cette enveloppe sera ainsi dotée de 665 M€ en 2018, après 600 M€ en 2017, et sera consacrée aux mêmes priorités qu'en 2017, à savoir notamment : la rénovation thermique, la transition énergétique, le développement des énergies renouvelables, la mise aux normes et sécurisation des équipements publics, le développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de l'accueil de populations nouvelles, notamment en matière de construction de logements, de développement du numérique et de la téléphonie mobile, la réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

Seront également concernés, pour la première fois à compter de 2018, les investissements en matière de bâtiments scolaires, afin notamment de permettre aux communes situées en REP+ de financer les investissements nécessaires au dédoublement des classes de CP et CE1.

Enfin, au sein de ces 665 M€, 50 M€ seront spécifiquement fléchés vers les communes et EPCI à fiscalité propre qui s'engagent à maîtriser leurs dépenses de fonctionnement sur la base d'un projet de modernisation, et dans le cadre d'un contrat conclu avec le préfet de région.

2.6.2. LE MAINTIEN DU FCTVA EN DEHORS DE L'ENVELOPPE NORMEE DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Dispositif historique de soutien à l'investissement local, le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ne fera de nouveau, tout du moins en apparence, pas partie en 2018 de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État.

En effet, dès lors que, dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022, les autres concours financiers, hors FCTVA, sont prévus en diminution entre 2018 (38,37 milliards d'euros) et 2022 (38,10 milliards d'euros), cela revient à dire que, dans les faits, le FCTVA serait bel et bien pris en compte dans les variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'Etat.

Dans ce contexte, l'État anticipe une légère hausse de son montant en 2018, avec un niveau de 5,612 milliards d'euros, contre une prévision de 5,524 milliards d'euros pour 2017, en raison notamment d'une légère reprise de l'investissement local constatée récemment.

2.6.3. LE MAINTIEN DE L'EXTENSION DE L'ASSIETTE DU FCTVA AUX DEPENSES D'ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET DE LA VOIRIE

Cette mesure, mise en œuvre depuis 2016, contribue à élargir l'assiette des dépenses éligibles de la Ville de Chenôve, notamment en matière d'entretien des bâtiments publics municipaux, et donc in fine le volume de FCTVA perçu par cette dernière.

B. LE CONTEXTE LOCAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2018

1. LES PREVISIONS D'EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Comme nous avons pu le voir, le contexte national est marqué par de nombreuses incertitudes s'agissant des recettes des collectivités locales tant en matière fiscale qu'en matière de dotations de l'Etat.

Ce à quoi il convient d'ajouter les répercussions indirectes qui pourraient s'accroître s'agissant des financements attendus d'autres collectivités territoriales (Région, Département, Métropole) ou d'organismes tels que la Caisse d'Allocations Familiales, et ceci tant en fonctionnement qu'en investissement.

Tout incite donc à être extrêmement prudent quant à l'évolution de nos recettes de fonctionnement qui devraient afficher une nouvelle baisse de l'ordre de 1% en 2018. Et peut-être encore plus importante en 2019 et ou 2020.

Tout incite donc également à poursuivre les efforts de décélération des dépenses de fonctionnement et, particulièrement, au sein de celles-ci, les dépenses de personnel et ceci afin de maintenir un taux d'épargne brut suffisant et de dégager un niveau d'autofinancement permettant d'assurer les projets d'investissement, notamment en matière de renouvellement urbain et de transformation de la ville.

La recherche d'économies dans tous les services, par la mise à plat des organisations, la maîtrise des coûts, la mutualisation des missions avec certains de nos partenaires, la modernisation des outils mis à la disposition des services et des usagers, ainsi qu'une gestion active de notre patrimoine et une réflexion sur le devenir de certains de nos équipements sont plus que jamais d'actualité.

1.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES

1.1.1. LA FISCALITE

En 2018, la ville de Chenôve, devrait percevoir des recettes de taxe d'habitation, dégrèvement compris, identiques à celles qu'elle aurait perçues en l'absence de réforme.

Les données concernant la taxe d'habitation pour la ville de Chenôve sont les suivantes :

Nombre total de foyers TH	6 171
Nombre total d'exonérés et de non exonérés ayant une TH nulle	1 472
Nombre de nouveaux exonérés	4 084
Ratio nombre de nouveaux exonérés / nombre total de foyers TH	66,18 %
Ratio nombre total d'exonérés et TH nulle / Nombre total de foyers TH	90,03 %
Montant du dégrèvement en 2020	2 179 847 €

La base imposable ne devrait pas enregistrer d'évolution physique significative tant que de nouveaux programmes de logements n'auront pas été menés à leur terme. En outre, la réforme des valeurs locatives des locaux commerciaux pourrait peser défavorablement sur ces recettes fiscales, puisqu'elles n'évoluent plus en fonction du coefficient d'actualisation, mais en fonction de l'évolution des loyers, à la hausse comme à la baisse.

Pour ces deux raisons, le produit ne devrait pas globalement évoluer au-delà de la revalorisation forfaitaire des bases, dont le calcul a été modifié par la loi de finances pour 2017. A compter de cette année, le coefficient d'actualisation des bases sera calculé en fonction d'un indice des prix à la consommation (IPCH). Selon les estimations actuelles, l'évolution légale des bases devrait se situer à 1%. Le produit des impôts ne devrait donc évoluer que de 1%, soit 7 626 000 €.

Par ailleurs, la ville n'a pas l'intention d'augmenter les taux de la fiscalité en 2018 comme ce fut déjà le cas en 2017.

Les autres produits fiscaux (taxe additionnelle aux droits de mutation, taxe sur l'électricité et taxe locale sur la publicité extérieure) devraient diminuer de 50 000 €, en raison de la baisse de 10% des tarifs de la TLPE et des surfaces déclarées, mais également du manque de dynamisme du marché immobilier.

1.1.2. LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

■ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Au vu du contenu provisoire du projet de loi de finances 2018, et en raison de la quasi-stabilité prévue à l'échelle nationale, le montant de la dotation globale de fonctionnement perçu par la ville de Chenôve devrait être stable en 2018.

Cette stabilité recouvre néanmoins une évolution différenciée des deux parts de la DGF :

- Concernant la dotation forfaitaire :

A l'échelle nationale, la poursuite de la montée en puissance de la péréquation dite « verticale » devrait atteindre a minima + 190 M€ en 2018 par rapport à 2017, dont notamment une hausse de + 90 M€ de la dotation de solidarité urbaine.

Cependant, l'ensemble de la DGF devant respecter la norme d'évolution définie par le gouvernement, ces « hausses mécaniques » génèrent en conséquence un « besoin de financement », et doivent être financées par des diminutions d'autres composantes de la DGF, et en particulier la dotation forfaitaire.

Cette dernière intègre un dispositif d'écêtement, sous condition de potentiel fiscal, qui est plafonné à 1% de recettes réelles de fonctionnement. La ville de Chenôve répondant au critère de potentiel fiscal est soumise à cet écêtement. C'est pourquoi, notre dotation forfaitaire devrait diminuer de 243 000 € en 2018.

- **Concernant la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) :**

La dotation sociale urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) devrait, en revanche, poursuivre sa progression. Les mesures prévues dans le PLF (hausse de l'enveloppe, resserrement du nombre de bénéficiaires, majoration du critère « revenus » au détriment du critère « potentiel financier ») devraient en effet, être favorables à la commune. La DSU devrait donc augmenter de 258 000 € en 2018.

Pour mémoire, sur la période récente, l'évolution de la DGF perçue par la ville de Chenôve a été la suivante :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Prévision 2018
DGF	5,416	5,39	5,48	5,34	5,06	4,76	4,67	4,68
Dont dotation forfaitaire	2.813	2.697	2.619	2.382	1.842	1.316	0,986	0,743
Dont dotation de solidarité urbaine	2,603	2,692	2,862	2,959	3,214	3,443	3,686	3,944

Au global, la DGF devrait donc légèrement augmenter en 2018 (+ 15 000 €). Mais il convient de rappeler que sur la période 2011-2018, la Dotation Globale de Fonctionnement aura reculé de 729 000 € (la dotation forfaitaire a reculé de 2,07 M€ et la DSU a progressé de 1,341 M€)

■ **Les compensations d'exonérations fiscales versées par l'Etat**

Elles se sont amenuisées au fil des années et ne représentent plus qu'une infime partie des recettes, car une partie d'entre elles constituent des variables d'ajustement de l'enveloppe normée de l'Etat.

Évolution des compensations fiscales perçues par la Ville de Chenôve depuis 2011 (hors taxe d'habitation) :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taxe sur le foncier bâti	220 050	185 968	158 661	127 581	91 169	116 613	90 983
Taxe sur le foncier non bâti	4 456	4 457	4 493	4 340	3 955	3 589	3 326
Dotation unique spécifique	122 256	102 202	85 518	67 312	44 471	37 715	11 738
Total	346 762	292 627	248 672	199 233	139 595	157 917	106 047

Pour la Ville de Chenôve, les compensations fiscales, hors taxe d'habitation, ne représentent en 2017 qu'un peu plus de 30% de leur niveau de 2011.

Cette tendance à la baisse se poursuivra en 2018, avec une disparition de la dotation unique spécifique et une nouvelle contraction des autres compensations.

1.1.3. LES REVERSEMENTS DE DIJON METROPOLE

Conformément au nouvel échéancier défini par le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), approuvé par le conseil municipal du 6 novembre 2017, l'attribution de compensation versée par la Métropole sera en diminution en 2018, avec un montant de 6 082 247 €, contre 6 102 867 € en 2017.

Il est rappelé que cette baisse fait suite aux transferts de compétences à la Métropole qui ont porté sur le tourisme, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) et la défense contre l'incendie.

Quant à la dotation de solidarité communautaire, elle est prévue en stabilité par rapport à 2017, soit 958 257 €. Mais qu'en sera-t-il dans les années ultérieures si Dijon Métropole voit elle-même ses dotations se réduire de manière trop drastique ?

1.1.4. LES PRODUITS DES SERVICES ET LES REVENUS IMMOBILIERS

Composés pour l'essentiel des redevances des usagers et des locations, ces recettes devraient baisser par rapport aux prévisions 2017, mais se maintenir par rapport au réalisé en 2017. Cependant, les revenus locatifs devraient baisser en raison de la vacance dans certains des logements dont la ville est propriétaire.

1.1.5. LES SUBVENTIONS VERSEES A LA VILLE

Ce poste devrait connaître une forte baisse en raison de la politique conduite par le gouvernement concernant les emplois aidés et notamment de sa décision de suppression du dispositif « emplois d'avenir » en 2018.

Le montant des subventions s'élèverait à 200 000 € en 2018 (contre 343 000 € en 2017)

1.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES

Par conséquent, le budget 2018 verra une poursuite des efforts de gestion réalisés en 2017 en matière de dépenses de fonctionnement de tous ordres (charges de personnel, charges à caractère général...).

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir dans les années qui viennent.

1.2.1. LES CHARGES DE PERSONNEL

Dans un contexte financier contraint, la ville n'a d'autre choix que de prendre des mesures afin de faire baisser ce poste qui représente environ 67 % du budget de fonctionnement, tout en maintenant la qualité du service rendu aux habitants.

A ce jour, les charges de personnel sont estimées pour 2018 à 15.400 M€ et intègrent les décisions nationales suivantes :

■ **L'augmentation de la contribution CSG de 1,7 point à compter du 1er janvier 2018**

Cette hausse s'appliquera dès le 1er janvier 2018 pour l'ensemble des revenus d'activité et du patrimoine, à l'exception des allocations chômage, des indemnités journalières et des petites retraites.

S'agissant des fonctionnaires, cette augmentation du taux de la contribution CSG, sera compensée par la mise en place de deux mesures compensatoires, à savoir :

- la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) ;
- l'instauration d'une indemnité compensatrice versée par l'employeur aux agents.

Enfin, afin de ne pas entraîner de charges supplémentaires sur les budgets des collectivités locales, la mise en place de cette indemnité compensatoire devrait être intégralement compensée par une diminution de cotisations patronales.

■ **Le report d'une année de la mise en œuvre de l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR)**

Conclu sous le Gouvernement précédent, le protocole d'accord dit « PPCR » prévoyait notamment le transfert d'une partie des primes et indemnités sur le traitement indiciaire, avec un achèvement de sa mise en œuvre initialement prévu en 2018, et qui sera donc reporté en 2019.

Il est rappelé que ce protocole d'accord est déjà partiellement effectif depuis 2016 pour les agents de catégorie B, puis de manière partielle depuis 2017 pour les agents de catégorie C et A.

Pour ces derniers, l'année 2017 constituait en effet la première étape du transfert primes/points, la seconde phase initialement prévue en 2018 étant donc reportée à 2019. Si les conséquences de ce report sont neutres pour les agents actifs, elles pourraient s'avérer plus significatives pour ceux qui partent à la retraite en améliorant le montant de leur pension.

Par ailleurs, une nouvelle phase de revalorisation des grilles statutaires des agents de catégorie B et C, qui devait s'appliquer dès 2018, ne sera finalement effective qu'en 2019.

D'un point de vue budgétaire, le report de cette mesure catégorielle représente, pour la Ville de Chenôve, en ordre de grandeur, environ 150 000 € de « moindre dépense » de personnel, pour 2018.

■ **La revalorisation du point d'indice**

Cette mesure a été décidée début 2016 par le précédent gouvernement, lequel avait ainsi mis fin à six années consécutives de gel. Intervenue en deux temps, à savoir + 0,6% dès juillet 2016, puis + 0,6% à compter de février 2017, cette hausse globale du point d'indice de + 1,2% s'appliquera pour la première fois en 2018 sur une année entière. Le coût total supplémentaire de cette revalorisation s'élève, pour la Ville, à un peu plus de 130 000 € en année pleine.

■ **Le rétablissement du jour de carence en cas d'arrêt maladie**

Le 6 juillet 2017, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a ainsi officiellement annoncé le rétablissement de ce jour de carence dans la fonction publique. Ce dernier avait en effet déjà été instauré une première fois le 1er janvier 2012, avant d'être supprimé le 1er janvier 2014. Cette mesure devant en principe entrer en vigueur dès le 1er janvier 2018, pourrait, générer des économies de l'ordre de - 30 000 € à - 40 000 € en année pleine, en fourchette large.

■ **La hausse de + 0,27 point de la cotisation salariale retraite des fonctionnaires**

Cette nouvelle hausse de + 0,27 point de la cotisation salariale retraite des fonctionnaires (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) prévue dans le décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014 fait suite aux différentes réformes des retraites.

En matière de ressources humaines, l'année 2018 sera aussi marquée localement par :

- La mise en place du nouveau régime indemnitaire, dit « RIFSEEP » (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel),
- Le lancement d'une réflexion sur le temps de travail des agents municipaux. Sur recommandation du gouvernement et de la Cour des comptes, la Ville de Chenôve va engager un dialogue avec les représentants du personnel pour porter, à échéance de 2020, le temps de travail à la durée annuelle légale, soit 1 607 heures par agent.
- La relance d'une étude visant à renforcer l'action sociale en faveur du personnel,
- La poursuite d'une politique dynamique en matière de formation des agents visant à améliorer les évolutions de carrière et à faciliter les mobilités et redéploiements internes,
- Le développement des actions visant à l'amélioration de la qualité de vie au travail et à la réduction des risques socio-professionnels.

1.2.2. LES SUBVENTIONS

■ **La subvention au CCAS de Chenôve**

En prenant en compte les transferts de personnel entre la ville et le CCAS, le montant de la subvention devrait se situer entre 1.1 M€ et 1.2M€ en 2018.

Ce montant de subvention témoigne de la réelle volonté de la Municipalité d'accompagner les habitants, et notamment les plus fragiles d'entre eux, dans leurs difficultés quotidiennes tant en termes d'aides financières que d'accompagnement social ou encore de lutte contre l'isolement en favorisant le lien social.

■ Les subventions au monde associatif et aux partenaires

L'enveloppe prendra en compte les engagements pris avec les partenaires intervenant notamment dans les domaines suivants :

- La tranquillité publique : Grand Dijon médiation
- Le développement durable : Pirouette cacahuète
- L'éducation : l'Université de Bourgogne
- La culture : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire

Enfin, signe de sa politique de soutien aux associations, et malgré un contexte financier tendu, la ville souhaite maintenir en 2018 les subventions des autres associations au même niveau que celui de 2017.

1.2.3. LES AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Constituées des dépenses nécessaires au fonctionnement des équipements, à l'organisation des activités, à l'administration de la collectivité, les autres charges s'élevaient à 4.9 M€ en 2016, et devraient se situer autour de 4.6 M€ en 2017.

Sous l'effet du processus continu de maîtrise des dépenses en prenant en compte une tendance à la hausse des dépenses d'énergie, l'objectif serait de les ramener à près de 4.5 M€ en 2018.

Cette baisse globale implique non seulement une maîtrise des dépenses, mais une révision plus profonde du périmètre des interventions de la collectivité. Eu égard, aux priorités de l'équipe municipale, des décisions structurelles et collectives devront être prises dès 2018 et jusqu'à la fin du mandat quant à la réduction du parc immobilier de la ville, la redéfinition d'un certain nombre de missions ou d'opérations ou le redéploiement de moyens entre directions et services.

1.2.4. LES INTERETS DE LA DETTE

En 2018, les intérêts seront de nouveau en baisse, même si cette inflexion sera nettement moins significative que les années précédentes. Ce tassement s'explique par l'extinction des emprunts à taux variables qui, dans le contexte de taux actuel, affichaient des taux nuls.

Cependant, une remontée des taux n'étant pas à exclure, la ville a choisi de sécuriser son encours en se positionnant, lors des deux dernières consultations, sur des emprunts à taux fixe.

1.3. CONCLUSION CONCERNANT LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A fin 2017, l'épargne brute devrait être confortée par rapport aux projections du début d'année, et ce malgré une baisse des recettes, notamment les dotations de l'Etat et la fiscalité. Ce redressement est le fruit des efforts consentis en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement, en particulier sur les postes des charges de personnel et des charges courantes, et dans une moindre mesure, des subventions aux associations.

En 2018, dans un contexte de nouvelle baisse de ses ressources courantes, l'objectif de la Municipalité sera de maintenir l'épargne brute à un niveau le plus proche possible de son niveau de 2017, afin de ne pas obérer ses capacités d'investissement pour l'avenir.

2. LES PREVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES

En 2018, le volume d'investissement devrait s'établir à environ 2,5 M€, contre 2,38 M€ en 2017.

Le programme 2018 répond en priorité à une triple exigence,

- Celle posée par la loi avec :
 - La poursuite de la mise aux normes d'accessibilité handicapés ;
 - Le dédoublement des classes de CE1 des écoles en REP+ et ses conséquences en matière d'aménagement de nouvelles salles et d'équipement, comme ce fut le cas en 2017 avec les CP;
 - Des interventions destinées à la mise en sécurité de certains équipements.
- Celle dictée par la volonté de la Municipalité en matière financière, environnementale et de développement durable :
 - A ce titre, seront engagées des opérations destinées à réduire la facture énergétique par un programme pluriannuel de rénovation thermique de nos bâtiments.
- Et enfin, en matière de renouvellement urbain, l'année 2018 sera notamment consacrée:
 - A la poursuite de la commercialisation des îlots de la ZAC "Centre-Ville" et à la réalisation des premières interventions dans le cadre de la seconde phase du renouvellement urbain du quartier du Mail :
 - la déconstruction (désamiantage, démolition...) de la tour n°12 rue Renan appartenant à Orvitis,
 - le démarrage, au 4ème trimestre, des travaux de démolition des locaux du centre commercial Saint-Exupéry.
 - A la poursuite des négociations avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans la perspective d'une contractualisation des engagements financiers de la collectivité et ceux de l'ensemble de ses partenaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - Dans le cadre de l'opération d'aménagement "Centralité", au versement d'une avance de trésorerie d'un montant d'1M€ permettant de répondre au besoin de financement de la SPLAAD pour la réalisation des acquisitions foncières et des travaux de démolition nécessaires à la poursuite de l'opération.

Ce programme devrait être complété par des travaux de gros entretien des équipements municipaux, et l'acquisition du terrain d'assiette du parking du gymnase Louis Curel et le renouvellement ou la modernisation des matériels nécessaires au bon fonctionnement des services (outils informatiques et numériques, vidéo-protection...).

Quant au remboursement annuel du capital de la dette, il se situera à 1.08 M€, chiffre à rapporter à l'épargne brute qui, sous l'effet d'une contraction des dépenses de fonctionnement, devrait s'approcher de 1.5 M€.

2.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES

Au stade du budget primitif, le financement de ces investissements sera assuré par le FCTVA, le solde de la subvention Dotation Politique de la Ville (DPV) 2017 et les cessions de l'ensemble foncier comprenant l'auberge.

Dans le courant de l'année, la ville devrait bénéficier d'autres subventions comme la DPV 2018, mais également de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Ce dispositif étant reconduit par l'Etat, la ville déposera des dossiers de demandes pour les projets éligibles.

Dans l'attente de la reprise de l'excédent 2017 et de l'attribution de nouvelles subventions, ces recettes seront complétées par un emprunt qui ne sera mobilisé que si nécessaire.

C. LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET DEPENSES DE PERSONNEL

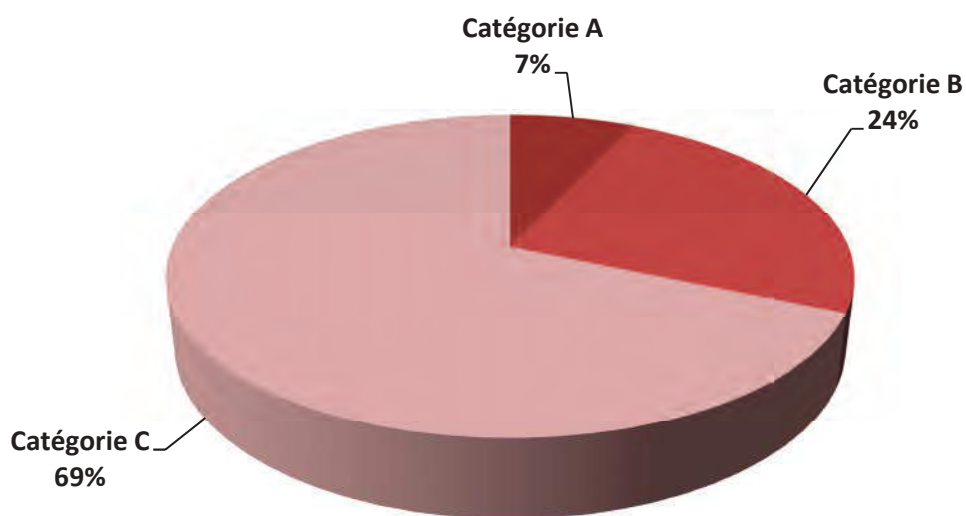
1. LES EFFECTIFS AU 30 JUIN 2017

1.1. LA REPARTITION PAR STATUT

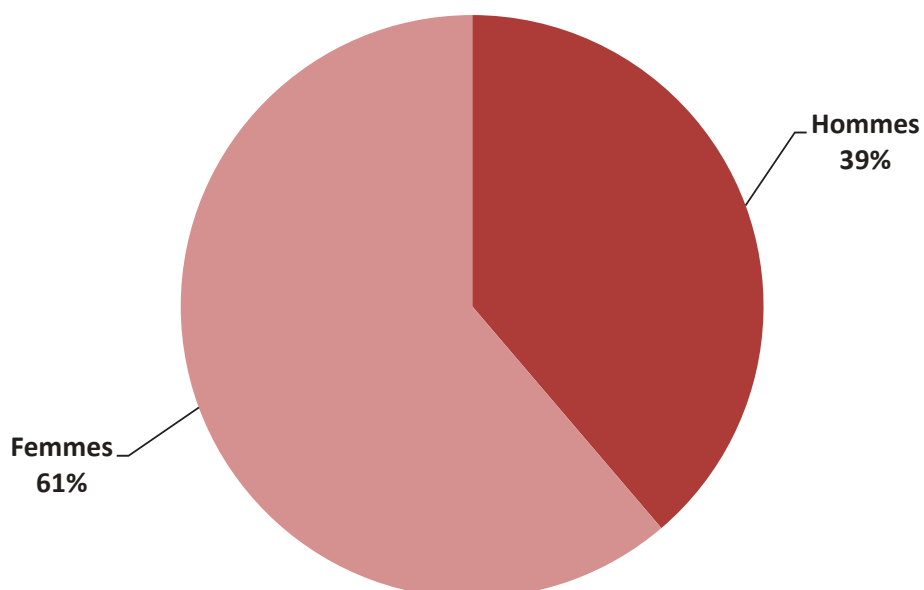
Fonctionnaires ¹	Contractuels de droit public	Contractuels de droit privé	Apprenti
308	148	57	1

¹ hors disponibilités et détachements et y compris les CDI

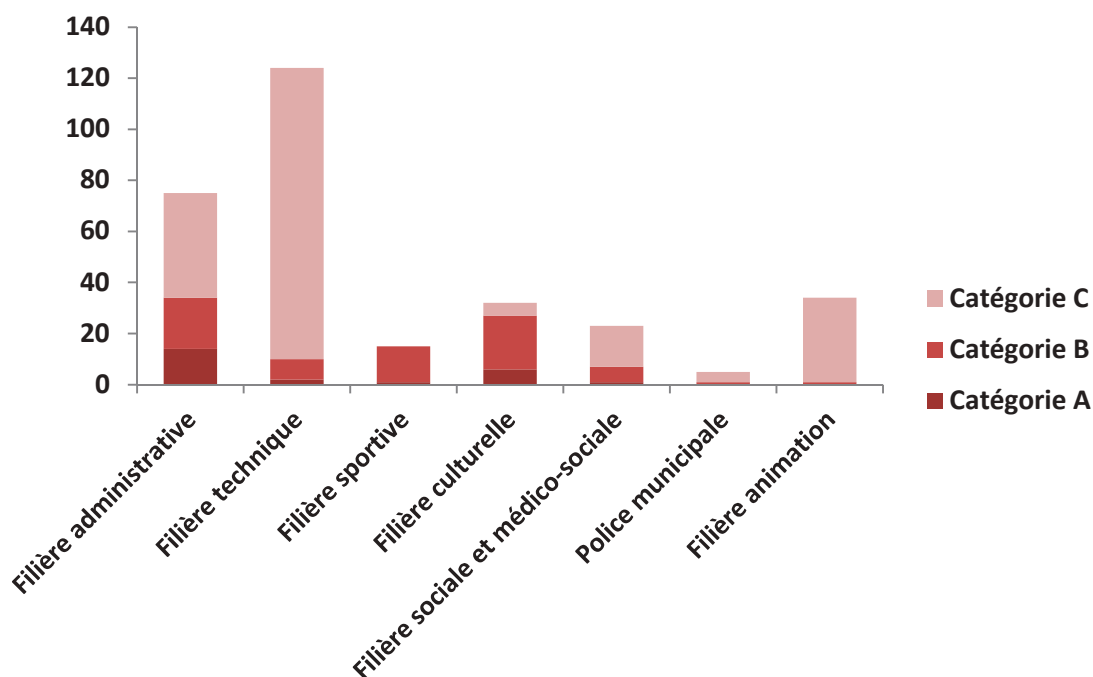
1.2. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE



1.3. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR SEXE



1.4. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR FILIERE STATUTAIRE



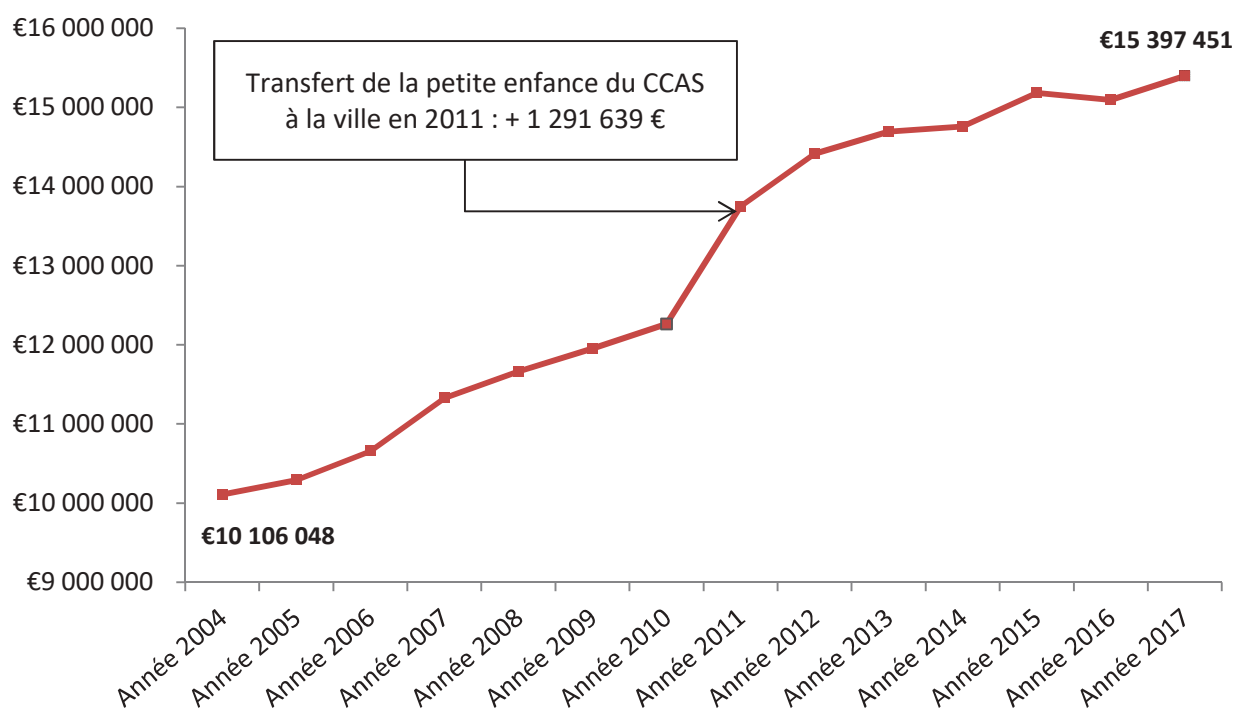
2. LES DEPENSES DE PERSONNEL

2.1. LE BUDGET 2017

Le budget 2017 des ressources humaines (budget primitif + budget supplémentaire) s'élève à 15 397 451 € et se décompose comme suit :

Rémunération des titulaires	11 651 415 €
Rémunération des contractuels	2 631 296 €
Astreintes et heures supplémentaires	90 000 €
Emplois aidés	500 940 €
Assistants maternelles	293 300 €
Chantier école	140 500 €
Autres charges (dont GVT)	90 000 €
Total	15 397 451 €

2.2. L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE 2004 A 2017¹



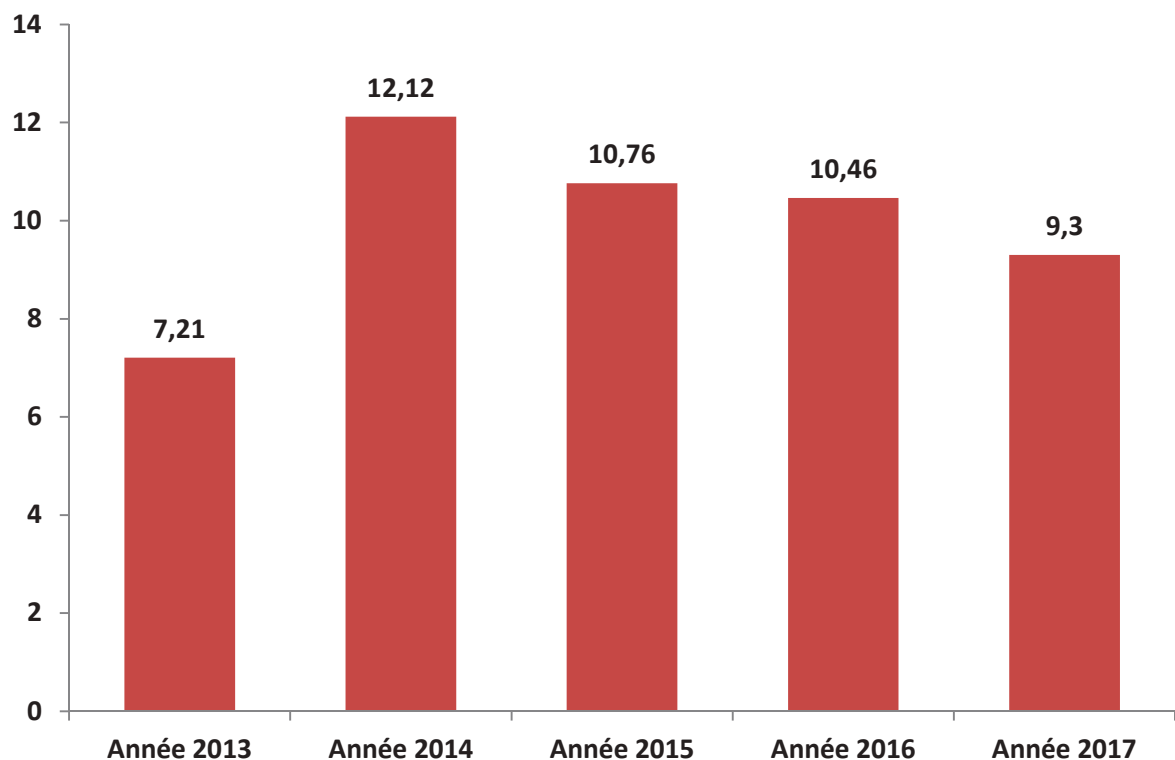
¹ De 2004 à 2016 : les montants retenus sont issus des comptes administratifs
 En 2017 : le montant retenu est celui du budget 2017

D. LES PRINCIPALES EVOLUTIONS ET CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT

Le mouvement à la baisse de l'endettement, entamé en 2015, se poursuit. En raison du contexte de taux d'intérêts toujours très bas, le taux moyen de la dette est toujours dans une phase de diminution. Enfin, l'ensemble de l'encours de la dette ne comporte aucun risque particulier.

1. LE NIVEAU D'ENDETTEMENT DE CHENOVE AU 31 DECEMBRE 2017

A fin 2017, l'encours de dette prévisionnel de la ville s'élève à 9.3 M€. La ville s'est ainsi désendettée en 2017 d'environ 1.1 M€ par rapport à 2016 (encours de dette de 10,457 M€ en décembre 2016)



2. L'EVOLUTION DU RATIO DE CAPACITE DE DESENDETTEMENT

La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, s'élevait en 2016 à un peu moins de 5 ans. En 2017, son niveau devrait être du même ordre.

3. LES PRINCIPALES OPERATIONS DE GESTION DE DETTE EFFECTUEES EN 2017

Les caractéristiques des emprunts en cours ne nécessitant pas de renégociation, aucune opération de gestion n'a été effectuée en 2017.

4. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE LA VILLE AU 31 DECEMBRE 2017

A la fin de l'exercice 2017, les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve seraient les suivantes :

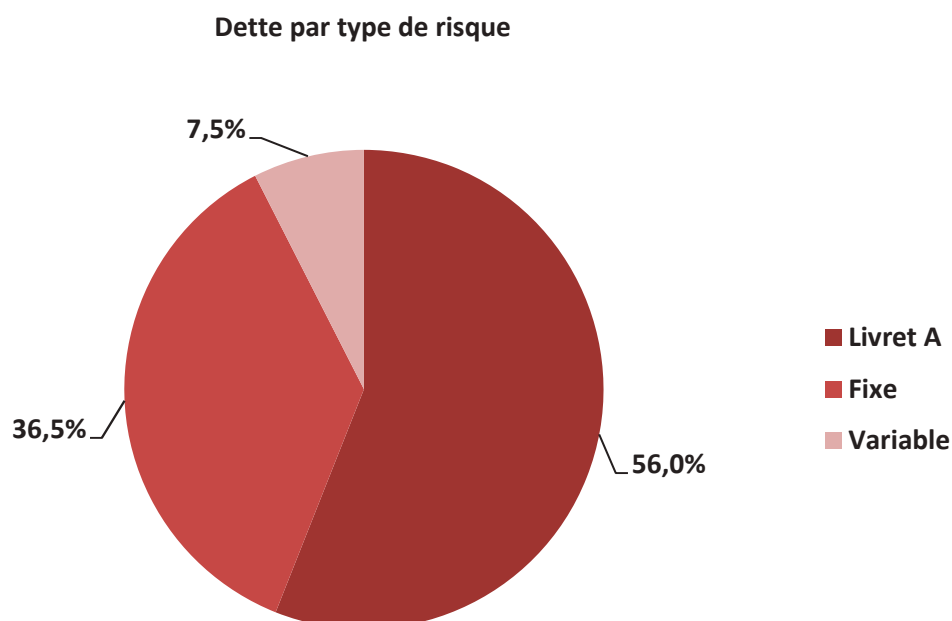
- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,53 % (indicateur de performance, calculé en rapportant le montant des frais financiers des différents emprunts au montant total de l'encours de dette. Il permet de vérifier que le coût financier est cohérent avec les niveaux du marché).
- Encours réparti de manière diversifiée entre différents prêteurs

Prêteur	Capital restant dû (CRD) au 31 décembre 2017	% du CRD
Caisse des Dépôts et Consignations	5 207 827 €	55.98%
Banque Postale	938 470€	10.09%
Crédit Mutuel	853 730 €	9.18%
Banque Populaire	831 109 €	8.93%
Caisse d'Epargne	781 485 €	8.4%
CACIB ex BFT Crédit Agricole	547 250 €	5.88%
Autres prêteurs (Crédit Foncier, CAF, SFIL)	142 530 €	1.53%
Ensemble des prêteurs	9 302 401 €	100,00%

Données estimatives au jour de la rédaction du rapport

- Répartition de l'encours de dette entre emprunts à taux fixe et à taux variable

L'encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2016 est composé de 22 emprunts. La structure est constituée de 36.5 % en taux fixe et 63.5 % en taux variable (dont 56 % indexés sur le livret A).



- Un encours de dette classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler

La classification Gissler classe les emprunts en fonction d'une échelle de risque allant de 1A (emprunts ne comportant aucun risque) à 6F « hors charte » (emprunt à risque élevé). Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette était classé 1A, c'est à dire sans aucun risque au regard de la charte de Gissler.

- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne de la strate

€ par habitant	2013	2014	2015	2016	2017
Chenôve	511,00 €	852,00 €	760,00 €	736,00 €	646,00 €
Moyenne strate	970,00 €	958,00 €	944,00 €	954,00 €	?

5. LES OBJECTIFS EN MATIERE D'ENDETTEMENT POUR 2018

En matière d'endettement, la ville se fixe pour objectif de stabiliser son encours à son niveau à fin 2017. Aussi, en 2018 seul serait mobilisé l'emprunt d'1 million € prévu en 2017. Ce contrat sera souscrit auprès de la Banque postale, au taux fixe de 1.15% sur 15 ans.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_111

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

BUDGET 2017 - DECISION MODIFICATIVE N°2

Cette dernière décision modificative apporte les ultimes ajustements au budget 2017. Les uns découlent de l'évolution des dossiers tels que les transferts à la Métropole, le portage par l'EPFL (Etablissement Public Foncier Local des Collectivités de Côte D'Or), tandis que les autres permettront en particulier, la mise en conformité d'équipements pour les services.

En investissement, la clôture de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage conclue avec la communauté urbaine se traduit par l'annulation, en dépenses et en recettes, du solde des travaux (21 741 € sur une enveloppe initiale de 1 059 000 €).

De même, la fin des travaux des vestiaires du stade Léo Lagrange emporte l'annulation, en dépenses et en recettes, des crédits d'avance.

Pour l'équipement des services, une enveloppe de 14 393 € est transférée de la section de fonctionnement pour l'acquisition :

- de micros et de chaises pour la salle des fêtes,
- d'un réfrigérateur pour la maison de la vie associative,
- de deux VTT électriques, en remplacement des scooters qui seront cédés, de caméras piéton et d'une rampe lumineuse pour le véhicule, destinés à la police municipale,
- six tables pour le Cèdre.

Ce transfert est complété par un virement d'un reliquat sur les travaux de 7 512 € au chapitre des acquisitions, pour l'achat d'outillage pour le Centre technique municipal. L'enveloppe pour les projets des conseils participatifs est également transférée, pour partie, du chapitre

« travaux » au chapitre « matériel ».

En recettes, l'emprunt est réduit de 388 958 € pour être ramené à 1 000 000 €, conformément aux orientations arrêtées dans le cadre de la préparation du budget 2017. Pour assurer l'équilibre de la section, le virement est abondé de 403 351 €, portant l'autofinancement, y compris les amortissements des immobilisations, à 1 787 462 €.

En fonctionnement, outre les transferts de crédits et le virement, trois lignes sont ajustées. Les frais de portage des propriétés acquises par l'EPFL sont abondés de 28 000 € à la suite du report du rachat de deux propriétés par la ville.

Les charges exceptionnelles sont complétées de 5 000 € pour permettre l'annulation de la TLPE (taxe locale sur la publicité extérieure) d'une entreprise en redressement judiciaire.

La participation aux syndicats de rivières est réduite de 14 582 € en raison du transfert de cette charge à la Métropole, conformément au rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) approuvé par le conseil municipal le 6 novembre dernier.

En recettes, en application de ce même rapport, l'attribution de compensation de la Métropole est diminuée de 10 451 €.

Vu l'article L1612-11 du code général des collectivités territoriales,
Vu les budgets primitif, supplémentaire et la décision modificative n°1,
Vu la décision modificative n°2 annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : d'adopter la décision modificative n°2 au budget 2017 jointe en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 20/12/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

République Française

VILLE DE CHENÔVE

Décision modificative n°2 au budget 2017

Conseil Municipal du 18/12/2017

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	407 376.00	-10 451.00
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	002 RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT REPORTE		
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés)		407 376.00	-10 451.00
INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-20 941.84	-20 941.84
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés)		-20 941.84	-20 941.84
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET		386 434.16	-31 392.84

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES****A2**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 877 737.00	-14 393.00	-14 393.00	4 863 344.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 397 451.00			15 397 451.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 459 813.00	-14 582.00	-14 582.00	2 445 231.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES				
Total des dépenses de gestion courante		22 735 001.00	-28 975.00	-28 975.00	22 706 026.00
66	CHARGES FINANCIERES	255 000.00	28 000.00	28 000.00	283 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	69 626.00	5 000.00	5 000.00	74 626.00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		23 059 627.00	4 025.00	4 025.00	23 063 652.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00	1 399 749.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	791 420.00			791 420.00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		1 787 818.00	403 351.00	403 351.00	2 191 169.00
TOTAL		24 847 445.00	407 376.00	407 376.00	25 254 821.00

+

D 002 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

25 254 821.00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	276 614.00			276 614.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 084 580.00	-24 000.00	-24 000.00	1 060 580.00
73	IMPOTS ET TAXES	15 818 446.00	-10 451.00	-10 451.00	15 807 995.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 645 293.00			6 645 293.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	196 100.00	24 000.00	24 000.00	220 100.00
Total des recettes de gestion courante		24 021 033.00	-10 451.00	-10 451.00	24 010 582.00
76	PRODUITS FINANCIERS	600.00			600.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	17 626.00			17 626.00
Total des recettes réelles de fonctionnement		24 039 259.00	-10 451.00	-10 451.00	24 028 808.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00			98 000.00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		98 000.00			98 000.00
TOTAL		24 137 259.00	-10 451.00	-10 451.00	24 126 808.00

+

R 002 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

3 467 647.16

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

27 594 455.16

Pour information : AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2 093 169.00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES****A3**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	126 017.36			126 017.36
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 370 158.97	34 905.00	34 905.00	1 405 063.97
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 377 850.54	-34 105.00	-34 105.00	3 343 745.54
	Total des opérations d'équipement				
Total des dépenses d'équipement		4 874 026.87	800.00	800.00	4 874 826.87
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 155 500.00			1 155 500.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00			62 500.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00			1 000 000.00
Total des dépenses financières		2 218 000.00			2 218 000.00
45x1	Total des opérations pour compte de tiers		-21 741.84	-21 741.84	-21 741.84
Total des dépenses réelles d'investissement		7 092 026.87	-20 941.84	-20 941.84	7 071 085.03
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00			98 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 166.00			4 166.00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		102 166.00			102 166.00
TOTAL		7 194 192.87	-20 941.84	-20 941.84	7 173 251.03

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	2 120 693.15
---	--------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat)	9 293 944.18
---	--------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	2 306 828.60			2 306 828.60
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (hors 165)	1 000 000.00	-388 958.00	-388 958.00	611 042.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		-13 593.00	-13 593.00	-13 593.00
Total des recettes d'équipement		3 306 828.60	-402 551.00	-402 551.00	2 904 277.60
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	328 000.00			328 000.00
1068	Excédents de fonct. capitalisés	3 716 573.42			3 716 573.42
024	PRODUITS DES CESSIONS	171 500.00			171 500.00
Total des recettes financières		4 216 073.42			4 216 073.42
45x2	Total des opérations pour compte de tiers		-21 741.84	-21 741.84	-21 741.84
Total des recettes réelles d'investissement		7 522 902.02	-424 292.84	-424 292.84	7 098 609.18
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00	1 399 749.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	791 420.00			791 420.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 166.00			4 166.00
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 791 984.00	403 351.00	403 351.00	2 195 335.00
TOTAL		9 314 886.02	-20 941.84	-20 941.84	9 293 944.18



II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

RECETTES D'INVESTISSEMENT

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat)	9 293 944.18
---	--------------

Pour information : AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 093 169.00
--	------------------------------	--------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-14 393.00		-14 393.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-14 582.00		-14 582.00
66	CHARGES FINANCIERES	28 000.00		28 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000.00		5 000.00
68	<i>Dotations aux amortissements et provisions</i>			
023	<i>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</i>		403 351.00	403 351.00
Dépenses de fonctionnement - Total		4 025.00	403 351.00	407 376.00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	407 376.00
--	------------

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</i>			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)			
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (hors opérations)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	34 905.00		34 905.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	-34 105.00		-34 105.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
45x-1	Total des opérations pour compte de tiers	-21 741.84		-21 741.84
Dépenses d'investissement - Total		-20 941.84		-20 941.84

+

D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-20 941.84
---	------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	-24 000.00		-24 000.00
72	TRAVAUX EN REGIE			
73	IMPOTS ET TAXES	-10 451.00		-10 451.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	24 000.00		24 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
	Recettes de fonctionnement - Total	-10 451.00		-10 451.00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-10 451.00
--	------------

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-388 958.00		-388 958.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-13 593.00		-13 593.00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
45x-2	Total des opérations pour compte de tiers	-21 741.84		-21 741.84
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		403 351.00	403 351.00
024	PRODUITS DES CESSIONS			
	Recettes d'investissement - Total	-424 292.84	403 351.00	-20 941.84

+

R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
---	--

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	
-----------------------------------	--

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-20 941.84
---	------------

SECTION DE FONCTIONNEMENT

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 877 737.00	-14 393.00	-14 393.00
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	2 553 844.00	-1 766.00	-1 766.00
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR. AMENAG.)	530 209.00	-900.00	-900.00
	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES & FOURNITURES			
	FOURNITURES NON STOCKABLES			
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	160 000.00		
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	370 000.00		
60613	CHAUFFAGE URBAIN	520 000.00		
60618	AUTRES FOURNITURES NON STOCKABLES	150 000.00		
	FOURNITURES NON STOCKEES			
60621	COMBUSTIBLES	10 000.00		
60622	CARBURANTS	60 030.00		
60623	ALIMENTATION	64 660.00		
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	5 030.00		
	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT			
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	64 710.00		
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	89 496.00	-866.00	-866.00
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	20 000.00		
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	32 600.00		
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	58 460.00		
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	87 100.00		
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	85 691.00		
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	245 858.00		
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS	1 616 617.00	-6 104.00	-6 104.00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	261 666.00	-6 104.00	-6 104.00
	LOCATIONS			
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	70 484.00		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	149 115.00		
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	90 720.00		
	ENTRETIEN ET REPARATIONS			
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS			
61521	TERRAINS	57 300.00		
615221	BATIMENTS PUBLICS	142 780.00		
615231	VOIRIES	22 932.00		
615232	RESEAUX	11 500.00		
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS			
61551	MATERIEL ROULANT	12 000.00		
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	25 500.00		
6156	MAINTENANCE	263 200.00		
6168	AUTRES	94 620.00		
617	ETUDES ET RECHERCHES	6 140.00		
	DIVERS			
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	12 360.00		

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	85 000.00		
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	200.00		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	311 100.00		
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	589 228.00	-6 523.00	-6 523.00
	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES			
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	3 000.00		
6226	HONORAIRES	61 450.00		
6228	DIVERS	650.00		
	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES			
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	32 700.00		
6232	FETES ET CEREMONIES	9 850.00		
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	16 066.00		
6237	PUBLICATIONS	65 834.00		
6238	DIVERS	32 250.00		
	TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS			
6241	TRANSPORTS DE BIENS	450.00		
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	86 305.00		
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS			
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	14 851.00		
6256	MISSIONS	11 300.00		
6257	RECEPTIONS	83 302.00	-6 523.00	-6 523.00
	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS			
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	57 000.00		
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	62 150.00		
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 350.00		
	DIVERS			
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	31 970.00		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	15 000.00		
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	750.00		
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	3 000.00		
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	118 048.00		
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (ADM IMP.)			
	IMPOTS DIRECTS			
63512	TAXES FONCIERES	116 548.00		
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 500.00		
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 397 451.00		
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS			
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	447 868.00		
	IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUN. (AUTRES ORGANIS.			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	181 997.00		
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	45 499.00		
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	192 997.00		
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUNERATIONS	27 375.00		
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	14 949 583.00		
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL			
	PERSONNEL TITULAIRE			

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
64111 64112 64118	REMUNERATION PRINCIPALE NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE AUTRES INDEMNITES	6 651 639.00 303 857.00 1 169 508.00		
64131 64138	PERSONNEL NON TITULAIRE REMUNERATIONS NON TITULAIRES AUTRES INDEMNITES	1 619 079.00 226 284.00		
64162 64168	EMPLOIS D'INSERTION EMPLOIS D'AVENIR AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	176 600.00 411 103.00		
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS	13 500.00		
6451 6453 6454 6455	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F. COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C. COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	1 698 768.00 2 217 325.00 151 513.00 90 043.00		
64731	AUTRES CHARGES SOCIALES ALLOCATIONS DE CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	21 500.00		
6475 6478	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	31 984.00 71 293.00		
6488	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL AUTRES CHARGES	95 587.00		
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
- 73 -	IMPOTS ET TAXES			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 459 813.00	-14 582.00	-14 582.00
- 65 - 651	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...	2 459 813.00 38 570.00	-14 582.00	-14 582.00
6531 6532 6533 6534 6535	INDEMN. FRAIS DE MISSION ET DE FORM. MAIRES ET ADJ INDEMNITES FRAIS DE MISSION COTISATIONS DE RETRAITE COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE FORMATION	187 640.00 1 200.00 11 111.00 19 970.00 5 000.00		
6541 6542	PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR CREANCES ETEINTES	7 300.00 9 000.00		
65548 6558	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES AUTRES CONTRIBUTIONS AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	8 068.00 2 000.00	-14 582.00	-14 582.00
657362 65737 65738	SUBV. FONCTIONNEMENT VERSEES SUBV. FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS CCAS AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX AUTRES ORGANISMES PUBLICS	1 210 904.00 1 250.00 22 000.00		
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	935 800.00		

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=011+012+014+65+656	22 735 001.00	-28 975.00	-28 975.00
66	CHARGES FINANCIERES	255 000.00	28 000.00	28 000.00
- 66 -	CHARGES FINANCIERES	255 000.00	28 000.00	28 000.00
	CHARGES D'INTERETS			
66111	INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES INTERETS REGLES A ECHEANCE	167 000.00		
	AUTRES CHARGES FINANCIERES			
6688	AUTRES	88 000.00	28 000.00	28 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	69 626.00	5 000.00	5 000.00
- 67 -	CHARGES EXCEPTIONNELLES	69 626.00	5 000.00	5 000.00
	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERAT. DE GESTION			
6714	BOURSES ET PRIX	4 750.00		
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GESTION	14 000.00		
	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	25 500.00	5 000.00	5 000.00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	25 376.00		
	TOTAL DES DEPENSES REELLES (r)=(a)+66+67+68+022	23 059 627.00	4 025.00	4 025.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	791 420.00		
- 67 -	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
- 68 -	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	791 420.00		
6811	DAP - CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT DAP - IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES	791 420.00		
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 787 818.00	403 351.00	403 351.00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 787 818.00	403 351.00	403 351.00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	24 847 445.00	407 376.00	407 376.00
--	---------------	------------	------------

RESTES A REALISER N-1	
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)	407 376.00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	276 614.00		
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS			
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS			
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	276 614.00		
6419	REMUNERATIONS DU PERSONNEL REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	276 614.00		
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 084 580.00	-24 000.00	-24 000.00
- 70 -	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE VENTES DIVERSES	1 084 580.00	-24 000.00	-24 000.00
	REDEVANCES ET RECETTES D'UTILISATION DU DOMAINE			
70311	CONCESSIONS ET REDEVANCES FUNERAIRES CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	26 500.00		
70323	DROITS DE PERMIS DE STATION. DE LOCAT. SUR VOIE PU REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	100.00	-24 000.00	-24 000.00
70388	AUTRES REDEV. ET RECETTES D'UTILISATION DU DOMAINE AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	15 400.00		
	PRESTATIONS DE SERVICES			
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE	170 000.00		
70631	REDEV. ET DROITS DES SERVICES A CAR. SPORTIF ET LO A CARACTERE SPORTIF	261 000.00		
70632	A CARACTERE DE LOISIRS	150 000.00		
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SOCIAL	148 500.00		
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.	257 000.00		
70688	AUTRES REDEVANCES ET DROITS AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 060.00		
	AUTRES PRODUITS			
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	5 700.00		
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE	24 000.00		
70848	AUX AUTRES ORGANISMES	12 000.00		
70873	REMBOURSEMENTS DE FRAIS PAR LES CCAS	7 500.00		
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	4 820.00		
73	IMPOTS ET TAXES	15 818 446.00	-10 451.00	-10 451.00
- 73 -	IMPOTS ET TAXES	15 818 446.00	-10 451.00	-10 451.00
	IMPOTS LOCAUX			
73111	CONTRIBUTIONS DIRECTES TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	7 549 962.00		

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
7321	FISCALITE REVERSEE FISCALITE REVERSEE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES FISCALITE REVERSEE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES	6 102 867.00	-10 451.00	-10 451.00
7322	FISCALITE REVERSEE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS FISCALITE REVERSEE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS TAXES PR UTILISAT. SERVICES PUBLICS ET DU DOMAINE	958 257.00		
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES OORDUMES MENAGERES ET ASSIMI	1 160.00		
7333	TAXES FUNERAIRES	6 700.00		
7336	DROITS DE PLACE	70 000.00		
7351	IMPOTS ET TAXES LIES A LA PRODUCT. ENERG. ET INDUS TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	235 000.00		
7368	IMPOTS ET TAXES LIES AUX ACTIVITES DE SERVICES TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	500 000.00		
7381	AUTRES TAXES TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE	315 000.00		
7388	AUTRES TAXES DIVERSES	79 500.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 645 293.00		
- 74 -	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	6 645 293.00		
7411	D.G.F. DOTATION FORFAITAIRE	986 147.00		
74123	DOTATION D'AMENAGEMENT DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 685 826.00		
	PARTICIPATIONS			
74712	ETAT EMPLOIS D'AVENIR	155 000.00		
74718	AUTRES	67 910.00		
7472	REGIONS	29 500.00		
7473	DEPARTEMENTS	130 000.00		
74748	AUTRES COMMUNES	2 000.00		
74751	GFP DE RATTACHEMENT	24 000.00		
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	65 000.00		
7478	AUTRES ORGANISMES	986 860.00		
	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS			
748314	ATTRIBUTIONS DE PEREQUATION ET DE COMPENSATION DOTAT. UNIQUE DES COMPENS. SPECIFIQUES A TAXE PROF	32 000.00		
74834	ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIERES	110 000.00		
74835	ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXE HABITATION	216 096.00		
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	2 924.00		
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 030.00		
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	147 000.00		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	196 100.00	24 000.00	24 000.00
- 75 - 752	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE REVENUS DES IMMEUBLES	196 100.00 196 100.00	24 000.00 24 000.00	24 000.00 24 000.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chapitre / Article	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=70+73+74+75+013		24 021 033.00	-10 451.00	-10 451.00
76	PRODUITS FINANCIERS	600.00		
- 76 -	PRODUITS FINANCIERS	600.00		
7688	AUTRES PRODUITS FINANCIERS AUTRES	600.00		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	17 626.00		
- 77 - 7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	17 626.00 17 626.00		
TOTAL DES RECETTES REELLES (r)=(a)+76+77+78		24 039 259.00	-10 451.00	-10 451.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00		
- 72 - 722	PRODUCTION IMMOBILISEE IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 000.00 70 000.00		
- 77 - 777	PRODUITS EXCEPTIONNELS QUOTE PART SUBV. D'INVEST. TRANSF. C.PTE DE RESULTA	28 000.00 28 000.00		
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		98 000.00		

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	24 137 259.00	-10 451.00	-10 451.00
--	---------------	------------	------------

RESTES A REALISER N-1	
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)	-10 451.00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

SECTION D'INVESTISSEMENT

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	126 017.36		
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	126 017.36		
2031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	62 052.96		
2033	FRAIS D'ETUDES	5 000.00		
2051	FRAIS D'INSERTION			
	CONCESS. ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	58 964.40		
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 370 158.97	34 905.00	34 905.00
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 370 158.97	34 905.00	34 905.00
2112	TERRAINS			
	TERRAINS DE VOIRIE	4 000.00		
2121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS			
2128	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	4 759.73		
	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	3 789.09		
2138	CONSTRUCTIONS			
	AUTRES CONSTRUCTIONS	963 261.30		
2158	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			
	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	28 604.00	20 512.00	20 512.00
2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
2183	MATERIEL DE TRANSPORT	20 850.00	850.00	850.00
2184	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	240 559.42		
2188	MOBILIER	41 521.79	5 400.00	5 400.00
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62 813.64	8 143.00	8 143.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 377 850.54	-34 105.00	-34 105.00
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 377 850.54	-34 105.00	-34 105.00
2312	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS			
2313	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	18 464.47		
2315	CONSTRUCTIONS	3 282 515.74	-20 512.00	-20 512.00
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	76 870.33		
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.		-13 593.00	-13 593.00
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT		4 874 026.87	800.00	800.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES			
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 155 500.00		
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 155 500.00		
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EMPRUNTS EN EUROS	1 152 467.00		
1672	EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE CONDITIONS PARTICUL EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	566.00		
16878	AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	2 467.00		
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00		
- 26 - 261	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PART. TITRES DE PARTICIPATION	62 500.00 62 500.00		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00		
- 27 - 274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS	1 000 000.00 1 000 000.00		
TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES		2 218 000.00		
45811	COMPETENCES TRANSFEREES A CU		-21 741.84	-21 741.84
TOTAL DES DEPENSES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS			-21 741.84	-21 741.84
TOTAL DES DEPENSES REELLES		7 092 026.87	-20 941.84	-20 941.84

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00		
Reprises sur autofinancement antérieur		28 000.00		
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	28 000.00		
	DOTATIONS ET FONDS D'INVESTISSEMENT			
102291	FONDS D'INVESTISSEMENT REPRISE SUR FCTVA	28 000.00		
Charges transférées		70 000.00		
- 21 -	NEUTRALISATIONS ET REALISATIONS D'OPERATIONS			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	70 000.00		
2313	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS CONSTRUCTIONS	70 000.00		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 166.00		
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 166.00		
2313	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS CONSTRUCTIONS	4 166.00		
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		102 166.00		
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)		7 194 192.87	-20 941.84	-20 941.84
RESTES A REALISER N-1				
D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE				
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)				-20 941.84

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	2 306 828.60		
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 306 828.60		
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES	708 509.60		
1322	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	313 690.00		
1323	REGIONS	819 603.00		
13251	DEPARTEMENTS	424 492.00		
1326	GFP DE RATTACHEMENT	20 534.00		
1328	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	20 000.00		
	AUTRES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 000 000.00	-388 958.00	-388 958.00
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 000 000.00	-388 958.00	-388 958.00
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 000 000.00	-388 958.00	-388 958.00
	EMPRUNTS EN EUROS			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		-13 593.00	-13 593.00
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS		-13 593.00	-13 593.00
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.		-13 593.00	-13 593.00
TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT		3 306 828.60	-402 551.00	-402 551.00
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	4 044 573.42		
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	4 044 573.42		
	DOTATIONS ET FONDS D'INVESTISSEMENT			
10222	FONDS D'INVESTISSEMENT	328 000.00		
	F.C.T.V.A.			
	RESERVES			
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	3 716 573.42		
024	PRODUITS DES CESSIONS	171 500.00		
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	171 500.00		
TOTAL DES RECETTES FINANCIERES		4 216 073.42		
45821	REVERSEMENT GRAND DIJON		-21 741.84	-21 741.84
TOTAL DES RECETTES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS			-21 741.84	-21 741.84
TOTAL DES RECETTES REELLES		7 522 902.02	-424 292.84	-424 292.84

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	996 398.00	403 351.00	403 351.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	791 420.00		
	NEUTRALISATIONS ET REALISATIONS D'OPERATIONS			
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
- 28 -	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	791 420.00		
2802	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FRAIS LIES A LA REAL.DES DOCS D'URBA,NUM DU CADAST	781.00		
28031	FRAIS ETUDES, RECH. ET DE DEVELOP. ET D'INSERT. FRAIS D'ETUDES	35 668.00		
2804181	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			
2804182	BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	587.00		
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	64 015.00		
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 631.00		
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00		
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	100 782.00		
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS,LICENCES CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 961.00		
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
28121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	9 737.00		
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	57 621.00		
28132	CONSTRUCTIONS IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00		
281538	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			
281571	AUTRES RESEAUX	37 102.00		
281578	MATERIEL ROULANT	6 105.00		
28158	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	26 725.00		
28158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	28 625.00		
28181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
28182	INSTAL. GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00		
28183	MATERIEL DE TRANSPORT	47 904.00		
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	114 000.00		
28185	MOBILIER	48 300.00		
28185	CHEPTEL	230.00		
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	85 000.00		
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 787 818.00	403 351.00	403 351.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	4 166.00		
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 166.00		

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
2033	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT			
	FRAIS D'INSERTION	4 166.00		
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 791 984.00	403 351.00	403 351.00

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	9 314 886.02	-20 941.84	-20 941.84
---	--------------	------------	------------

RESTES A REALISER N-1			
R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)			-20 941.84

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	7 LOGEMENT
DEPENSES								
	Dépenses réelles	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
	Equipements municipaux	800.00		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
	Equip. non municipaux							
	Opérations financières							
	Dépenses d'ordre							
	Total dépenses de l'exercice	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
	RAR N-1 et reports							
	Total cumulé dépenses	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
RECETTES								
	Total recettes de l'exercice	-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	
	RAR N-1 et reports							
	Total cumulé recettes	-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
DEPENSES		
Dépenses réelles		-1 229.84
Equipements municipaux		20 512.00
Equip. non municipaux		
Opérations financières		
Dépenses d'ordre		
Total dépenses de l'exercice		-1 229.84
RAR N-1 et reports		
Total cumulé dépenses		-1 229.84
RECETTES		
Total recettes de l'exercice		-21 741.84
RAR N-1 et reports		
Total cumulé recettes		-21 741.84

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	7 LOGEMENT
DEPENSES								
Total dépenses de l'exercice		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		
RAR N-1 et reports								
Total cumulé dépenses		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		
RECETTES								
Total recettes de l'exercice		-10 451.00	-10 451.00					
RAR N-1 et reports								
Total cumulé recettes		-10 451.00	-10 451.00					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
DEPENSES		
Total dépenses de l'exercice		28 000.00
RAR N-1 et reports		
Total cumulé dépenses		28 000.00
RECETTES		
Total recettes de l'exercice		
RAR N-1 et reports		
Total cumulé recettes		

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	7 LOGEMENT
Total dépenses		-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
Dépenses réelles		-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
10 16 20 204 21 23 26 27	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 905.00 -34 105.00		6 523.00 -20 364.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	
Opérations d'équipement								
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84						
Dépenses d'ordre								
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES							
Total recettes		-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	
Recettes réelles		-424 292.84	-388 958.00				-13 593.00	
024 10 13 16 23	PRODUITS DES CESSIONS DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS EN COURS	-388 958.00 -13 593.00	-388 958.00				-13 593.00	
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84						
Recettes d'ordre		403 351.00	403 351.00					
021 040 041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	403 351.00	403 351.00					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
Total dépenses		-1 229.84
Dépenses réelles		-1 229.84
10 16 20 204 21 23 26 27	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 512.00
Opérations d'équipement		
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84

Dépenses d'ordre		
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	

Total recettes		-21 741.84
Recettes réelles		-21 741.84
024 10 13 16 23	PRODUITS DES CESSIONS DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS EN COURS	
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84

Recettes d'ordre		
021 040 041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	7 LOGEMENT
Total dépenses		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		
Dépenses réelles		4 025.00	5 000.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-14 393.00		-6 523.00	-6 970.00	-900.00		
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES							
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS							
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-14 582.00		-14 582.00				
66	CHARGES FINANCIERES	28 000.00						
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000.00	5 000.00					
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE							
Dépenses d'ordre		403 351.00	403 351.00					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	403 351.00	403 351.00					
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							

Total recettes		-10 451.00	-10 451.00					
Recettes réelles		-10 451.00	-10 451.00					
013	ATTENUATIONS DE CHARGES							
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	-24 000.00						-24 000.00
73	IMPOTS ET TAXES	-10 451.00	-10 451.00					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS							
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	24 000.00						24 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS							
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS							
Recettes d'ordre								
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
Total dépenses		28 000.00
Dépenses réelles		28 000.00
011 012 014 65 66 67 70	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES ATTENUATIONS DE PRODUITS AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE CHARGES FINANCIERES CHARGES EXCEPTIONNELLES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	28 000.00
Dépenses d'ordre		
023 042	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	

Total recettes		
Recettes réelles		
013 70 73 74 75 76 77	ATTENUATIONS DE CHARGES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE IMPOTS ET TAXES DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE PRODUITS FINANCIERS PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Recettes d'ordre		
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
DEPENSES								
Total dépenses de l'exercice		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		28 000.00
RAR N-1 et reports								
Total cumulé dépenses		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		28 000.00
RECETTES								
Total recettes de l'exercice		-10 451.00	-10 451.00					
RAR N-1 et reports								
Total cumulé recettes		-10 451.00	-10 451.00					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
Total dépenses		407 376.00	408 351.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		28 000.00
Dépenses réelles		4 025.00	5 000.00	-21 105.00	-6 970.00	-900.00		28 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-14 393.00		-6 523.00	-6 970.00	-900.00		
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES							
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS							
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-14 582.00		-14 582.00				
66	CHARGES FINANCIERES	28 000.00						28 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000.00	5 000.00					
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE							
Dépenses d'ordre		403 351.00	403 351.00					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	403 351.00	403 351.00					
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
Total recettes		-10 451.00	-10 451.00					
Recettes réelles		-10 451.00	-10 451.00					
013	ATTENUATIONS DE CHARGES							
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	-24 000.00					-24 000.00	
73	IMPOTS ET TAXES	-10 451.00	-10 451.00					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS							
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	24 000.00					24 000.00	
76	PRODUITS FINANCIERS							
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS							
Recettes d'ordre								
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	024 FETES ET CEREMONIES
DEPENSES		387 246.00	408 351.00	-14 582.00	-6 523.00
Dépenses de l'exercice		387 246.00	408 351.00	-14 582.00	-6 523.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-6 523.00			-6 523.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES				
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-14 582.00		-14 582.00	
66	CHARGES FINANCIERES				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000.00	5 000.00		
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	403 351.00	403 351.00		
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
Restes à réaliser - reports					
RECETTES		-10 451.00	-10 451.00		
Recettes de l'exercice		-10 451.00	-10 451.00		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE				
73	IMPOTS ET TAXES	-10 451.00	-10 451.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE				
76	PRODUITS FINANCIERS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
Restes à réaliser - reports					
SOLDE		-397 697.00	-418 802.00	14 582.00	6 523.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 1

SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	112 POLICE MUNICIPALE
DEPENSES		-6 970.00	-6 970.00
Dépenses de l'exercice		-6 970.00	-6 970.00
011 012 65	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-6 970.00	-6 970.00
Restes à réaliser - reports			
RECETTES			
Recettes de l'exercice			
013 70 74	ATTENUATIONS DE CHARGES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE		6 970.00	6 970.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL
DEPENSES		
Dépenses de l'exercice		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Restes à réaliser - reports		
RECETTES		
Recettes de l'exercice		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES
DEPENSES		-900.00	-900.00
Dépenses de l'exercice		-900.00	-900.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-900.00	-900.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Restes à réaliser - reports			
RECETTES			
Recettes de l'exercice			
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE		900.00	900.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL
DEPENSES		
Dépenses de l'exercice		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Restes à réaliser - reports		
RECETTES		
Recettes de l'exercice		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL
DEPENSES		
Dépenses de l'exercice		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Restes à réaliser - reports		
RECETTES		
Recettes de l'exercice		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL
DEPENSES		
Dépenses de l'exercice		
011 012 65	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
Restes à réaliser - reports		
RECETTES		
Recettes de l'exercice		
013 70 74	ATTENUATIONS DE CHARGES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	70 SERVICES COMMUNS
DEPENSES			
Dépenses de l'exercice			
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		
Restes à réaliser - reports			
RECETTES			
Recettes de l'exercice			
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	-24 000.00	-24 000.00
73	IMPOTS ET TAXES		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	24 000.00	24 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN
DEPENSES		28 000.00	28 000.00
Dépenses de l'exercice		28 000.00	28 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	28 000.00	28 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		
66	CHARGES FINANCIERES		
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		
Restes à réaliser - reports			
RECETTES			
Recettes de l'exercice			
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		
73	IMPOTS ET TAXES		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE		-28 000.00	-28 000.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

FONCTIONNEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL
DEPENSES		
Dépenses de l'exercice		
011 012 65	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
Restes à réaliser - reports		
RECETTES		
Recettes de l'exercice		
013 70 73 74 75 77	ATTENUATIONS DE CHARGES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE IMPOTS ET TAXES DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
DEPENSES								
	Dépenses réelles	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	-1 229.84
	Equipements municipaux	800.00		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	20 512.00
	Equip. non municipaux							
	Opérations financières							
	Dépenses d'ordre							
	Total dépenses de l'exercice	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	-1 229.84
	RAR N-1 et reports							
	Total cumulé dépenses	-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	-1 229.84
RECETTES								
	Total recettes de l'exercice	-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	-21 741.84
	RAR N-1 et reports							
	Total cumulé recettes	-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	-21 741.84

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT
Total dépenses		-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	-1 229.84
Dépenses réelles		-20 941.84		-13 841.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	-1 229.84
10 16 20 204 21 23 26 27	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 905.00 -34 105.00		6 523.00 -20 364.00	6 970.00	900.00	-13 741.00	20 512.00
Opérations d'équipement								
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84						-21 741.84
Dépenses d'ordre								
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES							
Total recettes		-20 941.84	14 393.00				-13 593.00	-21 741.84
Recettes réelles		-424 292.84	-388 958.00				-13 593.00	-21 741.84
024 10 13 16 23	PRODUITS DES CESSIONS DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS EN COURS	-388 958.00 -13 593.00	-388 958.00				-13 593.00	
Opérations pour compte de tiers		-21 741.84						-21 741.84
Recettes d'ordre		403 351.00	403 351.00					
021 040 041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	403 351.00	403 351.00					

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)
	DEPENSES	-13 841.00		-1 441.00	-13 000.00	600.00
Dépenses de l'exercice		-13 841.00		-1 441.00	-13 000.00	600.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 523.00		5 923.00		600.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-20 364.00		-7 364.00	-13 000.00	
N°	Opérations d'équipement					
	Opérations pour compte de tiers					
Restes à réaliser - reports						
	RECETTES	14 393.00	14 393.00			
Recettes de l'exercice		14 393.00	14 393.00			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	403 351.00	403 351.00			
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	-388 958.00	-388 958.00			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					
	Opérations pour compte de tiers					
Restes à réaliser - reports						
SOLDE		28 234.00	14 393.00	1 441.00	13 000.00	-600.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 1

SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	112 POLICE MUNICIPALE
	DEPENSES	6 970.00	6 970.00
Dépenses de l'exercice		6 970.00	6 970.00
21 23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	6 970.00	6 970.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
	RECETTES		
Recettes de l'exercice			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE		-6 970.00	-6 970.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	DEPENSES	
Dépenses de l'exercice		
040 041 21 23	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	
N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	RECETTES	
Recettes de l'exercice		
041 13	OPERATIONS PATRIMONIALES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES
	DEPENSES	900.00	900.00
Dépenses de l'exercice		900.00	900.00
040 041 10 20 21 23	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	900.00	900.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
	RECETTES		
Recettes de l'exercice			
041 13	OPERATIONS PATRIMONIALES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
SOLDE		-900.00	-900.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	412 STADES	413 PISCINES
	DEPENSES	-13 741.00	-13 593.00	-148.00
Dépenses de l'exercice		-13 741.00	-13 593.00	-148.00
040 041 20 21 23	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	-13 741.00	-13 593.00	-148.00
N°	Opérations d'équipement			
	Opérations pour compte de tiers			
Restes à réaliser - reports				
	RECETTES	-13 593.00	-13 593.00	
Recettes de l'exercice		-13 593.00	-13 593.00	
041 13 23	OPERATIONS PATRIMONIALES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES IMMOBILISATIONS EN COURS	-13 593.00	-13 593.00	
	Opérations pour compte de tiers			
Restes à réaliser - reports				
SOLDE		148.00		148.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 5 **INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE**
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	DEPENSES	
Dépenses de l'exercice		
204 23	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS EN COURS	
N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	RECETTES	
Recettes de l'exercice		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	DEPENSES	
Dépenses de l'exercice		
041 21 23	OPERATIONS PATRIMONIALES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	
N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	RECETTES	
Recettes de l'exercice		
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	DEPENSES	
Dépenses de l'exercice		
204 21 23	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	
N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	RECETTES	
Recettes de l'exercice		
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	814 ECLAIRAGE PUBLIC	823 ESPACES VERTS URBAINS
	DEPENSES	-1 229.84	7 512.00	-21 741.84	13 000.00
Dépenses de l'exercice		-1 229.84	7 512.00	-21 741.84	13 000.00
040 041 20 21 23 26 27	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 512.00	7 512.00		13 000.00
N°	Opérations d'équipement				
	Opérations pour compte de tiers	-21 741.84		-21 741.84	
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-21 741.84		-21 741.84	
Restes à réaliser - reports					
	RECETTES	-21 741.84		-21 741.84	
Recettes de l'exercice		-21 741.84		-21 741.84	
024 040 041 13	PRODUITS DES CESSIONS OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
	Opérations pour compte de tiers	-21 741.84		-21 741.84	
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-21 741.84		-21 741.84	
Restes à réaliser - reports					
SOLDE		-20 512.00	-7 512.00		-13 000.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION	A1

INVESTISSEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	DEPENSES	
Dépenses de l'exercice		
21 23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	
N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	RECETTES	
Recettes de l'exercice		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
SOLDE		

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 183 500.00		
16	Emprunts et dettes assimilées (A)	1 155 500.00		
1631	Emprunts obligataires			
1641	Emprunts en euros	1 152 467.00		
1643	Emprunts en devises			
16441	Opérations afférentes à l'emprunt			
1671	Avances consolidées du Trésor			
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	566.00		
1678	Autres emprunts et dettes			
1681	Autres emprunts			
1682	Bons à moyen terme négociables			
1687	Autres dettes	2 467.00		
	Autres dépenses à déduire des ressources propres (B)	28 000.00		
10	Reprise de dotations, fonds divers et réserves	28 000.00		
102291	REPRISE SUR FCTVA	28 000.00		
10	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10223	T.L.E.			
10226	TAXE D'AMENAGEMENT			
139	Subvention d'investissement transférée au compte de résultat			
020	Dépenses imprévues			

	Op. de l'exercice III	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent	Solde d'exécution D001	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 183 500.00			1 183 500.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	VOTE
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		2 287 318.00	403 351.00	403 351.00
	Ressources propres externes de l'année (a)	328 000.00		
10222	FCTVA	328 000.00		
10223	TLE			
10226	Taxe d'aménagement			
10228	Autres fonds			
138	Autres subvent° invest. non transf.			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
	Ressources propres internes de l'année (b)	1 959 318.00	403 351.00	403 351.00
15	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissement des immobilisations	791 420.00		
2802	FRAIS LIES A LA REAL.DES DOCS D'URBA,NUM DU CADAST	781.00		
28031	FRAIS D'ETUDES	35 668.00		
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00		
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	64 015.00		
280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES			
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 631.00		
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00		
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	100 782.00		
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 961.00		
28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	9 737.00		
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	57 621.00		
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00		
281538	AUTRES RESEAUX	37 102.00		
281568	AUTRE MATER. ET OUTIL. D'INCENDIE, DEFENSE CIVILE			
281571	MATERIEL ROULANT	6 105.00		
281578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	26 725.00		
28158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	28 625.00		
28181	INSTAL. GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00		
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	47 904.00		
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	114 000.00		
28184	MOBILIER	48 300.00		
28185	CHEPTEL	230.00		
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	85 000.00		
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	171 500.00		
021	Virement de la section de fonctionnement	996 398.00	403 351.00	403 351.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

	Opérations de l'exercice VII	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent	Solde d'exécution R001	Affectation R1068	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	2 690 669.00				2 690 669.00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 1 183 500.00
Ressources propres disponibles	VIII 2 690 669.00
Solde (VIII - IV)	IX 1 507 169.00

SUBVENTIONS 2017 aux ASSOCIATIONS

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
 Reçu en préfecture le 20/12/2017
 Affiché le 20/12/2017
 ID : 031-212101661-20171218-DEL_2017_111-DE

B1.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article	Subventions	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
Total Investissement					
FONCTIONNEMENT					
6574		Aide au fonctionnement	Croix-Rouge française	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC)	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	OMC	Association loi 1901	400,00
6574		Aide au fonctionnement	Basket Club Chenove	Association loi 1901	12 000,00
Total Fonctionnement					13 700,00

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_112

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

TARIFS 2018 DES SERVICES MUNICIPAUX

Par délibérations n° 122A du 5 décembre 2016, n° 036 du 22 mai 2017 et n° 055 du 3 juillet 2017, le conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte des tarifs adoptés par décisions de Monsieur le Maire sur délégation de pouvoirs du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (annexe 1),
- Les tarifs (droits à caractère non fiscal, montants de location n'excédant pas 12 ans, montants de cession n'excédant pas 4 600 €) adoptés par décisions du maire conformément aux pouvoirs consentis au maire par l'assemblée délibérante, ces décisions devant ensuite faire l'objet d'une information du conseil municipal (annexe 2).

Pour l'année 2018, il est proposé que les tarifs des services de la ville de Chenôve se voient appliquer une augmentation moyenne de l'ordre de 2 %, destinée à prendre en compte partiellement l'inflation enregistrée sur les deux exercices budgétaires 2016 et 2017.

En revanche, les tarifs appliqués aux garderies péri-scolaires, aux accueils de loisirs et les prestations de la bibliothèque restent inchangés par rapport à 2017.

D'autres tarifs qui demeurent très inférieurs à ceux des structures comparables dans l'agglomération, subissent une augmentation plus importante, tout en restant attractifs. C'est notamment le cas de l'entrée adulte plein tarif du centre nautique, certaines mises à disposition de terrains sportifs, ou encore les activités du conservatoire de musique.

En ce qui concerne les tarifs des concessions du cimetière, il est proposé de privilégier les concessions de 15 ans par une augmentation plus importante des concessions de 30 ans, et de supprimer les concessions de 50 ans compte-tenu des difficultés rencontrées pour retrouver les héritiers lors des renouvellements de concession.

Les tarifs relatifs aux locations des salles municipales ont été réexaminés, d'une part pour les harmoniser en fonction des typologies de salles et des usages constatés, et d'autre part pour prendre en considération l'impact de la création de la Maison de la Vie Associative.

Vu les articles L2121-29, L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations n°122A du 5 décembre 2016, n°036 du 22 mai 2017 et n° 055 du 3 juillet 2017,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs de l'annexe n° 1 conformément à l'exposé ci-dessus,

ARTICLE 2 : De prendre acte de l'information sur les tarifs de l'annexe n° 2 adoptés par décisions du maire sur délégation de pouvoirs du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 20/12/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

TARIFS MUNICIPAUX

ANNEE 2018 – ANNEXE 1

Conseil Municipal du 18 décembre 2017

SOMMAIRE

TARIFS SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES	
SECTEUR SCOLAIRE <ul style="list-style-type: none"> Restoration Scolaire Centres d'Accueil NAP/Garderie Garderie 	Page 4 Pages 5 à 8 Page 9 Page 10 Page 11
SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H. <ul style="list-style-type: none"> Accueils de Loisirs 	Page 12 Pages 13 à 16
SECTEUR CULTUREL - CONSERVATOIRE <ul style="list-style-type: none"> Droits d'inscription Récapitulatif des grilles de tarifs Tarifs enfants Tarifs adultes Associations et pratiques collectives 	Page 17 Page 18 Page 19 Page 20 Page 21 Page 22
TARIFS NON SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES	
SECTEUR SPORTIF <ul style="list-style-type: none"> Centre nautique Activités Sportives Municipales Manifestations sportives Carte Pass'Sport Culture 	Page 24 Pages 25 à 26 Page 27 à 29 Page 30 Page 31
SECTEUR SPORT- LOISIRS et JEUNESSE <ul style="list-style-type: none"> Accueils de Loisirs, Accueil Jeunes et Accueil Liberté, Dispositifs "1 semaine, 1 sport" et "Multi Sports à la carte"- Participations supplémentaires Jeunesse /Espace Public Numérique - Photocopies et impressions 	Page 32 Page 33 Page 34
SECTEUR CULTUREL <ul style="list-style-type: none"> Bibliothèque 	Page 35 Page 36
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE <ul style="list-style-type: none"> Concessions, taxes et vacations funéraires Prestations son et éclairage Facturation de travaux 	Page 37 Page 38 Page 39 Page 40
FACTURATION DE REPAS DANS LES CADRES PERI ET EXTRA SCOLAIRES	Page 41

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017

SLC

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_1123-DE

TARIFS MUNICIPAUX SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES

SECTEUR	SCOLAIRE
---------	----------

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE*Habitants de Chenôve*

Quotients familiaux		Maternelle		Elémentaire	
2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,16 €	1,18 €	1,56 €	1,59 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	1,68 €	1,71 €	2,10 €	2,14 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,19 €	2,23 €	2,62 €	2,67 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	2,70 €	2,75 €	3,16 €	3,22 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	3,21 €	3,27 €	3,69 €	3,76 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	3,72 €	3,79 €	4,23 €	4,31 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	4,24 €	4,32 €	4,75 €	4,85 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	4,35 €	4,44 €	4,91 €	5,01 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	4,45 €	4,54 €	5,04 €	5,14 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	4,56 €	4,65 €	5,17 €	5,27 €
≥1400	≥1400	4,67 €	4,76 €	5,30 €	5,41 €

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE*Extérieurs de Chenôve (1)*

Quotients familiaux		Maternelle		Elémentaire	
2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,42 €	1,45 €	1,92 €	1,96 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	2,06 €	2,10 €	2,59 €	2,64 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,68 €	2,73 €	3,22 €	3,28 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	3,30 €	3,37 €	3,90 €	3,98 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	3,93 €	4,01 €	4,55 €	4,64 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	4,55 €	4,64 €	5,21 €	5,31 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	5,19 €	5,29 €	5,85 €	5,97 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	5,32 €	5,43 €	6,05 €	6,17 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	5,45 €	5,56 €	6,21 €	6,33 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	5,58 €	5,69 €	6,36 €	6,49 €
≥1400	≥1400	5,71 €	5,82 €	6.53 €	6.66 €

(1) Le tarif des habitants de Chenôve est appliqué aux parents des élèves scolarisés en ULIS ECOLE et à leur fratrie même s'ils résident à l'extérieur.

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE

Sont soumis à pénalités :

- **Les repas non commandés** dans les conditions décrites dans le règlement :
une pénalité d'1 € est appliquée en plus du tarif habituel déterminé par le quotient familial de la famille
- **Les repas non décommandés** y compris maladie de l'enfant ou de l'enseignant, voyages ou sorties scolaires, grève, convenances personnelles, conférences pédagogiques, etc... :
une pénalité d'1 € est appliquée en plus du tarif habituel déterminé par le quotient familial de la famille
- **Les repas décommandés** hors délais prévus au règlement jusqu'au matin même 8h45, y compris maladie de l'enfant ou de l'enseignant, voyages ou sorties scolaires, grève, convenances personnelles, conférences pédagogiques, etc... :
une pénalité d'1 € est facturée à la famille

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE :***Protocole panier-repas***

Quotients familiaux		Habitants de Chenôve		Extérieurs	
2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,71 €	1,71 €	2,20 €	2,20 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	1,96 €	1,96 €	2,53 €	2,53 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,20 €	2,20 €	2,86 €	2,86 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	2,43 €	2,43 €	3,16 €	3,16 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	2,69 €	2,69 €	3,47 €	3,47 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	2,94 €	2,94 €	3,81 €	3,81 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	3,16 €	3,16 €	4,10 €	4,10 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	3,41 €	3,41 €	4,43 €	4,43 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	3,67 €	3,67 €	4,75 €	4,75 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	3,81 €	3,81 €	4,94 €	4,94 €
≥1400	≥1400	4,04 €	4,04 €	5,24 €	5,24 €

SECTEUR SCOLAIRE

CENTRES D'ACCUEIL

Quotient familial		Habitants de Chenôve Tarif à la présence Matin ou Soir *		Extérieurs (1) Tarif à la présence Matin ou Soir *		Retards après 18h30	
2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,10 €	1,12 €	1,43 €	1,46 €	5,00 €	6,00 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	1,27 €	1,30 €	1,65 €	1,68 €	5,00 €	6,00 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	1,44 €	1,47 €	1,87 €	1,91 €	5,00 €	6,00 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	1,61 €	1,64 €	2,09 €	2,13 €	5,00 €	6,00 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	1,78 €	1,82 €	2,31 €	2,36 €	5,00 €	6,00 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	1,95 €	1,99 €	2,53 €	2,58 €	5,00 €	6,00 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	2,12 €	2,16 €	2,76 €	2,82 €	5,00 €	6,00 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	2,29 €	2,34 €	2,98 €	3,04 €	5,00 €	6,00 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	2,46 €	2,51 €	3,20 €	3,26 €	5,00 €	6,00 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	2,63 €	2,68 €	3,42 €	3,49 €	5,00 €	6,00 €
≥1400	≥1400	2,80 €	2,86 €	3,64 €	3,71 €	5,00 €	6,00 €

* L'enfant est considéré comme présent à partir du moment où il est accueilli dans la structure (quel que soit son temps de présence), le matin entre 7h et 8h45 ou le soir entre 16h45 et 18h30 les mardi et vendredi et entre 17h15 et 18h30 les lundi et jeudi. Les unités de présence sont cumulatives, pour un enfant présent matin et soir : facturation de 2 unités selon QF.

(1) Le tarif des habitants de Chenôve est appliqué aux parents des élèves scolarisés en CLIS et à leur fratrie même s'ils résident à l'extérieur

SECTEUR SCOLAIRE

NAP et Garderie*Habitants de Chenôve et Extérieurs*

Quotient familial		NAP Lundi § Jeudi 15h45/17h15		Retards * NAP après 17h15		Garderie Mardi § Vendredi 15h45/16h45		Garderie Mercredi 11h45/12h15		Retards * Garderie après 16h45 ou 12h15 *	
2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018	09/2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €
≥1400	≥1400	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2,80 €	3,00 €

* Les pénalités de retard sont applicables aux enfants non-inscrits en centre d'accueil ou au centre de loisirs et qui sont encore présents dans l'établissement à 16h45 les mardi et vendredi ou 12h15 le mercredi ou 17h15 les lundi et jeudi.

SECTEUR SCOLAIRE

Garderie*Habitants de Chenôve et Extérieurs*

Droits d'inscription et de frais de dossier		
Par famille	Habitants de Chenôve	Extérieurs
	2018	2018
	8,50 €	8,50 €

SECTEUR

LOISIRS – A.L.S.H.



SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.**ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL**

Droits d'inscription et de frais de dossier				
Par famille	Habitants de Chenôve		Extérieurs	
	2017	2018	2017	2018
	8,50 €	8,50 €	8,50 €	8,50 €

Tarifs dégressifs

Dégressivité pour les enfants de la même famille fréquentant les accueils de loisirs simultanément en ½ journée et en journée	Tarifs dégressifs	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs
1^{er} enfant	Tarif plein	
2^{ème} enfant	- 10 %	
3^{ème} enfant	- 20 %	
	Les bons loisirs de la CAF sont acceptés	

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL*Habitants de Chenôve*

Quotients Familiaux		Journée complète (petites et grandes vacances)		½ Journée sans repas (mercredis et petites et grandes vacances)		½ Journée avec repas (mercredis)	
2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	8,50 €	8,50 €	3,59 €	3,59 €	5,81 €	5,81 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	9,05 €	9,05 €	3,92 €	3,92 €	6,34 €	6,34 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	9,59 €	9,59 €	4,25 €	4,25 €	6,87 €	6,87 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	9,92 €	9,92 €	4,44 €	4,44 €	7,18 €	7,18 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	10,42 €	10,42 €	4,72 €	4,72 €	7,63 €	7,63 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	10,97 €	10,97 €	5,29 €	5,29 €	8,55 €	8,55 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	12,08 €	12,08 €	5,84 €	5,84 €	9,44 €	9,44 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	13,20 €	13,20 €	6,40 €	6,40 €	10,35 €	10,35 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	15,03 €	15,03 €	7,04 €	7,04 €	11,39 €	11,39 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	16,71 €	16,71 €	7,59 €	7,59 €	12,28 €	12,28 €
≥1400	≥1400	18,55 €	18,55 €	8,35 €	8,35 €	13,51 €	13,51 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL*Extérieurs de Chenôve*

Quotients Familiaux		Journée complète (petites et grandes vacances)		½ Journée sans repas (mercredis et petites et grandes vacances)		½ Journée avec repas (mercredis)	
2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	11,04 €	11,04 €	4,67 €	4,67 €	7,55 €	7,55 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	11,76 €	11,76 €	5,10 €	5,10 €	8,24 €	8,24 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	12,47 €	12,47 €	5,53 €	5,53 €	8,93 €	8,93 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	12,88 €	12,88 €	5,77 €	5,77 €	9,33 €	9,33 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	13,54 €	13,54 €	6,14 €	6,14 €	9,92 €	9,92 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	14,26 €	14,26 €	6,88 €	6,88 €	11,11 €	11,11 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	15,70 €	15,70 €	7,59 €	7,59 €	12,27 €	12,27 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	17,16 €	17,16 €	8,32 €	8,32 €	13,46 €	13,46 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	19,53 €	19,53 €	9,15 €	9,15 €	14,81 €	14,81 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	21,72 €	21,72 €	9,87 €	9,87 €	15,96 €	15,96 €
≥1400	≥1400	24,10 €	24,10 €	10,86 €	10,86 €	17,56 €	17,56 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.**Dispositions en cas de non-respect des règles de réservation/annulation :**

- En cas d'absence, toute journée ou ½ journée réservée et non annulée dans les délais définis dans le règlement intérieur, est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille pour toute présence annoncée non annulée.
- En cas de présence, sans réservation préalable dans les délais définis dans le règlement intérieur, la journée ou ½ journée est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille majoré de 15 %.

Les tarifs à acquitter effectivement par la famille sont définis par le quotient familial, moins les aides au temps libre de la Caisse d'Allocations Familiales.



CONSERVATOIRE**Droits d'inscription (annuels)**

	Droits d'inscription et de frais de dossier			
Pour tous les élèves (enfants et adultes)	Habitants de Chenôve		Extérieurs de Chenôve	
	2017	2018	2017	2018
	28,55 €	30,00 €	30,50 €	32,00 €

Tarifs dégressifs

Dégressivité pour les élèves de la même famille fréquentant les cours	Tarifs dégressifs	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs
1^{er} inscrit	Tarif plein	Tarif plein
2^{ème} inscrit	-30%	-
3^{ème} inscrit	-60%	-10%
A partir du 4^{ème}	Gratuit	-10%

CONSERVATOIRE**Grille de tarifs pour les enfants :**

- **Tarif 1** : Éveil, Formation musicale, Initiation instrumentale, danse, ensemble
- **Tarif 2** : Formation musicale, Découverte musicale, ensemble et formation instrumentale du cycle 1 , 1^{ère} année au cycle 2, 3[°] année
- **Tarif 3** : Formation musicale, ensemble et formation instrumentale à partir du cycle 2, 4[°] année

Grille de tarifs pour les adultes :

- **Tarif 1** : Formation musicale et ensemble
- **Tarif 2** : Formation musicale, ensemble et formation instrumentale, Danse

CONSERVATOIRE

TARIFICATION ENFANTS

		Tarifs enfants					
Quotients familiaux		Tarif 1		Tarif 2		Tarif 3	
2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	47,35 €	49,70 €	64,40 €	67,60 €	89,50 €	94,00 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	55,35 €	58,10 €	75,00 €	78,75 €	102,60 €	107,70 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	59,25 €	62,20 €	80,30 €	84,30 €	109,20 €	114,70 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	63,10 €	66,25 €	85,65 €	89,95 €	115,70 €	121,50 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	67,10 €	70,45 €	90,85 €	95,40 €	122,40 €	128,50 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	70,95 €	74,50 €	95,90 €	100,70 €	128,95 €	135,40 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	74,90 €	78,65 €	101,35 €	106,40 €	135,50 €	142,30 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	78,95 €	82,90 €	106,55 €	111,90 €	142,00 €	149,10 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	82,85 €	87,00 €	111,85 €	117,45 €	148,75 €	156,20 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	86,85 €	91,20 €	117,05 €	122,90 €	155,20 €	163,00 €
≥1400	≥1400	90,85 €	95,40 €	122,55 €	128,70 €	161,80 €	169,90 €
Extérieurs (1)		225,85 €	237,15 €	333,40 €	350,10 €	445,90 €	468,20 €

(1) Le quotient familial des habitants de Chenôve est appliqué aux élèves pratiquant au sein de la Musique Municipale

CONSERVATOIRE

TARIFICATION ADULTES

		Tarifs adultes			
Quotients familiaux		Tarif 1		Tarif 2	
2017	2018	2017	2018	2017	2018
≥0 à 194<	≥0 à 194<	105,25 €	110,50 €	113,65 €	119,35 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	113,25 €	118,90 €	126,75 €	133,10 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	117,25 €	123,10 €	133,40 €	140,10 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	121,20 €	127,30 €	139,85 €	146,85 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	125,10 €	131,35 €	146,45 €	153,78 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	128,95 €	135,40 €	152,90 €	160,55 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	132,95 €	139,60 €	159,65 €	167,65 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	136,85 €	143,70 €	166,25 €	174,60 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	140,85 €	147,90 €	172,75 €	181,40 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	144,75 €	152,00 €	179,35 €	188,30 €
≥1400	≥1400	148,80 €	156,24 €	186,00 €	195,30 €
Extérieurs (1)		168,65 €	281,25 €	341,40 €	358,47 €

(1) Le quotient familial des habitants de Chenôve est appliqué aux élèves pratiquant au sein de la Musique Municipale

CONSERVATOIRE

Associations et Pratiques Collectives

	2017	2018
Académie d'accordéon et Musique Municipale	64,00 €	67,20 €
Chorale du Conservatoire	41,65 €	43,75 €
Chorale du Conservatoire et cours	78,20 €	82,10 €
Activités musicales sans formation musicale	53,35 €	56,00 €

TARIFS MUNICIPAUX NON SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES

SECTEUR	SPORTIF
---------	---------

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE

TARIFS INDIVIDUELS	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Enfants Moins de 6 ans (ne s'applique pas aux groupes) Moins de 18 ans Tarif réduit (familles nombreuses) (*) Carte 12 entrées	Gratuit 1,40 € 0,70 € 14,00 €	Gratuit 1,50 € 0,75 € 15,00 €
Adultes Plus de 18 ans Tarif réduit (familles nombreuses, étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, de l'allocation adulte handicapé) (*) Carte 12 entrées Carte 12 entrées adulte handicapé (*) Titulaire de la carte Pass'Sport Culture	2,80 € 1,40 € 28,00 € 14,00 € Gratuit	3,00 € 1,50 € 30,00 € 15,00 € Gratuit
TARIFS GROUPES	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Le tarif groupe s'applique aux associations, centres de loisirs, centres sociaux, clubs sportifs et instituts thérapeutiques* souhaitant accéder aux bassins <u>durant les horaires d'ouverture au public</u>		
Groupes et activités organisées par les services municipaux Groupes de Chenôve Carte 12 entrées – moins de 18 ans Carte 12 entrées – plus de 18 ans	Gratuit 8,40 € 16,80 €	Gratuit 9,00 € 18,00 €
Groupes extérieurs à Chenôve Carte 12 entrées – moins de 18 ans Carte 12 entrées – plus de 18 ans	14,00 € 28,00 €	18,00 € 36,00 €

(*) Sur présentation de justificatifs

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE

TARIFS SAUNA (séance non limitée)	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Plein tarif (1)	8,20 €	8,20 €
Tarif réduit : familles nombreuses, étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, de l'allocation adulte handicapé, tarif unique semaine promotionnelle sauna (*) et entre 12h et 13h30 (1)	4,10 €	4,10 €
Tarif spécial : les titulaires de la carte Pass'Sport Culture, dans le cadre d'une activité ASM et dans le cadre de la semaine promo sauna	3,00 €	3,00 €
Carte de 12 séances hors entrée individuelle centre nautique (à prévoir en sus) Gratuité pour 1 séance lors de la semaine promotionnelle pour les adhérents adultes ASM	53,75 €	53,75 €

(*) Sur présentation de justificatifs

(1) Le tarif de la séance inclue une entrée individuelle au centre nautique

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE - ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES (ASM)

ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES EN PISCINE	Tarifs au 12/06/2017	Tarifs au 11/06/2018
<p>Le droit d'entrée au Centre Nautique est inclus dans le tarif des activités.</p> <p>- Habitants de Chenôve Titulaires de la carte Pass'Sport Culture Cotisation annuelle ASM – 18 ans 23.75 € Cotisation annuelle ASM + 18 ans 29.70 €</p> <p>Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture Cotisation annuelle ASM – 18 ans 45.25 € Cotisation annuelle ASM + 18 ans 66,80 €</p> <p>- Habitants extérieurs à Chenôve Cotisation annuelle ASM – 18 ans 69.00 € Cotisation annuelle ASM + 18 ans 102.40 €</p>		<p>26.65 € 33.30 € 48.15 € 76.30 € 74.80 € 109.60 €</p>
<p align="center">TARIFS SPECIFIQUES</p> <p>Natation Prénatale – future maman de 3 mois de grossesse jusqu'à l'accouchement (*)</p> <p>- Habitantes de Chenôve Titulaires de la carte Pass'Sport Culture 40.80 € Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture 69.45 €</p> <p>- Habitantes extérieures à Chenôve 109.05 €</p> <p>Bébé Nageur</p> <p>- Habitants de Chenôve Titulaires de la carte Pass'Sport Culture 47.80 € Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture 90.80 €</p> <p>- Habitants extérieurs à Chenôve 138.60 €</p> <p>Natation Postnatale : tarif identique à celui de la cotisation annuelle ASM</p>		<p>44.40 € 73.10 € 117.45 € 51.40 € 94.40 € 145.80 €</p>

(*) Sur présentation de justificatifs

SECTEUR SPORTIF

ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES (ASM)

DESIGNATION	Tarifs au 12/06/2017		Tarifs au 11/06/2018	
	Habitants Chenôve	Extérieurs	Habitants Chenôve	Extérieurs
Ecoles de SPORT (-18 ans) Cotisation annuelle ASM -18 ans	T1 : 23.75 € T2 : 25.75 € T3 : 27.75 €	T1 : 47.50 € T2 : 51.50 € T3 : 55.50 €	T1 : 26.65 € T2 : 29.15 € T3 : 31.30 €	T1 : 53.30 € T2 : 58.35 € T3 : 62.65 €
Cotisation trimestrielle ASM -18 ans	T1 : 7.91 € T2 : 8.58 € T3 : 9.25 €	T1 : 15.83 € T2 : 17.16 € T3 : 18.50 €	T1 : 8.90 € T2 : 9.70 € T3 : 10.45 €	T1 : 17.75 € T2 : 19.45 € T3 : 20.90 €
SPORT et ENTRETIEN (+18ans) Cotisation annuelle ASM +18 ans	T1 : 29.70 € T2 : 32.90 € T3 : 34.60 €	T1 : 59.40 € T2 : 65.80 € T3 : 69.20 €	T1 : 33.30 € T2 : 36.30 € T3 : 38.85 €	T1 : 66.60 € T2 : 72.60 € T3 : 77.70 €
Cotisation trimestrielle ASM +18 ans	T1 : 9.90 € T2 : 10.96 € T3 : 11.53 €	T1 : 19.80 € T2 : 21.93 € T3 : 23.06 €	T1 : 11.10 € T2 : 12.10 € T3 : 12.95 €	T1 : 22.20 € T2 : 24.20 € T3 : 25.90 €
	Tarifs au 12/06/2017		Tarifs au 11/06/2018	
"MULTISPORTS à la carte" Journée : - 18 ans + 18 ans ½ Journée : -18 ans + 18 ans	6,30 € 7,90 € 3,15 € 3,95 €	8,20 € 10,30 € 4,10 € 5,15 €	6,40 € 8.00 € 3,20 € 4.00 €	8,30 € 10,40 € 4,15 € 5,20 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
 Reçu en préfecture le 20/12/2017
 Affiché le 20/12/2017
 ID : 02-212101661-20171218-DEL_2017_112-DE

"1 SEMAINE, 1 SPORT" Adhésion annuelle (pour les non-inscrits ASM), validité du 01/09 au 30/08 Enfant (-18 ans) Adultes (+ 18 ans) Forfait famille (2 adultes + 1 enfant) Enfant (-18 ans) supplémentaire à un forfait famille Titulaire de la carte Pass'Sport Culture	5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € Gratuité	5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € -	5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € Gratuité	5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € -
			Tarifs au 01/01/2018	
ACCUEIL DE GROUPES A LA BASE D'EQUITATION DE TERNANT Activité à la journée (par personne) Activité à la ½ journée (par personne)			14,00 € 7,00 €	14,00 € 7,00 €

SECTEUR SPORTIF

MANIFESTATIONS SPORTIVES

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017		Tarifs au 01/01/2018	
	Inscription au préalable	Inscription sur place le jour de l'épreuve	Inscription au préalable	Inscription sur place le jour de l'épreuve
Badminton (par équipe de 4)	11,20 €	-	11.35 €	
Trail Urbain				
- 18	4.70 €	6.70 €	4,75 €	6,75 €
+ 18	5.90 €	7.90 €	5,95 €	7,95 €
Brevet du randonneur				
- 45 KM VTT	9,10 €	11,10 €	9.00 €	11,00 €
- 30 KM VTT	6.80 €	8.80 €	9,00 €	11,00 €
- 30 KM EQUESTRE	9.10 €	11.80 €	9.00 €	11.00 €
- 25 KM PEDESTRE	6,80 €	8,80 €	9.00 €	11.00 €
- 15 KM PEDESTRE	5,60 €	7,60 €	6.00 €	11.00€
- 12 KM VTT	5,60 €	7,60 €	6.00 €	11.00€
- 12 MARCHE NORDIQUE			6.00 €	11.00€
- 8 KM PEDESTRE	4.60 €	6.60 €	5.00 €	7.00 €
- Enfants de moins de 6 ans (tous parcours)	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
4 heures de nage (par équipe de 12)	94,55 €		95.70 €	

SECTEUR SPORTIF

CARTE PASS'SPORT CULTURE

La carte est individuelle et personnelle

Carte réservée aux personnes résidant à Chenôve depuis plus de 3 mois

	Tarif au 13/06/2017 avec une validité au 31/08/2017	Tarif au 11/06/2018 avec une validité au 31/08/2018
Carte Pass'Sport Culture – 18 ans	21,50 €	21,50 €
Carte Pass'Sport Culture + 18 ans	43,00 €	43,00 €

SECTEUR
SPORT-LOISIRS et
JEUNESSE

SECTEUR SPORT-LOISIRS et JEUNESSE

PARTICIPATIONS SUPPLEMENTAIRES

ACCUEILS DE LOISIRS DU PLATEAU ET DU MAIL

ACCUEIL JEUNES ET ACCUEIL LIBERTE (en sus **Adhésion annuelle, applicable au 01/01/2018 = 5 €***)

ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES "1 SEMAINE 1 SPORT" ET "MULTI SPORTS A LA CARTE"

(*Validité des adhésions : du 01/09 au 30/08)

Montant des participations supplémentaires

Coût de la prestation ou Montant de l'ensemble des coûts (Prestation, Economat, Hébergement)		Habitants de Chenove adhérents		Extérieurs adhérents (tarifs majorés de 30%)	
2017	2018	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Jusqu'à 5 €	Jusqu'à 5 €	2 €	2 €	3 €	3 €
De 5,01 à 7 €	De 5,01 à 7 €	3 €	3 €	4 €	4 €
De 7,01 à 10 €	De 7,01 à 10 €	4 €	4 €	5 €	5 €
De 10,01 à 12 €	De 10,01 à 12 €	5 €	5 €	6,50 €	6,50 €
De 12,01 à 15 €	De 12,01 à 15 €	7 €	7 €	9 €	9 €
De 15,01 à 20 €	De 15,01 à 20 €	8 €	8 €	10 €	10 €
De 20,01 à 25 €	De 20,01 à 25 €	11 €	11 €	14 €	14 €
De 25,01 à 30 €	De 25,01 à 30 €	13 €	13 €	17 €	17 €
De 30,01 € à 35 €	De 30,01 € à 35 €	16 €	16 €	21 €	21 €
De 35,01 € à 40 €	De 35,01 € à 40 €	19 €	19 €	25 €	25 €
De 40,01 € à 45 €	De 40,01 € à 45 €	21 €	21 €	27 €	27 €
De 45,01 € à 50 €	De 45,01 € à 50 €	24 €	24 €	31 €	31 €
De 50,01 € à 55 €	De 50,01 € à 55 €	26 €	26 €	34 €	34 €
De 55,01 € à 60 €	De 55,01 € à 60 €	29 €	29 €	38 €	38 €
De 60,01 € à 65 €	De 60,01 € à 65 €	31 €	31 €	40 €	40 €
De 65,01 € à 70 €	De 65,01 € à 70 €	34 €	34 €	44 €	44 €
De 70,01 € à 75 €	De 70,01 € à 75 €	36 €	36 €	47 €	47 €
De 75,01 € à 80 €	De 75,01 € à 80 €	39 €	39 €	50 €	50 €

Les activités et séjours courts (de une à trois nuits) dont le montant global est supérieur à 80 € n'entrent pas dans la grille tarifaire ci-dessus. Ainsi, il est proposé une participation forfaitaire égale à 50 % + du prix coûtant hors encadrement pour les Cheneveliers, majorée de 30 % pour les extérieurs de Chenôve.

SECTEUR JEUNESSE

POINT INFORMATION JEUNESSE – ESPACE PUBLIC NUMERIQUE

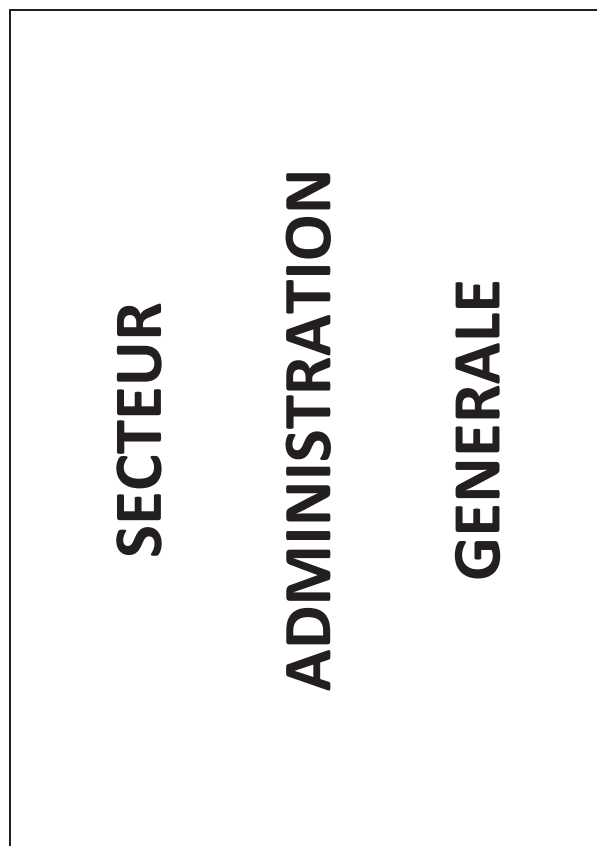
Photocopies et impressions de documents	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Pour le public fréquentant LA BOUSSOLE Gratuité pour tout document concernant l'Information Jeunesse		
En noir et blanc :		
- Copie A4 (2 pages gratuites, puis dès la 3 ^{ème} page, à l'unité)	0,18 €	0,18 €
- Copie A3 (dès la 1 ^{ère} page, à l'unité)	0,36 €	0,36 €
En couleur (dès la 1 ^{ère} page, à l'unité):		
- Copie A4	0,40 €	0,40 €
- Copie A3	0,80 €	0,80 €

**SECTEUR
CULTUREL**

SECTEUR CULTUREL

BIBLIOTHEQUE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Photocopies et impressions de documents		
En noir et blanc :		
- Copie A4 (2 pages gratuites, puis dès la 3 ^{ème} page, à l'unité)	0,18 €	0,18 €
- Copie A3 (dès la 1 ^{ère} page, à l'unité)	0,36 €	0,36 €
Amendes pour retard de restitution		
15 jours de retard	1,70 €	1,70 €
Au-delà	3,40 €	3,40 €
Renouvellement carte perdue	1,00 €	1,00 €
Facturation des documents perdus ou détériorés		
DVD, CDROMs, jeux vidéo pour console	15,00 €	Remboursement au prix coûtant
Perte ou détérioration d'une liseuse	80,00 €	80,00 €
Perte ou détérioration des matériels joints (câble USB, chargeur, housse de protection)	10,00 €/accessoire	10,00 €/accessoire
Livres et disques	Remplacement du document, ou en cas d'impossibilité, remboursement au prix coûtant	



SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

FUNERAIRE / CIMETIERE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Vacations funéraires (fermeture de cercueil et exhumation)	24 €	supprimé
Taxes funéraires		
Taxe d'inhumation	63 €	65,00 €
Taxe de dépôt d'urne	63 €	65,00 €
Taxe d'exhumation	Gratuit	Gratuit
Jardin de la Mémoire		
Dispersion des cendres	Gratuit	Gratuit
Redevance pour plaque d'identification	81 €	110 ,00 €
Concessions normales (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	210 €	215,00 €
Durée 30 ans	440 €	528,00 €
Durée 50 ans	1 240 €	supprimé
Majorations applicables aux tarifs des concessions pour équipements existants suite à reprise		
Caveau 1 place	540 €	550,00 €
Caveau 2 places	810 €	826,00 €
Caveau 3 places	1 080 €	1101,00 €
Caveau 4 places	1 350 €	1377,00 €
Columbarium pour urnes funéraires (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	170 €	173,00 €
Durée 30 ans	330 €	396,00 €
Durée 50 ans	920 €	supprimé
Structure octogonale pour urnes funéraires (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	250 €	255,00 €
Durée 30 ans	460 €	552,00 €
Durée 50	1 300	Supprimé
Mini concession (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	250 €	255,00 €
Durée 30 ans	460 €	552,00 €
Durée 50 ans	1 300 €	supprimé
Mise en caveau provisoire	35 €	36,00 €
Occupation du caveau (par jour)	4 €	5,00 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_112-DE

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

PRESTATIONS SON ET ECLAIRAGE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018	OBSERVATIONS
- Salle des Fêtes			
Matériel son (équipement de base), forfait par journée	80 €	85 €	Matériel de base comprenant 4 enceintes, table de mixage + ampli, 2 micros filaires, 2 pieds pour micro, câblerie adaptée
Option à l'équipement de base : 1 micro HF	27 €	30 €	
Matériel son + lumière (équipement de base), forfait par journée	128 €	130 €	Matériel de base son + matériel éclairage comprenant rampe 16 par + 12 pc, gradateur, table de mixage, câblerie adaptée
- Hôtel des Sociétés – salle RDC			
Sono pour réunion	25 €	30 €	Matériel de base, ampli + micro filaire
- Sono extérieure			
Mobile (NEXO), forfait par journée	206 €	210 €	Matériel de base comprenant 1 table de mixage, 1 MD, 1 CD K7, 1 micro HF (en rack) + ampli et 4 enceintes NEXO PS 10 (en rack). Nécessite la présence d'un technicien pour le montage.
Mobile (DAS), forfait par journée	59 €	60 €	Ne nécessite pas la présence d'un technicien son de la Ville
Matériel complémentaire facturable à l'unité suivant tarif ARTDAM			
- Technicien son			
Tarif horaire pour montage, démontage	37 €	40 €	
Forfait par journée pour assistance technique (journée correspondant au tarif de location de la salle des Fêtes)	289 €	290 €	

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

FACTURATION DE TRAVAUX (Pour l'estimation des travaux en régie)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Prix d'une heure de balayage mécanique	83,00 €	85 €
Prix d'une journée de balayage mécanique (8h)	555,00 €	570 €
Mise à disposition de véhicules, le chauffeur non compris, pour 8 heures :		
- Camion bi-benne 6X4 (26 t)	363,60 €	375 €
- Camion tri-benne (13t)	262,60 €	270 €
- Camion avec grue hydraulique (19t)	345,00 €	355 €
- Camion (3,5 t)	131,00 €	135 €
- Tractopelle	516,50 €	530 €
- mini pelle	320,00 €	330 €
Travaux de main-d'œuvre du personnel municipal en régie :		
- heure d'ouvrier : plombier, maçon, peintre, ...	22,00 €	25,00 €
- heure de conducteur : véhicules, engins, ...	23,00 €	25,00 €

Facturation des repas dans les cadres péri et extra scolaires

	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Animateurs CLSH et RS prenant leur repas avec les enfants dont ils ont la charge éducative	Néant	Néant
Personnel RS, accueils de loisirs, CAE appelé à travailler durant le repas et qui désirent prendre leur repas en fin de service*	2,85 €	3,00 €
Personnels de la Ville appelés à intervenir dans le cadre de leur mission dans les RS et CLSH et qui désirent prendre leur repas sur place	2,85 €	3,00 €
Educateurs ou autres personnels spécialisés extérieurs qui désirent prendre leur repas avec les élèves qu'ils accompagnent en RS	2,85 €	3,00 €

*En application de la délibération n°30 du CM de Juillet 2003

Commentaire : 2,85 € = prix coûtant TTC au 1^{er}/09/15 du repas chez DESIE (revalorisation annuelle)



TARIFS MUNICIPAUX

ANNEE 2018 – ANNEXE 2

Relevant de la compétence du Maire
Article L.2122-22 du CGCT

Annexe n° 1-2

SOMMAIRE

TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 2° CGCT	
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Droits de place ▪ Redevances d'occupation du domaine public 	Page 4 Page 5
TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 5° CGCT	
SECTEUR SPORTIF <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre nautique – Location de lignes d'eau et de bassins ▪ Installations sportives 	Page 7 Page 8
SECTEUR CULTUREL <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conservatoire – Location d'instruments ▪ Le Cèdre – Location de salles 	Page 9 Pages 10 à 13
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Redevance d'occupation des logements du domaine public ▪ Location de matériel ▪ Location de salles 	Page 14 Page 15 à 16 Pages 17 à 24
TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 10° CGCT	
SECTEUR CULTUREL <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vente d'ouvrages et de documents ▪ Bibliothèque - Vente des ouvrages désherbés dans le cadre d'une braderie et divers 	Page 26 Page 27

**TARIFS MUNICIPAUX
RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE
L.2122-22 2° DU CGCT
CONFORMEMENT A LA DELIBERATION DU 28 SEPTEMBRE
2015 ET SES DELIBERATIONS SUBSEQUENTES**

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - CIRQUES et STRUCTURES ASSIMILEES (L.2122-22 2° CGCT)

Superficie chapiteau (m ²) (*)	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
< 1 400 De 1 401 à 2 000 De 2 001 à 3 000 > 3 000	Forfait 340 € par jour de représentation Forfait 450 € par jour de représentation Forfait 600 € par jour de représentation Forfait 840 € par jour de représentation	Forfait 350 € par jour de représentation Forfait 460 € par jour de représentation Forfait 620 € par jour de représentation Forfait 860 € par jour de représentation

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (L.2122-22 2° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Droit de place au marché du mercredi (m²)	0,50 €	0,50 €
Droit de place au marché du dimanche (m²)	1,00 €	1,00 €
Droit de stationnement ponctuel (ml)		
– Par jour	3,10 €	3,10 €
Droit de stationnement permanent (ml)		
– Par jour	1,30 €	1,30 €
Redevance des terrasses de plein air (m²)		
– Par mois	4,00 €	4,00 €

TARIFS MUNICIPAUX RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE L.2122-22 5° DU CGCT

"Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans."

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
<p align="center">TARIFS LOCATIONS LIGNE D'EAU (L.2122-22 5° CGCT)</p> <p>Ce tarif s'applique aux associations, centres de loisirs, centres sociaux, clubs sportifs et autres organismes ou établissements souhaitant accéder aux bassins <u>en dehors des horaires d'ouverture au public</u>.</p> <p>Etablissements scolaires – tarif à l'heure par ligne d'eau (*) (°) Autres organismes ou établissements - tarif à l'heure par ligne d'eau (*) (°)</p> <p>(*) L'accès au bassin d'apprentissage sera facturé sur la base de deux lignes d'eau pour une utilisation exclusive et d'une ligne d'eau pour une utilisation partagée. (°) Au-delà d'une heure d'occupation, il sera facturé un complément par fraction d'une ½ heure :</p> <p>Etablissements scolaires – tarif d'une ½ heure complémentaire par ligne d'eau Autres organismes ou établissements - tarif d'une ½ heure complémentaire par ligne d'eau</p> <p>NB : La gratuité est appliquée aux activités organisées dans le cadre des Accueils de loisirs municipaux, de l'Accueil Jeunes, de l'Accueil Liberté, et pour celles organisées par la Maison des Sports</p>	<p>12,20 € 14,00 €</p> <p>6,10 € 7,00 €</p>	<p>12,20 € 14,00 €</p> <p>6,10 € 7,00 €</p>
<p align="center">TARIFS LOCATIONS BASSINS (L.2122-22 5° CGCT)</p> <p>Bassin de compétition (6 lignes d'eau) – tarif par ½ journée (4h d'utilisation) Nouveau bassin (5 lignes d'eau) – tarif par ½ journée (4 h d'utilisation)</p>	<p>300,00 € 235,00 €</p>	<p>300,00 € 235,00 €</p>

SECTEUR SPORTIF

INSTALLATIONS SPORTIVES (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Courts de tennis en béton poreux dans l'enceinte du stade Léo Lagrange		
- Titulaire de la carte Pass'Sport Culture	Gratuit	Gratuit
- Tarif horaire	4,00 €	Gratuit
- Carte abonnement 10 heures	32,00 €	Gratuit
Courts de tennis en terre battue		
- Tarif horaire	4,50 €	5,00 €
- Carte abonnement 10 heures	36,00 €	40,00 €
Terrain d'honneur (par match)		
- Associations domiciliées à Chenôve	69,00 €	150,00 €
- Associations extérieures	117,00 €	195,00 €
Terrain d'entraînement (par match)		
- Associations domiciliées à Chenôve	35,00 €	
- Associations extérieures	60,00 €	70,00 €
		91,00 €
Terrain synthétique		
- Associations domiciliées à Chenôve	57,00 €	
- Associations extérieures	96,00 €	150,00 €
		195,00 €
Gymnases, salles de sports et piste d'athlétisme synthétique		
Utilisation par match de plus d'une heure		
- Associations domiciliées à Chenôve	40,00 €	70,00 €
- Associations extérieures	51,00 €	91,00 €
- 10 séances associations domiciliées à Chenôve		400,00 €
- 10 séances associations extérieures		520,00 €
Terrains, gymnases et salles de sports (pour toutes utilisations)		
Associations locales membres de l'O.M.S.	Gratuit	Gratuit

SECTEUR CULTUREL

CONSERVATOIRE (L.2122-22 5° CGCT)

	LOCATION D'INSTRUMENTS			
Par mois	Habitants de Chenôve		Extérieurs de Chenôve	
	2017	2018	2017	2018
	15,00 €	15,00 €	15,00 €	15,00 €

SECTEUR CULTUREL

CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES - LE CEDRE - LOCATION DE SALLES (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/06/2017			Tarifs au 01/01/2018		
	Durée de la location	Entreprises - Sociétés commerciales Associations extérieures à Chenôve	Associations de Chenôve	Durée de la location	Entreprises - Sociétés commerciales Associations extérieures à Chenôve	Associations de Chenôve
	en heures	Forfait (dont fluides et nettoyage)		en jours	Forfait (fluides et nettoyage compris)	
Salle de spectacle Grande Jauge : 1 100 places "debout et assises" ou 692 places assises Inclus : . accès aux loges, à la scène, à l'office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes selon la réglementation en vigueur, d'un régisseur d'accueil et d'un cadre de référence . matériels mis à disposition : pupitre sonorisé, micros HF, câbles, rallonges, multiprises, petit mobilier de scène	1 jour	2 900 €	1 800 €	1 jour	2 900 €	1 800 €
	1/2 journée	1 900 €	1 200 €	1/2 journée	1 900 €	1 200 €
Salle de spectacle Jauge Réduite : 367 places assises (parterre 299 places + ailes 68 places) Inclus : . accès aux loges, à la scène, à l'office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes selon la réglementation en vigueur d'un régisseur d'accueil et d'un cadre de référence . matériels mis à disposition : pupitre sonorisé, micros, câbles, rallonges, multiprises, petit mobilier de scène	1 jour	2 200 €	1 400 €	1 jour	2 200 €	1 400 €
	1/2 journée	1 500 €	1 400 €	1/2 journée	1 500 €	1 400 €

Salle modulable Inclus : 150 chaises + 40 tables, l'accès à l'office et au vestiaire du hall	1 jour	1 500 €	750 €	1 jour	1 500 €	750 €
	5 h	800 €	550 €	1/2 journée	800 €	550 €
Salle d'orchestre	1 jour	750 €	500 €	1 jour	750 €	500 €
	1/2 journée	500 €	350 €	1/2 journée	500 €	350 €
Salle de danse (avec vestiaire attenant)	1 jour	750 €	500 €	1 jour	750 €	500 €
Hall d'accueil (dont espace bar)	1/2 journée	400 €	250 €	1/2 journée	400 €	250 €
Vaisselle-nettoyage 100 couverts	Forfait	150 €	150 €	Forfait	150 €	
Heure supplémentaire	1h	150 €	100 €	Dépassement horaire	300 €	
Forfait vestiaire (2 agents+ ticket)				10 heures maxi	400 €	
Forfait Tourbus (1 ADS + fluide énergétique)				12 heures	500 €	

La location dite d'un jour s'entend de 08 h00 à 00h00 montage des installations scéniques compris

La location dite ½ journée s'entend de 08 h00 à 14h00 ou 14h00 à 20 h00 montage des installations scéniques compris

SECTEUR CULTUREL

LOCATION DE SALLES AU BENEFICE DE DETENTEURS DE LA LICENCE D'ENTREPRENEURS DE SPECTACLE DE 2^{ème} et 3^{ème} CATEGORIE

La location est ouverte en cas d'accord sur un spectacle intégrant la programmation culturelle de la ville de Chenôve.

Les tarifs ci – dessous s'appliquent à la date de signature du devis durant l'exercice 2018

Le nombre de spectacle proposé ouvre droit à une réduction.

DESIGNATION	SPECTACLE
Salle de spectacle Grande Jauge : 1 200 places "debout et assises" ou 692 places assises Inclus : . accès aux loges, à la scène, au dégagement scénique, à l'office, à l'office, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes dont 6 ADS en configuration debout ou 4 en configuration assise . un régisseur d'accueil + 6 agents de placements dont un agent de la direction des affaires culturelles	1er spectacle : 2 900€ 2ème spectacle : 2 300€ 3ème spectacle : 2 000€ 4ème spectacle : 1 800€ 5ème spectacle et plus : 1 500€
Salle de spectacle Jauge Réduite : 367 places assises (parterre 299 places + ailes 68 places) Inclus : . accès aux loges, à la scène, au dégagement scénique, à l'office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes, selon la réglementation en vigueur, . un régisseur d'accueil + 2 agents de placements dont un agent de la direction des affaires culturelles	1er spectacle : 2 200€ 2ème spectacle : 1 800€ 3ème spectacle : 1 400 € 4ème spectacle : 1 000€ 5ème spectacle et plus : 800€

SECTEUR CULTUREL**LOCATION DE SALLES – MATERIEL (L.2122-22 5° CGCT)**

DESIGNATION	Durée	Tarifs au 01/06/2017	Tarifs au 01/01/2018
Vidéo-projecteur 8 000 Lumens	1 journée	500 €	500 €
Vidéo-projecteur 15 000 Lumens	1 journée	800 €	800 €

LOCATION DE SALLES – PERSONNEL (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/06/2017	Tarifs au 01/01/2018
1 technicien	40 €/heure	40 €/heure
1 chef d'équipe sécurité	45 €/heure	45 €/heure
1 agent de sécurité	30 €/heure	30 €/heure
1 agent de sécurité incendie SSIAP 2	38 €/heure	38 €/heure
1 agent de sécurité incendie SSIAP 1	32 €/heure	32 €/heure
1 agent d'accueil (placeur, vestiaire, contrôle billet)	20 €/heure	20 €/heure
1 agent d'entretien		20 €/heure

REGLEMENT

- ✓ Le locataire doit être en règle avec les autorisations réglementaires, les déclarations préalables (SACEM, CNV) et les contrôles légaux
- ✓ Un acompte de 30 % à la signature du devis non remboursable est exigé
- ✓ La sécurité, (guide file et serre file) l'accueil et la technique doivent être assurés par le locataire : le personnel nécessaire est à la charge du locataire en fonction de la configuration de la jauge du public
- ✓ La norme de sécurité d'occupation est d'1 personne au m²
- ✓ Pénalités et majoration pour dépassement du volume sonore : **5 000,00 €**

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Redevance d'occupation des logements du domaine public (par mois) (L.2122-22 5° CGCT)		
- Logement T4	275 €	288 €
- Logement T5	318 €	335 €

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATION DE MATERIEL (L.2122-22 5° CGCT) - Tarifs 2017-

A l'unité / semaine

Pour 4 semaines : facturation de 3 semaines

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017
ASSOCIATIONS DE CHENOVE :	
- Matériel	
Sièges, stands non bâchés, tables, barrières métalliques, panneaux d'exposition, bancs	Gratuit
- Transport de matériel (par trajet)	
Camionnette type TRAFIC avec chauffeur	30 €
Camion avec chauffeur	52 €
- Podium	
Montage et démontage par les services municipaux aidés de deux personnes minimum	201 €
- Parquet mobile	
Possibilité de le monter uniquement sur Chenôve	315 €
ASSOCIATIONS EXTERIEURES ET SOCIETES (Chenôve et Extérieures) :	
- Matériel (à l'unité)	
Sièges	1 €
Tables	3 €
Barrières métalliques	3 €
Panneaux d'exposition	3 €
Bancs	3 €
Stands non bâchés	19 €
LOCATION D'UNE TENTE 5*12 :	
Le montage et le démontage seront assurés par deux personnes des services techniques aidées par deux autres personnes.	
- Associations de Chenôve	500 €
- Associations extérieures	530 €

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATION DE MATERIEL (L.2122-22 5° CGCT) - Tarifs 2018 -

LOCATION MATERIEL	ASSOCIATIONS CHENOVE	ASSOCIATIONS EXTERIEURES / SOCIETES	FACTURATION Matériel endommagé
Sièges coques	0 €	1 €	31 €
Sièges pliants	0 €	1 €	31 €
Tables	0 €	3 €	103 €
barrières métalliques	0 €	3 €	66 €
Barrières plastiques (utilisation en intérieur)	0 €		84 €
panneaux / grilles d'exposition	0 €	3 €	75 €
bancs	0 €	3 €	41 €
Stands non bâchés	0 €	19 €	417 €

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES (L.2122-22 5° CGCT) - Tarifs 2017-

PARTICULIERS CHENOVE	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES notion de gratuité 2ème jour et 50% à partir du 3ème jour						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle caveau	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR					192 €	490 €	61 €	54 €	102 €	32 €			96 €	21 €
WEEK - END					383 €			106 €	204 €	32 €			191 €	
PARTICULIERS EXTERIEURS	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES notion de 50% à partir du 2ème jour						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle (40 couverts)	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR					260 €	658 €	61 €	149 €	132 €	32 €			132 €	21 €
WEEK - END					519 €				265 €	32 €			265 €	
ENTREPRISES CHENOVE	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES notion de gratuité 2ème jour et 50% à partir du 3ème jour						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle caveau	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR					289 €			85 €	154 €	32 €	106 €		143 €	22 €
WEEK - END					576 €			180 €	304 €	32 €			286 €	

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
 Reçu en préfecture le 20/12/2017
 Affiché le 20/12/2017
 ID : 024-2-2017-101561-2017-1218-DEL_2017_112-DE

ENTREPRISES EXTERIEURES	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES notion de 50% à partir du 2ème jour						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle (40 couverts)	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR					393 €			232 €	202 €	32 €			132 €	22 €
WEEK - END					785 €				403 €	32 €			265 €	
ASSOCIATIONS CHENOVE	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle caveau	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR	116 €	302 €	222 €	62 €	79 €			44 €	44 €	32 €	43 €	62 €	30 €	
WEEK - END					160 €				85 €	32 €		103 €	57 €	
ASSOCIATIONS EXTERIEURES	SALLE DES FETES				HOTEL DES SOCIETES notion de 50% à partir du 2ème jour ????						MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU	
	Salle non lucratif	Salle lucratif	Cuisine	Vaisselle (100 couverts)	RDC + cuisine	Forfait RDC + 1er + cuisine	Vaisselle (90 couverts)	1er étage réunion	Caveau	Vaisselle (40 couverts)	Salle	Salle	Maison	Trou Méchoui
1 JOUR	1 432 €	1 432 €	222 €	62 €	259 €			155 €	132 €	32 €				
WEEK - END					517 €				265 €	32 €				

VAISSELLE ET COUVERTS CASSES, ENDOMMAGES OU PERDUS

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017
A partir de 3 unités (pour les pièces courantes telles les assiettes, les verres, ...)	2,60 € l'unité
Dès la 1 ^{ière} unité pour la vaisselle de service (tels les plats, les brocs et les ustensiles de cuisson, ...)	Prix catalogue du fournisseur de la Ville de Chenôve

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES (L.2122-22 5° CGCT)- Tarifs 2018 -**LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)**

ASSOCIATIONS CHENOVE	SALLE DES FETES		HOTEL DES SOCIETES						CHARCOT		PLATEAU	
	8h/02h du matin		08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end									
	1ère location* salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	à partir de la 2ème location salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	1ère location* RDC ou caveau + cuisine + vaisselle	RDC uniquement	à partir de la 2ème location RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	à partir de la 2ème location caveau	vaisselle caveau (40 couverts)	1ère location* salle	à partir de la 2ème location salle	1ère location* maison	à partir de la 2ème location maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	0 €	150 €	0 €	50 €	85 €	45 €	45 €	25 €	0 €	50 €	0 €	30 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche			0 €		166 €	88 €	88 €	25 €	0 €	100 €	0 €	59 €

***1ère location :** les associations de Chenôve œuvrant dans l'intérêt des habitants bénéficient d'une gratuité par année civile à la date et pour la salle de leur choix (salle des fêtes, hôtel des sociétés RDC ou caveau, escale Charcot, maison du Plateau)

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

ASSOCIATIONS EXTERIEURES	SALLE DES FETES		HOTEL DES SOCIETES					CHARCOT	PLATEAU			
	8h/02h du matin		08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end									
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)		<div></div>	RDC uniquement	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle caveau (40 couverts)	<div></div>	salle	<div></div>	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	450 €		<div></div>	150 €	255 €	135 €	135 €	75 €	<div></div>	150 €	<div></div>	90 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	<div></div>	<div></div>	<div></div>	<div></div>	498 €	264 €	264 €	75 €	<div></div>	300 €	<div></div>	177 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

PARTICULIERS CHENOVE	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	200 €	55 €	65 €	105 €	35 €	70 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	390 €	107 €	65 €	205 €	35 €	137 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS EXTERIEURS (L.2122-22 5° CGCT)

PARTICULIERS EXTERIEURS	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	272 €	75 €	90 €	142 €	50 €	95 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	531 €	146 €	90 €	277 €	50 €	185 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

ENTREPRISES CHENOVE	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	530 €	300 €	110 €	85 €	158 €	50 €	110 €	200 €	85 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		585 €			308 €	50 €		390 €	166 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

ENTREPRISES EXTERIEURES	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	720 €	408 €	150 €	115 €	215 €	68 €	150 €	270 €	115 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		796 €			420 €	68 €		530 €	224 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

TARIFS MUNICIPAUX RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE L.2122-22 10° DU CGCT

“Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.”

SECTEUR CULTUREL

VENTE D'OUVRAGES ET DE DOCUMENTS (L.2122-22 10° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
OUVRAGES, DOCUMENTS, ...		
<ul style="list-style-type: none"> - DVD réalisés par l'UP Vidéo <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tarif à l'unité ▪ Tarif de gros : à partir de 5 DVD achetés (tarif à l'unité) - Enveloppes prêtes à poster <ul style="list-style-type: none"> ▪ à l'unité ▪ par lot de 1 	<p>15 €</p> <p>8 €</p> <p>1 €</p> <p>9 €</p>	<p>15 €</p> <p>8 €</p> <p>1 €</p> <p>9 €</p>

SECTEUR CULTUREL

BIBLIOTHEQUE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2017	Tarifs au 01/01/2018
Vente des ouvrages désherbés dans le cadre d'une braderie (à l'unité) (L.2122-22 10° CGCT)		
Livres (sauf de poche)	1,00 €	1,00 €
Livres de poche	0,20 €	0,20 €
Beaux livres	2,00 €	2,00 €
Disques	1,00 €	1,00 €
Vente de sac de bibliothèque en sus de celui offert lors de l'inscription	2,50 €	2,50 €

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_113

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ADOPTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 relatif au maintien, à titre individuel, de montants indemnitaires,
Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu les arrêtés pris pour application dans les services et corps de l'État,
Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 applicable à la fonction publique de l'Etat relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions,

des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel afin d'harmoniser et de simplifier la structure indemnitaire, de valoriser les fonctions des agents, de reconnaître la spécificité ou les difficultés de certaines missions et de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

Ce nouveau régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

1- Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

a) Le principe : L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien de conduite de projets.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Valorisation de l'acquisition et de la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent.
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Contraintes particulières liées au poste : physiques, horaires décalés, lieux d'affectation.

b) Les bénéficiaires : Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) est attribuée aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel occupant un emploi permanent.

c) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque catégorie d'emplois reprise ci-après est répartie en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Direction générale des services	1 080 €	21 000 €
Groupe 2	Directeur de service Encadrement stratégique	1 080 €	14 000 €
Groupe 3	Responsable de service Encadrement opérationnel	1 080 €	10 000 €
Groupe 4	Chargé de mission Coordination de projets	1 080 €	9 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	840 €	8 000 €
Groupe 2	Chargé de mission Coordination de projets	840 €	7 000 €
Groupe 3	Chargé de gestion...	840 €	6 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Responsable de service	725 €	5 000 €

Groupe 2	Responsable d'équipe ou coordination de projets	725 €	4 000 €
Groupe 3	Agent à fonctions particulières	725 €	3 500 €
Groupe 4	Agent d'exécution ou d'accueil	725 €	3 000 €

d) Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

L'I.F.S.E. pourra également être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- Approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation,
- Approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures,
- Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis.

e) Les modalités de maintien de l'I.F.S.E. :

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée et de grave maladie ; l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

f) Périodicité de versement de l'I.F.S.E. : Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

g) Effet : Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er janvier 2018 pour les cadres d'emplois concernés et seront déclinées sur les autres cadres d'emplois dès lors que les arrêtés ministériels portant équivalence entre les corps de la fonction publique d'État et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale seront publiés.

2) Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément bien que facultatif, doit faire l'objet d'une délibération.

a) Les bénéficiaires : Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'État, le complément indemnitaire annuel est attribué aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou à durée

déterminée, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel occupant un emploi permanent.

b) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation validés par le comité technique en date du 13 novembre 2015 pour la tenue de l'entretien professionnel. Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, ils peuvent être compris entre 0 % et 100 % du montant maximal.

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
Groupe 1	Direction générale des services	210 €
Groupe 2	Directeur de service Encadrement stratégique	140 €
Groupe 3	Responsable de service Encadrement opérationnel	100 €
Groupe 4	Chargé de mission Coordination de projets	90 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
Groupe 1	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	240 €
Groupe 2	Chargé de mission Coordination de projets	210 €
Groupe 3	Chargé de gestion...	180 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe	Fonctions	Montants plafonds annuels CIA
Groupe 1	Responsable de service	300 €
Groupe 2	Responsable d'équipe ou coordination de projets	250 €
Groupe 3	Agent à fonctions particulières	200 €
Groupe 4	Agent d'exécution ou d'accueil	180 €

c) Les modalités de maintien ou de suppression du CIA : Il sera fait application des mêmes modalités que pour l'IFSE.

d) Périodicité de versement du CIA : Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement annuel, en principe au mois de juin, et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.
 Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

3) Les règles de cumul

Les règles du cumul du R.I.F.S.E.E.P. sont exclusives, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec : l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.), l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) et l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.).

Il est en revanche cumulable avec : L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement), les dispositifs d'intéressement collectif, les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime versée aux régisseurs, la prime de responsabilité versée au DGS et l'IFCE.

L'arrêté en date du 27 août 2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté d'attribution individuelle.

Un bilan de mise en œuvre du R.I.F.S.E.E.P sera réalisé annuellement à l'occasion d'un comité technique.

Il est précisé que les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le nouveau régime indemnitaire conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur Le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_114

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE A MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DESIGNES	EN REMPLACEMENT DE
J.FERRY maternelle	C. JACQUOT	A-M. PIGERON
J.FERRY élémentaire	C. DAL MOLIN	C. JACQUOT
GAMBETTA maternelle	A-M. PIGERON	P. AUDARD
GAMBETTA élémentaire	S. FOUAD	P. AUDARD
VIOLETTES maternelle	S. BLANDIN	M-P CROS
VIOLETTES élémentaire	C. CARLIER	M-P CROS
CONSEIL D'ADMINISTRATION Lycée professionnel Antoine	S. FOUAD	C. DAL MOLIN

ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
 28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
 Date : 20/12/2017
 Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
 L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_115

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 20/12/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du 18 décembre 2017

FIXATION DE TARIFS DELIBERATION N° 62/2015 2°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
09/10/2017	2017/19	Tarifs municipaux CONCERT Kery James	
09/10/2017	2017/20	Tarifs municipaux Concert "Les quatre Saisons"	
15/11/2017	2017/21	Tarifs municipaux Séjour jeunes hiver 2017/2018	
MARCHES PUBLICS - DELIBERATIONS N°62/2015 4°ET N°24-2016			
MARCHES PUBLICS NEGOCIES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES			
DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
MARCHES DE SERVICES			
21/07/2017	SELVAMONOS PRODUCTION	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Contrat de cession pour 1 représentation de la Dame Blanche Vendredi 08 septembre 2017 à 20h00 au Cèdre - Entrée gratuite	2 500,00
28/07/2017	LA CIE DES SEA GIRLS	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Contrat de cession pour 1 représentation Samedi 03 mars 2017 à 20h00 au Cèdre - Entrée payante	9 000,00
23/08/2017	FERME ITINERANTE DU CHAINEAU	Fête de la Pressée 2017 - Convention de prestation " La ferme itinérante du Chaîneau" des 23 et 24 septembre 2017	2 500,00
18/09/2017	ACHILLE TONIC PRODUCTION	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017/2018 Avenant n°1 au contrat de cession du spectacle "Dino fait son crooner Shirley fait sa crâneuse " du 10/10/2017 au Cèdre - Frais de voyage-Hébergement-Repas	844,60
21/09/2017	PROTECTION CIVILE 21	Fête de la Pressée 2017 - Convention dispositif prévisionnel de secours Samedi 23 septembre 2017 de 14h30 à 19h00 Dimanche 24 septembre 2017 de 11h00 à 17h30	772,50

25/09/2017	PYRPROD	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Convention pour une co-représentation du Concert LA RUE KETANOU, TELEGRAM, MON CÔTE PUNK Participation aux frais de prestations techniques Jeudi 28 septembre 2017 - Entrée payante	2 000,00
26/09/2017	ATELIER LE TACHE-PAPIER	BIBLIOTHEQUE F. MITTERRAND Animation de 2 ateliers de sérigraphie en continu (avec fournitures de consommables et sachets en tissus) : vendredi 20 octobre 2017 de 17h à 19h samedi 21 octobre 2017 de 10h à 13 h	633,60
26/09/2017	UNIVERSITE DE BOURGOGNE	BIBLIOTHEQUE F. MITTERRAND Animation de présentation du travail des chercheurs de la Mission Culture Scientifique de l'Université de Bourgogne le mercredi 18 octobre 2017 de 15h à 17h30	0,00
26/09/2017	ACEM (Association des concerts du conservatoire de Beaune/Communauté d'agglomération Beaune, Côte et Sud)	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Convention pour une représentation du Concert "Les 4 saisons de Vivaldi" par les musiciens du Louvre et Nelson Montfort (récitant). Samedi 14 octobre à 20h - Entrée payante	8 985,40
02/10/2017	ASSOCIATION MUSIC-HALL FOLIZ	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Convention pour une représentation du spectacle MUSIC-HALL FOLIZ dans le cadre de la Semaine Bleue Salle des Fêtes de la Mairie de Chenôve 19h - Entrée gratuite	0,00
03/10/2017	COMPAGNIE LES ZANIMOS	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Contrat de cession du spectacle "Andrée Kupp Dresseuse et Montreuse de légumes" pour 3 représentations : le vendredi 1er décembre 2017 à 10h et 14h - LE CEDRE et le samedi 2 décembre 2017 à 10h30 - Espace Culturel François Mitterrand Entrée gratuite	4 715,60
09/10/2017	MEMOIRES FUTURES	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 - ESCALE CHARCOT Contrat de cession des droits du spectacle "Le Cauchemar du Préfet" pour 2 représentations les 18 et 19 octobre 2017 à 20h Entrée payante	1 058,40

09/10/2017	MUSIQUES EN ROUTE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE/semaine des Droits de l'enfant - Contrat de cession des droits du spectacle "Stadium Tour" par THE Wackids pour 1 représentation le mercredi 22 novembre 2017 à 14h30 - Entrée gratuite	2 840,00
24/10/2017	SARL ASTERIOS SPECTACLES	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Contrat de cession du concert de Kery James "ACES" pour 1 représentation samedi 28 octobre 2017 à 20h - Entrée payante	13 500,00
31/10/2017	COMPAGNIE L'ESTAMINET ROUGE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Contrat de cession du spectacle "Les Tritons prendront l'avion" pour 1 représentation le mardi 28 novembre 2017 à 20h30 Entrée payante	4 446,40
13/11/2017	Atelier Régional de Recherche d'Expression Musicale (ARREM)	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE/CONSERVATOIRE Convention de prestations artistiques pour un concert au Cèdre "Su l'ONDA D'AMORE, Un égyptien à Venise" par Michel Godard, le mercredi 29 novembre 2017 à 20h00 - Entrée payante	5 210,00
13/11/2017	ART PUBLIC - MODES DE VIE	Convention de prestations artistiques dans le cadre du festival Modes de vie 2017-2018	2 800,00
13/11/2017	MUSIQUES EN ROUTE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Avenant n°1 au contrat de cession du spectacle des Wackids : prise en charge de l'hébergement et des repas des artistes	673,60
MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE			
DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
MARCHES DE TRAVAUX			
Travaux de mise en accessibilité sur trois établissements recevant du public (ERP)			
14/09/2017	GAUDRY BTP (21490)	Lot 1 : démolition, terrassements, maçonnerie	45967,14
15/09/2017	MENUISERIE ROGER (21260)	Lot 2 : menuiseries intérieures et extérieures - serrurerie	56719,17
14/09/2017	ROYER (21300)	Lot 3 : plâtrerie – peinture	13950,00
14/09/2017	GUINOT ELECTRICITE (21121)	Lot 4 : électricité	4109,97
14/09/2014	GALAND CHEVALIER (21300)	Lot 5 : plomberie, sanitaires, chauffage	21738,00
14/09/2017	PASCUAL (21800)	Lot 6 : revêtement de sol et muraux	8945,00
14/09/2017	EO GUIDAGE (69410)	Lot 7 : équipements accessibilité	12741,50

Travaux d'aménagement d'une brasserie – restaurant dans le bâtiment culturel « le Cèdre »			
25/10/2017	KLEIN (21604)	Lot 2 : chauffage	32 413,00
25/10/2017	KLEIN (21604)	Lot 3 : plomberie – sanitaires	20 200,00
25/10/2017	ISOPLAC (21019)	Lot 4 : plâtrerie – cloisonnement	27 500,00
25/10/2017	MENUISERIE ROGER (21260)	Lot 5 : menuiseries intérieures	5 667,10
25/10/2017	DROZ (21000)	Lot 6 : électricité	30 800,00
25/10/2017	SIA REVETEMENTS (21000)	Lot 7 : revêtements de sol et faïences	20 126,60
MARCHES FORMALISES - CENTRALE D'ACHATS			
DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
MARCHES DE FOURNITURES			
L'acquisition et livraison de fournitures scolaires et matériels pour activités pédagogiques pour la centrale d'achat du Grand Dijon			
27/10/2017	CYRANO (21208)	Lot n° 1 : petites fournitures scolaires et assimilés	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
27/10/2017	CYRANO (21208)	Lot n° 2 : jeux, jouets et petits équipements pédagogiques	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum
DECISIONS DE DECLARATION SANS SUITE			
DATE DE NOTIFICATION	OBJET		
18/08/2017	Travaux d'aménagement d'une brasserie – restaurant dans le bâtiment culturel « le Cèdre » - lot n° 1 : menuiseries extérieures - absence d'offre		
LOUAGE DE CHOSES - DELIBERATION N° 62/2015 5°			
DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS (recette)
14/09/2017	ACODEGE	Convention de mise à disposition d'un espace de communication et de représentation d'activités au sein du Cèdre à l'occasion des "Journées du Patrimoine" - Samedi 16 septembre 2017 - Entrée gratuite	0,00
02/10/2017	COMPAGNIE L'ESTAMINET ROUGE	Convention de résidence au Cèdre du lundi 23 octobre au vendredi 27 octobre 2017 pour la création du spectacle "Les Tritons prendront l'avion"	0,00

23/10/2017	COMPAGNIE L'ESTAMINET ROUGE	Avenant n°1 à la convention de résidence : prise en charge des repas sous forme de défraiement	-331,20
03/10/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le concert de Chinese Man le vendredi 13 octobre 2017	2 000,00
03/10/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le concert d'Emir Kusturica le mardi 17 octobre 2017	1 800,00
03/10/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle de Pierre-Emmanuel Barré le vendredi 10 novembre 2017	2 900,00
04/10/2017	MASCOT BOURGOGNE FRANCHE-COMTE (Mission d'Accompagnement et de soutien aux Offices de Tourisme)	Location de la salle Orchestre du Cèdre le mardi 10 octobre 2017 de 9h à 17h	750,00
06/10/2017	COMPAGNIE ESQUIMOTS	Convention de mise à disposition de l'Escale Charcot du mardi 7 au vendredi 10 novembre 2017 de 8h à 12h pour stage pratique dans le cadre d'un projet artistique avec le Lycée Antoine de Chenôve	0,00
11/10/2017	CR BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	Location de la salle du Cèdre le jeudi 19 octobre 2017	860,00
07/11/2017	VIBRATIONS	Location de la salle du Cèdre pour 4 représentations du spectacle "Ah-musez-Vous !" du 23 au 26 novembre 2017	7 895,00
08/11/2017	VIVANIM'	Location de la salle du Cèdre les 16 et 17 décembre 2017	5 080,00

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_116

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ESPACE CITOYENS - MISE EN PLACE DU PAIEMENT EN LIGNE PAR CARTE BANCAIRE - MODALITÉS

Dans le cadre du déploiement du nouveau portail de services en ligne, dit « Espace Citoyens », et afin de faciliter les démarches des usagers, la ville de Chenôve souhaite instituer un moyen de paiement supplémentaire pour les activités facturées par sa régie unique : prestations péri et extra scolaires, petite enfance, activités sportives, conservatoire...

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, il sera proposé à tous les usagers, en plus des modes de règlement traditionnels (numéraire, chèques), le paiement en ligne par carte bancaire.

Le paiement en ligne par carte bancaire s'opérera directement sur l'Espace Citoyens. La collectivité doit alors veiller à assurer une parfaite confidentialité et sécurité des données et informations qui lui sont transmises dans ce cadre.

La mise en place de ce service nécessite l'intervention d'un prestataire bancaire spécialisé dans le domaine du paiement par internet. Pour cela, il a été nécessaire d'intégrer une interface sécurisée sur le Portail, en lien avec le logiciel de facturation Concerto, et de souscrire un contrat de service avec la société PAYBOX SYSTEM.

Les prestations pourront donc être réglées en toute sécurité, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

L'adhésion à ce système d'un versement des recettes à distance par carte bancaire emporte l'acceptation de la prise en charge par la ville des risques de rejet provenant de toute contestation du porteur de la carte sur le montant ou la réalité même de l'opération. Etant précisé que s'agissant de paiements en ligne pour les prestations de la régie unique rappelées ci-dessus, les risques de rejet apparaissent très limités.

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accepter de prendre en charge les risques de rejet provenant de toute contestation du porteur de la carte bancaire dans le cadre de la mise en place d'un système d'encaissement à distance par carte bancaire conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_117

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

PARTICIPATION CITOYENNE - VALIDATION DES PROJETS PROPOSES PAR LES CONSEILS PARTICIPATIFS ET CITOYENS DANS LE CADRE DES BUDGETS PARTICIPATIFS

Il est rappelé au Conseil Municipal que l'installation du conseil citoyen et des conseils participatifs s'est accompagnée de la mise en place de budgets d'investissement. Chaque instance est dotée d'une enveloppe de 5 000 € permettant aux habitants, sur un secteur donné, de proposer des aménagements contribuant à l'amélioration du cadre de vie. Ces crédits ont été inscrits au budget 2017 de la ville.

Le Conseil Consultatif Chenevelier, lors de sa séance du 17 novembre 2017, a émis un avis favorable à la réalisation des projets suivants :

- Conseil Participatif 1 "Vieux Bourg – Fleurs – Giraud" : installation de boîtes à livres et de bacs à légumes sur le principe des "Incroyables Comestibles". Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.475,82 € TTC.
- Conseil Participatif 2 "Grands Crus – Clos du Roy – Chenevary – Parc commercial et artisanal" : installation de mobilier urbain (tables de pique-nique, table ping-pong ...) sur l'espace Parabiaggio à proximité du skate parc. Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.343,14 € TTC.
- Conseil Participatif 3 "Stade – Bazin – Ferry – Ateliers" : aménagement de l'impasse Jules Ferry avec l'installation de mobilier urbain (bacs à fleurs, bancs, boîte à livres

...). Le coût prévisionnel de ce projet est évalué à 4.084,83 € TTC.

Par ailleurs, il est précisé que la proposition du Conseil Citoyen sera examinée ultérieurement dans le cadre de la programmation 2018.

Vu l'avis du Conseil Consultatif Chenevelier en date du 17 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 5 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De valider les projets présentés par les conseils participatifs au titre de l'année 2017 tels que présentés ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_118

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

SECTEUR KENNEDY - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES "OPÉRATION KENNEDY" CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"

Il est rappelé que, par délibération du conseil municipal en date du 28 septembre 2009, la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) une mission relative au devenir du secteur Kennedy dans le cadre d'une convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement. Un 1er avenant, signé le 23 décembre 2014, a prolongé le terme de cette convention jusqu'au 24 décembre 2017.

A la demande de la Commune de Chenôve, la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" a engagé dernièrement une étude qui doit permettre de préfigurer le devenir du Centre Commercial Kennedy et de ses abords en prenant en compte la situation commerciale actuelle mais également les perspectives de développement du Sud de Dijon et de Chenôve.

Afin de permettre la poursuite des réflexions engagées quant au devenir du centre

commercial et de ses abords, il est proposé de prolonger la durée de la convention de prestations intégrées de trois années supplémentaires par voie d'un deuxième avenant.

Vu le projet d'avenant n° 2 à la convention de prestations intégrées,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 5 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 à la convention de prestations intégrées « Opération Kennedy »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le 20/12/2017

SLO

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_118-DE



**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L.
"AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" –
SPLAAD
POUR LA VILLE DE CHENOVE
POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT
« OPERATION KENNEDY »**

AVENANT N°2

Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le

Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le

CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES PORTANT CONCESSION D'AMENAGEMENT

Entre

La Ville de CHENOVE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du,

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD), Société Anonyme au capital de 2 740 000 €, dont le siège social et les bureaux sont situés à Dijon Métropole – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilité aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société en date du 12 septembre 2016,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »,

D'autre part.

PRÉAMBULE

II A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 21 décembre 2009, réceptionnée par la SPLAAD le 24 décembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la SPLAAD, la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du quartier Kennedy.

La convention d'une durée initiale de 5 ans, est arrivée à échéance au 24 décembre 2014.

Un premier avenant à la Convention a été signé le 23 décembre 2014, dont la notification a été réceptionnée par la SPLAAD le 06 janvier 2015 a prolongé la durée de la concession de 3 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2017.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il est proposé par le présent avenant de prolonger la durée de la concession de 3 ans.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – PROLONGEMENT DE LA DUREE DE LA CONCESSION

L'alinéa 2 de l'article 4 – « Date d'effet et durée de la concession d'aménagement » est modifié comme suit :

« ...

La concession d'aménagement expirera au 24 décembre 2020.

Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement de l'opération par avenant exécutoire dans les conditions ci-dessus.

... »

Le reste des dispositions de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 2 – AUTRES ARTICLES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLAAD pour le Concédant, portant concession d'aménagement, et de ses avenants successifs demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas déroguées par le présent avenant.

Fait à DIJON,
Le
En deux exemplaires originaux

Pour L'Aménageur

Pour la Collectivité concédante

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_119

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT N°1 AU MARCHE PUBLIC D'ASSURANCE GARANTIES STATUTAIRES

Suite à une procédure d'appel d'offres ouvert menée par le commune de Chenôve, en tant que coordonnateur du groupement de commandes constitué de la commune et du CCAS de Chenôve, le marché public d'assurance « risques statutaires » (risques décès, accident du travail et maladies professionnelles) a été notifié le 23 janvier 2017 pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Le titulaire de ce marché dont la signature a été autorisée par délibération du 5 décembre 2016 est le groupement d'entreprises conjoint composé de la société Assurances Pilliot (62921 Aire-Sur-La-Lys Cedex), courtier mandataire, et la société AMTRUST International Underwriters Limited (Irlande), compagnie d'assurances.

Dans le cadre d'une restructuration de la Société AMTRUST, il est proposé une modification du marché consistant d'une part à acter du changement de dénomination sociale de l'assureur tenant du risque garanties statutaires, et d'autre part à autoriser l'assureur à céder la garantie décès à une de ses filiales, AMTRUST Life.

Ni la durée du marché, ni les prestations initiales, ni le prix ne seraient modifiés par ledit avenant (joint à la présente délibération).

Il est précisé que la signature du présent avenant interviendra après la production des pièces, attestations et certificats relatifs aux obligations et compétences d'ordre administratif, financier et technique, généralement requis de tout candidat d'un marché public, conformément aux dispositions en vigueur.

Vu le projet d'avenant joint à la présente délibération,
Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 susvisé aux conditions exposées, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

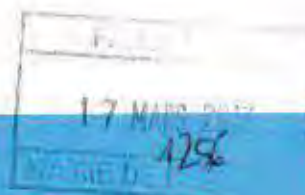
VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES MODIFICATION N° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Commune de Chenôve
Coordonnateur du groupement de commandes constitué de la commune et du CCAS de Chenôve
2, Place Pierre Meunier - BP 130 - 21303 CHENOVE CEDEX
Tel. : 03.80.51.55.00
Courriel : marches.publics@ville-chenove.fr
Adresse du profil acheteur : <https://www.achatpublic.com>

B - Identification du titulaire du marché public

Mandataire :

CABINET PILLIOT
19 RUE DE SAINT MARTIN
BP 40002
62921 AIRE SUR LA LYS CEDEX
Tel. : 03.21.98.97.00 – Fax : 03.21.95.66.66
Courriel : mathilde.pouillerie@pilliot.fr
Siret : 422 060 236 00011

Assureur :

AmTrust International Underwriters DAC
40 WESTLAND ROW
DUBLIN 2 – D02HW74
Ireland
N° 6569384A

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public :

Marché public d'assurance « risques statutaires »

Marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, n° AO2016-15 en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

-Code CPV principal : 66510000

- Codes CPV secondaires : 66512100, 66512200

Le pouvoir adjudicateur a attribué le marché :

■ Date de la notification du marché public : 23 janvier 2017

■ Durée d'exécution du marché public :

Le marché est conclu pour une durée maximale de trois (3) ans, avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties.

La date d'effet est le 1^{er} janvier 2017 à 0h00.

D - Objet de la modification

Modifications introduites par la présente modification :

Les Risques Statutaires sont souscrits par AmTrust, par l'intermédiaire d'AmTrust International Underwriters DAC et AmTrust Life Syndicate 44.

AmTrust International Underwriters DAC cède à AmTrust Life Syndicate 44, sa filiale, la prestation du marché public correspondant à la garantie des risques résultant pour le pouvoir adjudicateur des pertes financières attachées à la mise en œuvre des dispositions des articles D. 712-19 et D. 712-20 du Code de la sécurité sociale relatives à la garantie décès.

L'avenant clarifie cette structure.

AmTrust Life est le nom commercial du Syndicat 44 auprès des Lloyd's à Londres et d'AmTrust auprès de Lloyd's Limited.

La société AmTrust auprès des Lloyd's est autorisée par la Prudential Regulation Authority et régulée par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority. Le Syndicat 44 est administré par AmTrust auprès de Lloyd's Limited. AmTrust auprès de Lloyd's Limited est une société de droit anglais, immatriculée en Angleterre sous le numéro 3043923.

Enfin, AmTrust International Underwriters Limited a récemment changé sa dénomination sociale pour AmTrust International Underwriters DAC. Cet avenant précise également ce changement de dénomination.

Incidence financière de la modification :

La modification a une incidence financière sur le montant du marché public :

☒ NON

☐ OUI

Modification(s) apportée(s) au marché :

- Acte d'engagement (AE)


L'article 2 « cocontractant » est modifié comme suit

ASSUREUR :

AM TRUST INTERNATIONAL UNDERWRITERS DAC
40 WESTLAND ROW
DUBLIN 2 - D02HW74
Ireland
N° 6569384A

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
ASSURANCES PILLIOT, courtier en assurance, en qualité de mandataire de la société AmTrust International Underwriters DAC Stéphane JARABO – Responsable des Marchés Publics	16.03.19 Arc 116 lys	SARL ASSURANCES PILLIOT 16001 PARIS 51001 PARIS Tél : 01 21 98 57 30 - Fax : 01 21 98 58 55

AMTRUST LIFE SYNDICATE 44 Martin Herrick – Souscripteur	413117 LONDON	Envoyé en préfecture le 20/12/2017 Reçu en préfecture le 20/12/2017 Affiché le 20/12/2017 ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_119-DE
AMTRUST INTERNATIONAL UNDERWRITERS DAC Représenté par Stéphane JARABO – ASSURANCES PILLIOT, en qualité de mandataire de la société AmTrust International Underwriters DAC	06.03.17 Arc s/ba lps	 SASU ASSURANCES PILLIOT 19 rue de la République BP 40002 62521 Avesnes-sur-Helpe CEDEX Tel: 03 21 38 37 30 Fax: 03 21 38 06 00

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A Chenôve, le
 Le pouvoir adjudicateur, Commune de Chenôve représentée par
 Monsieur le Maire, Thierry FALCONNET
 (en vertu de la délibération n° 62 du 28/09/2015)





■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_120

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AVIS SUR LES OUVERTURES DOMINICALES POUR 2018 DES COMMERCES DE DETAIL EMPLOYANT DES SALARIES

Depuis de nombreuses années un accord sur l'harmonisation et la réduction des ouvertures dominicales des commerces de détail de l'agglomération dijonnaise est signé avec les différents partenaires, organisations patronales et syndicales auxquelles sont généralement associés l'Unité Territoriale de Côte d'Or de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) Bourgogne, Dijon Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Or.

C'est au vu de cet avis des organisations des partenaires sociaux et conformément aux articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail, que le maire peut autoriser la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce de détails.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé. Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Au titre de l'année 2017, le maire de Chenôve après avis du Conseil Municipal du 5 décembre 2016 a suivi les signataires de cet accord d'harmonisation en autorisant les commerces de détail du territoire de la commune concernés par ledit accord, à ouvrir leurs établissements et à occuper du personnel salarié, sous réserve des dispositions préfectorales les concernant, ces cinq dimanches : 15 janvier, 2 juillet, 3, 10 et 17 décembre 2017.

Pour l'année 2018, les commerces de détail de l'agglomération dijonnaise puis les partenaires sociaux ont été de nouveau consultés. Ces commerces seraient en conséquence autorisés à ouvrir leurs établissements et à occuper du personnel salarié, sous réserve des dispositions préfectorales les concernant, les cinq dimanches suivants : 14 janvier, 1^{er} juillet, 9 septembre, 16 décembre et 23 décembre 2018.

Ces dimanches correspondent aux calendriers des pics de consommation, à savoir les premiers dimanches des soldes d'hiver et d'été, le premier dimanche de la rentrée scolaire et les dimanches de décembre des fêtes de fin d'année.

Quant aux commerces de détail de la branche « concessions de vente automobiles », également consultés ainsi que leurs organisations patronales et syndicales, ils seraient autorisés à ouvrir les cinq dimanches suivants : 21 janvier, 18 mars, 17 juin, 16 septembre et 14 octobre 2018.

Vu les articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail,

Vu l'avis du Conseil de Dijon Métropole du 30 novembre 2017,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable sur les propositions d'ouvertures :

- à cinq dimanches pour les commerces de détail hors branche « concessions de vente automobiles », à savoir les dimanches 14 janvier, 1^{er} juillet, 9 septembre, 16 décembre et 23 décembre 2018 ;
- et à cinq dimanches pour les commerces de détail de la branche « concessions de vente automobiles », à savoir les dimanches 21 janvier, 18 mars, 17 juin, 16 septembre et 14 octobre 2018

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_121

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MME APOLLINE BONNOT

Madame Apolline BONNOT a exercé bénévolement des fonctions d'animatrice au centre de loisirs de la ville de Chenôve dans le cadre d'un stage qu'elle avait sollicité au regard de son projet professionnel.

Au cours d'une activité, elle a été photographiée.

Pour promouvoir ses activités estivales de l'année 2016, la commune de Chenôve a créé un « guide de l'été » où la photographie de Madame BONNOT apparaît aux côtés d'une autre animatrice.

Même si l'intéressée ne s'est pas opposée à la prise de photo, il apparaît qu'aucun accord n'a été donné autorisant la diffusion de l'image quelques années après la prise de ce cliché.

Madame BONNOT estime que la publication de cette photographie contrevient à l'article 9 du Code Civil qui reconnaît le droit au respect de la vie privée et son corollaire, le droit à réparation.

La commune de Chenôve estime que, dès lors que la diffusion de la photographie présente l'intéressée dans l'emploi pour lequel elle entendait candidater et son implication dans les

activités, elle ne subit aucun préjudice.

C'est en l'état de ce différend que Madame BONNOT accepterait de renoncer à toutes actions et réclamations fondées sur les faits exposés ci-dessus moyennant une indemnisation de 1000 euros.

Dans le respect des intérêts des deux parties, la ville et Madame BONNOT, après concessions réciproques telles que mentionnées ci-dessus, il est proposé que celles-ci règlent, à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil, leur différend, dans le but d'éviter toute procédure contentieuse, longue, coûteuse et aléatoire et s'interdisent donc réciproquement toute action, contentieuse ou non, relative au présent litige.

Vu le projet de protocole transactionnel joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel aux conditions exposées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

ARTICLE 2 : D'autoriser plus généralement Monsieur le Maire à signer tout acte utile et à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONTRAT DE TRANSACTION

prévu par les articles 2044 et suivants du Code civil

ENTRE :

Madame Apolline BONNOT née le 3 octobre 1997 à CHENOVE, de nationalité française, étudiante, demeurant 67 avenue de la gare 21220 GEVREY CHAMBERTIN

D'une part,

ET :

La Commune de CHENOVE, sise 2 place Pierre MEUNIER à CHENOVE, 21300 représentée par son représentant légal en exercice, dûment habilité par délibération du 18 décembre 2017.

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI :

EXPOSE DES MOTIFS

1°) Mademoiselle Apolline BONNOT a exercé bénévolement des fonctions d'animatrice au centre de loisirs de la Ville de CHENOVE.

Au cours d'une activité, dans le cadre de laquelle Mademoiselle BONNOT était déguisée, elle a été photographiée.

2°) La ville de CHENOVE a créé, pour promouvoir ses activités estivales de l'année 2016, un « guide de l'été », où la photographie de Mademoiselle Apolline BONNOT apparaît, étant précisé que la candidature de cette dernière n'avait pas été retenue pour le travail saisonnier d'animatrice de cette saison 2016.

3°) Aucun accord n'avait été donné ni par Mademoiselle BONNOT ni par son représentant légal, autorisant la diffusion de cette image.

Il convient de préciser que Mademoiselle Apolline BONNOT était mineure au moment où la photographie a été prise, et majeure au moment de sa diffusion.

4°) Madame BONNOT estime que la publication de cette photographie sans son consentement, porte nécessairement atteinte à son droit à l'image et constitue une violation de sa vie privée, au terme de l'article 9 du Code civil.

5°) Madame BONNOT estime subir un préjudice, créé directement par la diffusion de cette photographie, au sein d'une brochure distribuée dans toute la ville de CHENOVE.

6°) La Commune de CHENOVE soutient que l'intéressée ne s'est pas opposée à la prise de photo, dans le cadre d'un stage qu'elle a elle-même demandée.

7°) La Commune soutient également que l'intéressée ne subit aucun préjudice dès lors que la diffusion de la photographie présente l'intéressée dans l'emploi pour lequel elle entendait candidater, ce qui pouvait démontrer, dans ce cadre, son implication dans les activités et en conséquence lui être favorable.

Article 1^{er}

Les Parties, sans que le présent protocole emporte de part et d'autre une quelconque reconnaissance de responsabilité, ont souhaité se rapprocher afin de mettre un terme à ce différent.

Article 2

Il a été convenu entre les parties que la Commune versera à Madame BONNOT une somme de 1000 euros (mille euros) afin d'indemniser l'usage non autorisé de son image.

Article 3

Cette somme sera versée à Madame Apolline BONNOT dans le délai d'un mois qui suivra le jour où la transaction aura été signée par les deux parties en présence. A défaut, et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, la présente transaction serait caduque de plein droit.

Les fonds seront versés sur le RIB CARPA ci-joint et seront séquestrés par le Conseil de Madame BONNOT jusqu'à ce que la délibération autorisant le Maire à signer la présente soit devenue définitive.

Sous réserve de l'exécution de toutes les obligations souscrites par les parties aux présentes, celles-ci conviennent dès à présent de renoncer à toute action et à toute réclamation les unes envers les autres fondées sur les faits exposés ci-dessus.

Article 4

Les parties conviennent que la présente transaction aura entre elles l'autorité de la chose jugée.

La présente transaction intervient conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Article 2044 du Code civil :

« La transaction est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit. »

Sous réserve de l'application des engagements ci-dessus exprimés, la présente transaction règle de façon définitive et irrévocable le litige survenu entre les parties.

La présente transaction est faite en autant d'actes originaux que de parties, soit deux actes.

Chacun des signataires reconnaît avoir reçu un exemplaire original des présentes.

Article 5

Chacune des parties conservera à sa charge ses propres frais et dépens.

Fait en deux exemplaires originaux

Madame Apolline BONNOT

Mention manuscrite « *Bon pour transaction* »

Fait à

Le

Pour la Ville de CHENOVE,

Mention manuscrite « *Bon pour transaction* »

Fait à

Le

Projet

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_122

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ SIMON FS PRENEUR DU BAIL COMMERCIAL DE L'ACTIVITÉ DE RESTAURATION SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE ET CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE - 3 RUE JULES BLAIZET

Par délibération du 28 juin 2010, le conseil municipal autorisait la signature d'un bail commercial avec la Société Auberge du Clos du Roy, représentée par Monsieur Philippe Poillot.

Il convient de rappeler que la commune avait racheté l'ensemble immobilier situé 2 place Anne Laprévôte – Rue Jules Blaizet et avait engagé un programme de travaux afin de réhabiliter ce patrimoine détérioré.

Après la réalisation de travaux tant par la ville, bailleur, que par la Société Auberge du Clos du Roy, preneur, l'activité débutait le 1^{er} septembre 2010. Par un acte de cession du 26 août 2016, cette société a finalement cédé son fonds de commerce à la Société SIMON FS qui poursuit ainsi l'exploitation de l'activité de restauration traditionnelle.

Toutefois la Société SIMON FS a contesté le bien-fondé de la créance de loyer présentée par la commune de Chenôve.

C'est une somme de 21 851,46 € HT annuelle qui est ainsi réclamée par la commune au titre des loyers impayés du 1^{er} septembre 2016 au 30 août 2017. Cette somme, compte tenu du dernier chiffre d'affaires annuel connu au 1^{er} septembre 2016, correspond au loyer plafond de 21 000 € HT augmenté du montant de la révision conformément au bail commercial.

À cette somme il convient d'ajouter les loyers pour la période courant du 1^{er} septembre 2017 à ce jour, correspondant au montant annuel de 22 129,97 € HT à proratiser sur la période considérée.

Ainsi, la Société SIMON FS entendant notamment se prévaloir d'un loyer minoré et d'une révision opérée sur un indice de référence initial plus favorable que celui retenu par la commune, a déposé une requête auprès du tribunal administratif, requête qui a été rejetée comme portée devant une juridiction incompétente.

C'est en l'état de ce dossier que la Société a proposé à la commune de renoncer à sa contestation devant les juridictions de l'ordre judiciaire, en contrepartie du rachat des locaux objets du bail commercial (désignés comme le lot 5 - Restaurant) correspondant à une surface de 186 m², ainsi que des locaux directement contigus (désignés comme le lot 6 – Logement) correspondant à une surface de 86 m².

Cette acquisition pourrait être consentie au prix du service des domaines diminué de la marge de négociation (10 %), soit 318 500 €, les frais liés à l'acte, hors frais de géomètre, étant à la charge de l'acquéreur.

La société sollicite par ailleurs une franchise de loyer de 2 600 €.

Pour le reste, le loyer serait payé à la commune conformément aux dispositions du bail commercial, et correspondrait à la période courant du 1^{er} septembre 2016 jusqu'à la levée de l'ensemble des conditions suspensives permettant la signature de l'acte authentique de cession.

Dans le respect des intérêts des deux parties, la ville et la Société SIMON FS, et après concessions réciproques telles que mentionnées ci-dessus, il est donc proposé que celles-ci règlent, à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil, les différends de toute nature dans le but d'éviter toute procédure contentieuse, longue, coûteuse et aléatoire et s'interdisent réciproquement toute action, contentieuse ou non, relative au présent litige.

Il est rappelé que la ville de Chenôve s'engagerait notamment à consentir le prix de cession et la franchise de loyer précisés ci-dessus et renoncerait à l'exercice de tout recours présent ou futur qui pourrait naître du différé des paiements des loyers objets de la transaction.

En contrepartie la Société SIMON FS accepterait de payer son loyer aux conditions exposées et renoncerait à toute demande d'annulation des titres de recettes relatifs au paiement des loyers sur la période courant du 1^{er} septembre 2016 jusqu'à la levée de l'ensemble des conditions suspensives. Elle abandonnerait, par ailleurs, irrévocablement toute demande, réclamation, instance, action ou contestation de quelque nature qu'elle soit, qu'elle ait été à ce jour formulée ou non, au titre des difficultés liées au bail commercial en particulier au loyer et à ses modalités de révision.

Vu le projet de protocole transactionnel joint à la présente délibération,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel aux conditions exposées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

ARTICLE 2 : D'autoriser la cession à la société SIMON FS ou à toute personne qu'elle se substituera conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 3 : D'autoriser plus généralement Monsieur le Maire à signer tout acte utile et à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

1 ABSTENTION :

Mme RICHARD

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. ESMONIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La société SIMON FS, SARL au capital de 150.000 €, immatriculée au RCS de Dijon sous le n° 453 628 778, dont le siège social est 13, route de Flagey Echezeaux - 21700 VOSNE-ROMANÉE, représentée par son gérant, Monsieur François SIMON, dûment mandaté par décision du

D'UNE PART

ET

La COMMUNE DE CHENOVE, 2 place Pierre Meunier - 21300 CHENOVE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2017

D'AUTRE PART

Ci-après collectivement désignées par les
« Parties »

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

La Société SIMON FS exploite une activité de restauration traditionnelle.

Par acte authentique du 26 août 2016, la société AUBERGE DU CLOS DU ROY a cédé à la Société SIMON FS son fonds de commerce de restauration bourguignonne traditionnelle exploité au 2 Place Anne Laprévote à Chenôve.

Le contrat de bail conclu par la société AUBERGE DU CLOS DU ROY avec la Commune de Chenôve le 29 décembre 2010 s'est ainsi trouvé transféré à la Société SIMON FS.

Toutefois, un litige est né entre les Parties à la suite d'une divergence d'interprétation sur le montant du loyer dû par la Société SIMON FS, la Commune calculant le loyer sur la base du bail commercial conclu le 29 décembre 2010 alors que la Société SIMON FS se prévalait de différents avenants à ce bail commercial conclus avec la société AUBERGE DU CLOS DU ROY.

La Commune de Chenôve a émis un avis de payer la somme de 21.851,46 € HT au titre des loyers du 01/09/2016 au 30/08/2017, rendu exécutoire le 10 avril 2017.

La société SIMON FS a alors contesté ce titre exécutoire devant le Tribunal administratif de Dijon qui, par ordonnance du 21 juillet 2017, s'est déclaré incompétent pour connaître de l'affaire.

S'en sont suivies des discussions entre les Parties à l'issue desquelles elles ont décidé de mettre un terme global aux différends qui les opposent en se consentant des concessions réciproques.

IL A DONC ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CESSION PAR LA COMMUNE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER

LA COMMUNE DE CHENOVE s'engage à céder à la Société SIMON FS, ou à toute personne s'y substituant, pour un montant de TROIS CENT DIX-HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (318.500,00 €), un ensemble immobilier situé 2 place Anne Laprêvotte et 3 rue Jules Blaizet à Chenôve, composé :

- Du local commercial d'une surface de 186 m², composé d'un RDC avec salle de restaurant, sanitaires et cuisine à l'arrière, accessible par la rue Jules Blaizet ; D'un R+1 avec salle de restaurant comportant un accès direct par la cour par un escalier extérieur ; De combles d'environ 25 m² et d'une cave aménagée, local commercial dans lequel la Société SIMON FS exploite actuellement son restaurant dénommé « L'Auberge du Vieux Pressoir »,
- d'un appartement à usage de logement d'une surface de 86 m² situé dans le même ensemble immobilier, composé en RDC, d'une pièce à vivre avec cuisine-salle-à manger, salle de bain, accès à la cour ; D'un R+1 avec palier, 2 chambres, salon, salle de bain et sanitaires indépendants, l'une des chambres disposant d'un accès direct à la cour intérieure ; D'un R+2 accessible indépendamment du n° 1 de la rue et directement accessible depuis la pièce à vivre, d'un grenier aménageable de l'ordre de 45 m² et d'une cave voûtée en sous-sol.

Les Parties s'engagent à signer une promesse de vente par acte notarié au plus tard le 15 janvier 2018. Ladite promesse sera assortie des conditions usuelles pour ce type de vente, et notamment d'une condition suspensive d'obtention d'un prêt bancaire par la société SIMON FS, ou toute personne qu'elle se substituerait, d'un montant de TROIS CENT TRENTE-HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (338.500,00 €) au taux de xx % sur xx années.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE SIMON FS

Au jour de la signature de la promesse visée à l'article 1^{er} ci-dessus, la Société SIMON FS s'engage à régler à la COMMUNE DE CHENOVE :

- 21.851,46 € HT au titre des loyers du 1er septembre 2016 au 31 août 2017,
- le prorata des loyers pour la période du 1^{er} septembre 2017 jusqu'au dernier jour du mois de signature de la promesse de vente, sur la base d'un loyer annuel de 22 129,97 € HT (Ex : si la promesse est signée le 21 décembre 2017, la société SIMON FS règlera les loyers du 01/09/2017 au 31/12/2017), montant duquel sera déduit une somme de 2.600,00 € HT à titre de concession au regard de la présente transaction.

Le loyer dû pour la période courant du premier jour du mois suivant le mois de signature de la promesse de vente jusqu'au jour de la réitération, sera réglé au jour de la réitération de la vente devant notaire, sur la base d'un loyer annuel de 22 129,97 € HT.

Il est expressément convenu que, dans l'hypothèse où, pour une raison indépendante de la volonté de l'une ou l'autre des parties (ou à toute partie s'y substituant) à la

présente transaction et extérieure à elle, la vente visée à l'article 1^{er} ci-dessus ne se réalisait pas, les parties recouvreraient les droits et actions dont elles disposaient avant la conclusion de cette transaction.

ARTICLE 3 - EXTINCTION DU LITIGE

Le présent protocole vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les Parties (ou toute partie s'y substituant) relatives au différend portant sur l'exécution du bail commercial et le montant des loyers tel que rappelé dans la présente transaction.

ARTICLE 4 -PORTEE DE LA TRANSACTION

Les Parties, sans que le présent protocole emporte de part et d'autre une quelconque reconnaissance de responsabilité, admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elles consentent telles que visées ci-avant, que les stipulations de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin au différend tel que rappelé dans le présent protocole.

Il est conclu conformément à l'article 2052 du Code Civil qui dispose : « Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion ».

ARTICLE 5 FRAIS

Chacune des Parties garde à sa charge les frais et honoraires de ses conseils.

ARTICLE 6 EXECUTION

Le présent protocole est établi en deux exemplaires originaux.

Après réception des deux exemplaires signés par le représentant de la Société SIMON FS, la Commune soumettra le projet de protocole au Conseil municipal du 18 décembre 2017.

Dès sa transmission au contrôle de légalité, la Commune fera retour à la Société SIMON FS d'un exemplaire du protocole dûment régularisé par ses soins.

Fait à CHENOVE, le ____

En deux exemplaires originaux.

Pour la société SIMON FS
Monsieur François SIMON

Pour la COMMUNE DE CHENOVE
Monsieur Thierry FALCONNET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_123

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CESSION D'IMMEUBLES COMPOSANT UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE LAPREVOTE

Par acquisitions successives, la commune de Chenôve s'est finalement rendue propriétaire d'un ensemble immobilier situé 2 place Anne Laprevote composé de cinq lots constituant à l'origine une copropriété :

- Lot n°2 : une cave et un atelier utilisés actuellement comme dépôt
- Lot n°3 : un bâtiment composé d'un rez de chaussée à usage d'atelier, un 1^{er} étage et une cave en sous-sol
- Lot n°4 : une cour en indivision
- Lot n°5 : divers locaux sur plusieurs niveaux utilisés pour l'exploitation d'une activité de restauration
- Lot n°6 : un appartement sur plusieurs niveaux non occupé.

Il convient de remarquer que la réunion de tous les lots entre les mains d'un même propriétaire, à savoir la commune de Chenôve, a entraîné de plein droit la disparition de la copropriété.

Compte tenu de l'absence de nouvelles perspectives d'aménagement de ces immeubles dont une partie nécessite des travaux de réfection, il a été décidé de mettre en vente cet ensemble bâti. Actuellement deux acquéreurs potentiels ont manifesté leur intérêt pour les

bâtiments anciennement désignés comme les lots 2 et 3.

Le bâtiment correspondant à l'ancien lot n°3 serait redivisé en deux parts distinctes :

- une première part (A sur le plan joint) constituée par une partie du rez-de-chaussée sur environ 57 m² et une cave située côté nord de ce rez-de-chaussée
- une seconde part (B sur le plan joint) constituée par une partie du rez-de-chaussée sur environ 73 m², de toute la partie étage sur environ 97 m² et une cave située côté Ouest de ce rez-de-chaussée.

Le prix de cession serait fixé à 15 000 € pour la partie A qui serait acquise par Monsieur et Madame Delphin TISSIER et à 45 000 € pour la partie B qui serait acquise par Monsieur et Madame Thibaut TISSIER, les frais liés à l'acte étant à la charge de ces acquéreurs.

Par ailleurs, Monsieur et Madame Thibaut TISSIER se porteraient acquéreurs du lot n°2, d'une surface hors cave d'environ 113 m², pour un montant de 70 000 €, les frais liés à l'acte étant à leur charge.

Préalablement à cette cession, il convient de procéder à une division parcellaire. Les frais de géomètre seraient à la charge de la commune.

Compte tenu de la multiplicité des propriétaires sur un même ensemble immobilier, ledit ensemble se trouvera régi par le statut de la copropriété. En conséquence, la commune prendra à sa charge l'élaboration d'un règlement de copropriété et de tous documents ainsi que les formalités corrélatives.

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'article L2241-1 du code des collectivités territoriales,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser les deux cessions d'une part, à Monsieur et Madame Delphin TISSIER, d'autre part à Monsieur et Madame Thibaut TISSIER conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés correspondants, et en particulier tous documents d'urbanisme telles que les pièces utiles à la division,

ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR
1 ABSTENTION :
Mme RICHARD
1 NE PREND PAS PART AU VOTE :
M. ESMONIN

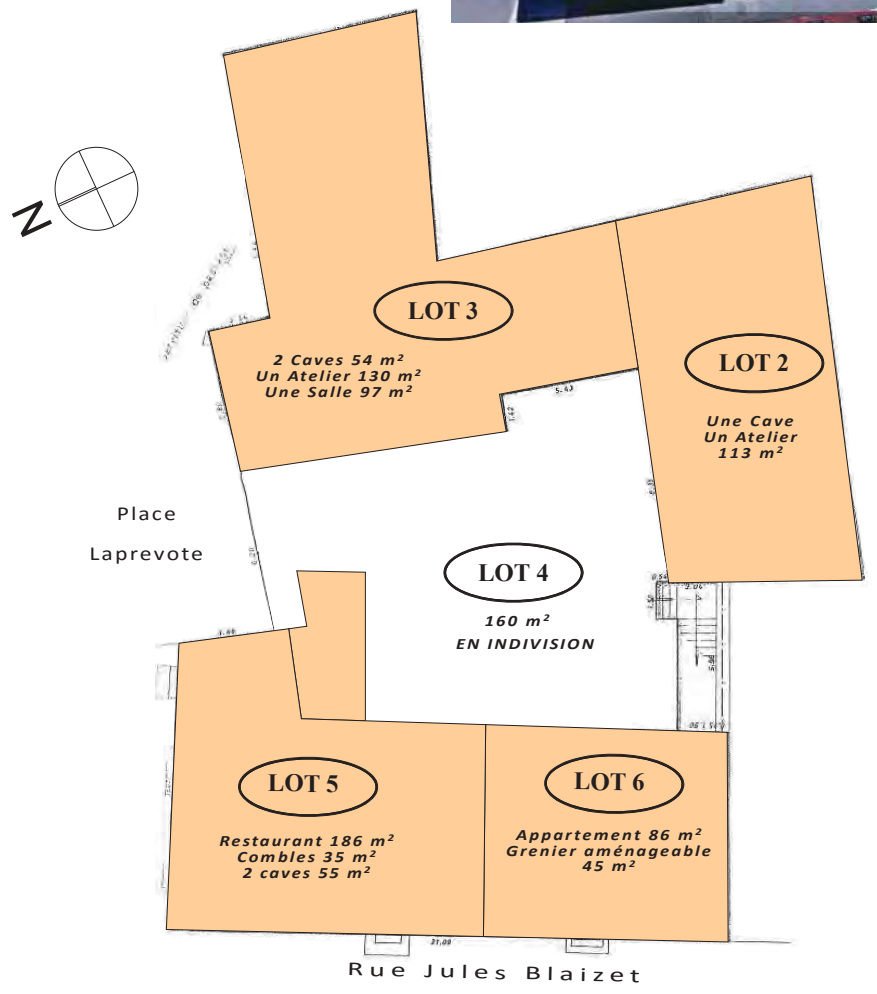
Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

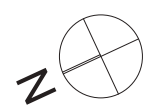
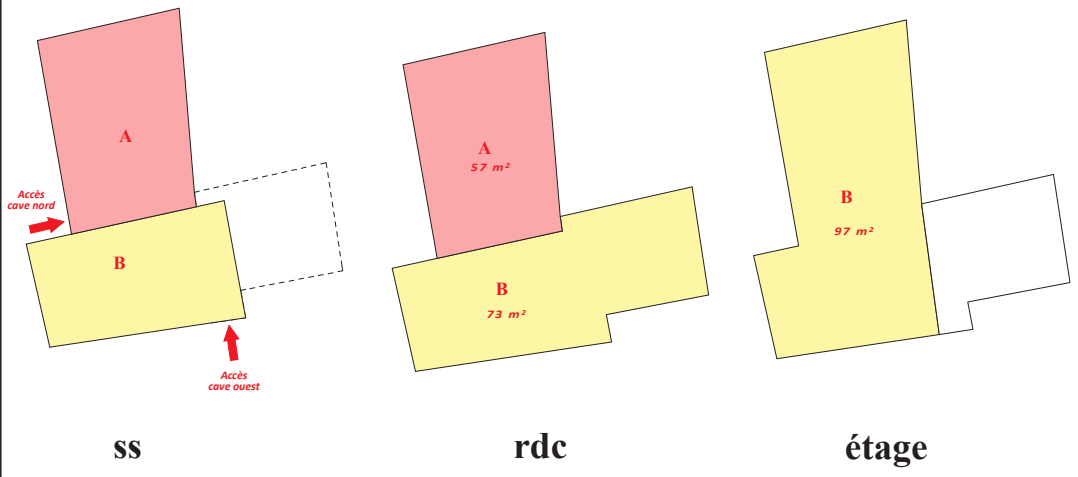
Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

2 Place Laprevote Plan des Lots



2 Place Laprevote Détail du lot 3

- A : cave + rdc Lot 3
- B : cave + rdc + étage Lot 3



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_124

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CÈDRE, CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES DE CHENÔVE : INFORMATION

Après quatre saisons d'exploitation, le fonctionnement du Cèdre de Chenôve s'est stabilisé et son activité fortement diversifiée. Cette diversité d'activités nécessite un règlement intérieur rappelant les règles de bonne utilisation de cet établissement.

Ce document définit les conditions d'utilisation du Cèdre, la typologie des manifestations pouvant être organisées, les modalités d'attribution et de location. Le présent règlement intérieur est applicable aux usagers du Cèdre, centre culturel et de rencontres de la commune de Chenôve.

Vu le règlement du Cèdre joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du règlement intérieur du Cèdre qui fera l'objet d'un arrêté de Monsieur le Maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Règlement Intérieur du Cèdre, Centre culturel et de rencontres de Chenôve

Adopté par délibération en date du 18 décembre 2017

SOMMAIRE

Contenu

SOMMAIRE	2
PREAMBULE.....	4
Le Cèdre est un établissement recevant du public de 2 ^{ème} catégorie de type L, R, X, W, PS.....	4
Chapitre 1 : Conditions générales d'accès	5
Article 1 : Descriptif du Cèdre	5
Article 2 : Accès aux usagers	5
Article 2.1 : Le bâtiment	5
Article 2.2 : Locaux soumis à autorisation.....	5
Article 2.3 : Accès à l'Esplanade de la République	6
Article 3 : Activités organisées au sein du Cèdre.....	6
Article 4 : Respect des lieux.....	6
Article 5 : Action de promotion, distribution de tracts et prospectus	6
Article 6 : Droit à l'image – Propriété intellectuelle.....	6
Article 7 : Vidéoprotection	6
Chapitre 2 : Mise à disposition à titre gratuit ou onéreux des locaux du Cèdre.....	7
Article 8 : Principes relatifs à la mise à disposition des locaux	7
Article 9 : Personnel chargé de la mise à disposition des locaux du Cèdre	7
Article 10 : Responsabilité des usagers du Cèdre.....	7
Article 11 : Utilisation du Wi-Fi.....	8
Chapitre 3 : Sécurité	8
Article 12 : Consignes de sécurité	8
Article 13 : Vérification du contenu des sacs des usagers	9
Article 14 : Niveau de pression acoustique	9
Article 15 : Accès au gril technique	9
Article 16 : Locaux techniques, raccordements électriques	9
Article 17 : Engins de manutention	10
Chapitre 4 : Interdictions au sein du Cèdre.....	10
Article 18 : Produits et objets dangereux.....	10
Article 19 : Appareils bruyants et téléphones portables.....	10
Article 20 : Aliments et boissons	10
Article 21 : Interdiction de fumer et vapoter	10

Chapitre 5 : Respect du règlement intérieur du Cèdre	10
Article 22 : Sanctions	10
Article 23 : Suggestions – réclamations.....	10

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur est applicable aux usagers du Cèdre, centre culturel et de rencontres de la commune de Chenôve. Toute personne entrant sur le site doit se conformer au présent règlement intérieur, ainsi qu'aux normes en vigueur.

Le Cèdre est un établissement recevant du public de 2^{ème} catégorie de type L, R, X, W, PS.

Le présent règlement intérieur est mis à disposition à l'accueil du Cèdre, ainsi que sur les sites internet de la commune de Chenôve (www.ville-chenove.fr) et du Cèdre (www.cedre.ville-chenove.fr).

Chapitre 1 : Conditions générales d'accès

Article 1 : Descriptif du Cèdre

Le Cèdre comprend :

- En sous-sol : un parking ;
- Au rez-de-chaussée : un hall d'entrée, un bar, une cuisine, des vestiaires, WC, une salle modulable, espace de dégagement, parterre de la salle de spectacle comprenant un gradin rétractable et deux baignoires chacune ;
- Au premier étage : le premier balcon de la salle de spectacle (, des loges, la Direction des Affaires Culturelles (bureaux administratifs, bureaux et zones de stockage de la régie technique),
- Au deuxième étage : le conservatoire à rayonnement communal de Musique et de Danse (bureaux administratifs, ateliers de danse moderne et classique, studios de répétition, une bibliothèque parthèque), des bureaux affectés aux associations en résidence, deux salles de danse, des vestiaires, WC ainsi que des zones de stockage.

La capacité des salles du Cèdre est précisée dans le procès-verbal de la commission intercommunale de sécurité.

Article 2 : Accès aux usagers

Article 2.1 : Le bâtiment

Le Cèdre est ouvert :

- aux heures affichées à l'entrée du bâtiment,
- aux heures spécifiques à chaque manifestation.

Toute personne présente en dehors des horaires précisés ci-dessus devra être autorisée par la commune (agents de la commune, artistes, techniciens, producteurs, organisateurs, tourneurs professionnels...).

Toute personne assistant aux concerts, spectacles ou autres manifestations publiques doit être en possession d'un billet payant ou d'une invitation et, le cas échéant, respecter la numérotation des places.

L'usage du téléphone portable est interdit dans les salles durant les concerts, spectacles ou autres manifestations publiques.

L'accès est strictement interdit, sauf autorisation écrite et préalable :

- aux animaux à l'exception des chiens accompagnant les déficients visuels,
- à tout moyen de transport.

Article 2.2 : Locaux soumis à autorisation

Seules les personnes bénéficiant d'une autorisation écrite et préalable pourront accéder aux locaux de services, de stockage, techniques, aux réserves, aux loges et au parking souterrain.

Article 2.3 : Accès à l'Esplanade de la République

Seuls les agents de la commune de Chenôve sont habilités à retirer les bornes du parvis. Le stationnement est formellement interdit sur l'Esplanade de la République ainsi que la circulation de tout véhicule motorisé.

Article 3 : Activités organisées au sein du Cèdre

Le Cèdre, centre culturel et de rencontres est destiné à accueillir :

- des concerts et spectacles programmés dans le cadre des diverses saisons culturelles,
- des cours, auditions et spectacles du conservatoire à rayonnement communal de musique et de danse,
- des associations en résidence,
- des cours et galas, de danse,
- des spectacles programmés par les tourneurs professionnels,
- des colloques, conférences et séminaires,
- des expositions,
- des projections cinéma,
- et toute autre manifestation conforme à la destination du Cèdre.

Article 4 : Respect des lieux

Les usagers doivent respecter les installations du Cèdre, notamment la propreté et ainsi que les abords du bâtiment.

Notamment, tout document (flyers, tracts, etc.), toute signalétique et toute décoration doivent être retirés, à l'issue de l'utilisation du Cèdre.

Article 5 : Action de promotion, distribution de tracts et prospectus

Toute action de promotion, de distribution de tracts ou prospectus, tout sondage d'opinion et interviews à l'intérieur de l'établissement doit faire l'objet d'une autorisation écrite et préalable de la commune de Chenôve.

Article 6 : Droit à l'image – Propriété intellectuelle

Toute photographie, tout enregistrement visuel ou sonore devra faire l'objet d'une demande auprès de la commune de Chenôve puis d'une autorisation écrite et préalable afin de garantir les droits à l'image et de propriété intellectuelle.

Les usagers lorsqu'ils font partie du public d'une manifestation au sein du Cèdre sont susceptibles d'être photographiés ou filmés.

Article 7 : Vidéoprotection

Le public est informé que Le Cèdre est équipé d'un système de vidéoprotection avec enregistrement. Pour toute question concernant le fonctionnement ce dispositif, les usagers peuvent s'adresser à : Commune de Chenôve, Service Informatique, 2 place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE.

Chapitre 2 : Mise à disposition à titre gratuit ou onéreux des locaux du Cèdre

Article 8 : Principes relatifs à la mise à disposition des locaux

La commune de Chenôve se réserve une priorité d'utilisation du Cèdre principalement pour :

- l'organisation de ses événements culturels ;
- l'organisation des réunions publiques et cérémonies municipales ;
- les travaux et interventions techniques.

La commune de Chenôve pourra accorder l'utilisation d'une salle du Cèdre à titre gratuit, à toute association à but non lucratif lorsque celle-ci organise une manifestation qui concoure à la satisfaction d'un intérêt général. Pour autant, les frais indispensables à la sécurité (notamment agents de sécurité, service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) sont facturés au bénéficiaire.

Toute demande de mise à disposition de salle devra être adressée par écrit à Monsieur le Maire à l'adresse suivante : Commune de Chenôve, 2 place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE, au plus tard 6 mois avant la date souhaitée.

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux du Cèdre est tenu de respecter et de faire respecter le présent règlement pendant toute la durée d'utilisation des lieux.

Article 9 : Personnel chargé de la mise à disposition des locaux du Cèdre

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition bénéficiera du personnel suivant :

- Un régisseur d'accueil chargé de coordonner l'implantation et de veiller à la conformité des installations avec la réglementation en vigueur. En aucun cas, le régisseur d'accueil ne sera chargé du montage des installations,
- Un agent relevant de la Direction des Affaires Culturelles chargé de veiller au bon déroulement administratif du dossier et notamment à l'état des lieux entrant.

Les agents de placements chargés de l'orientation du public et du vestiaire font l'objet d'une facturation.

Les frais indispensables à la sécurité (notamment agents de sécurité, service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) sont facturés au bénéficiaire.

Article 10 : Responsabilité des usagers du Cèdre

En aucun cas, la commune de Chenôve ne peut voir sa responsabilité recherchée en cas de dommages causés aux biens par suite d'événements naturels tels que des intempéries (pluie, gel, neige, inondations, etc.) ou par des tiers.

La commune de Chenôve décline toute responsabilité, même dans le cadre des manifestations qu'elle organise, en cas de dommages causés par des personnes présentes dans les locaux du Cèdre ou par les objets dont elles sont propriétaires ou sous leur garde, ainsi que toutes détériorations, tous accidents et vols de toute nature qui pourraient être commis dans les locaux du Cèdre. Etant précisé que cette disposition s'applique notamment pour les vestiaires du Cèdre.

La circulation et le stationnement de véhicules autorisés dans le parking souterrain du Cèdre ont lieu sous la responsabilité exclusive et aux risques et périls du propriétaire du véhicule.

Article 11 : Utilisation du Wi-Fi

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux du Cèdre peut solliciter un accès à une connexion Wi-Fi sur le site du Cèdre sur son propre matériel informatique.
Chaque détenteur de cette connexion s'engage à respecter les règles de bon usage des supports informatiques, en s'interdisant tout chargement ou consultation illicites.

Aucune assistance informatique n'est assurée en dehors des horaires de la mairie qui sont de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

La commune de Chenôve ne sera pas tenue pour responsable des dysfonctionnements de quelle que nature que ce soit ou de surcoût.

En cas de dysfonctionnement ou de panne, il ne pourra être procédé à aucun dédommagement.

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux du Cèdre souhaitant une connexion Wi-Fi se verra remettre un identifiant et un mot de passe par le personnel du Cèdre. Ces codes d'identification sont personnels et hors du commerce. Ils ne peuvent être cédés ou transmis à un tiers à titre gratuit ou onéreux. Ils ne peuvent être modifiés que par le personnel du Cèdre.

L'utilisateur est le seul responsable de l'usage qui pourrait être fait de ses codes d'identification. L'utilisateur s'engage en cas de perte, de vol ou de toute utilisation non autorisée ou de toute atteinte à la sécurité, y compris la confidentialité, de ses codes d'identification à en informer immédiatement le Cèdre.

Chapitre 3 : Sécurité

Article 12 : Consignes de sécurité

Les usagers du Cèdre doivent se conformer aux instructions du personnel du Cèdre (agents de la commune de Chenôve, service de sécurité et service de sécurité incendie), qui a notamment pour missions d'assurer les interventions nécessaires en cas d'incident, d'accident, de violences, d'évacuation du bâtiment ainsi que l'application du présent règlement.

Il est interdit :

- de gêner ou d'empêcher l'accès aux moyens, mobiles ou fixes de lutte contre l'incendie (extincteurs, etc.),
- d'occulter de quelque manière que ce soit les issues de secours clairement signalées ou de gêner leur accès,
- d'introduire tout produit inflammable (gaz, liquides, feux d'artifice etc.), fumigène sans autorisation écrite et préalable de la commune de Chenôve,

Les usagers du Cèdre sont tenus de respecter les normes en vigueur notamment celles relatives à la réglementation incendie des ERP (classement au feu des décors, permis d'utilisation des effets spéciaux, etc.).

Le déclenchement des alarmes incendies ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité.

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux du Cèdre est réputé avoir pris connaissance des consignes de sécurité, avoir constaté l'emplacement des systèmes de secours, avoir repéré les itinéraires ainsi que les sorties d'évacuation et s'engage à respecter toutes les prescriptions en matière de sécurité.

Article 13 : Vérification du contenu des sacs des usagers

Les usagers du Cèdre pourront faire l'objet, à l'entrée du bâtiment, de contrôle du contenu de leur sac. En cas de refus du contrôle, l'accès au bâtiment pourra être refusé par le Maire ou son représentant.

Article 14 : Niveau de pression acoustique

En aucun endroit, accessible au public, le niveau de pression acoustique ne doit dépasser le niveau moyen et le niveau de crête fixés par les normes en vigueur.

Article 15 : Accès au gril technique

Seules les personnes nominativement autorisées par la commune de Chenôve sont habilitées à accéder au gril et notamment à accrocher du matériel sur la structure et à déambuler sur le gril. L'accès à cette zone réservée, implique le respect des consignes spécifiques affichées à l'entrée et notamment :

- interdiction d'accès lorsque du personnel ou du public est présent sous le gril ;
- port des E.P.I adaptés ;
- attache des outils ;
- vidage des poches et des accessoires susceptibles de tomber à travers le gril.

En cas de litige concernant le poids total admissible sur la structure de la salle, la commune de Chenôve se réserve le droit d'interdire un montage et de faire intervenir un organisme de contrôle agréé, aux frais du bénéficiaire.

Article 16 : Locaux techniques, raccordements électriques

Seules les personnes bénéficiant d'une autorisation écrite et préalable pourront accéder aux locaux techniques du Cèdre.

Les raccordements électriques sur les alimentations fixes ou temporaires sont exclusivement effectués par du personnel formé, habilité et autorisé par la commune de Chenôve.

Tout démontage ne peut intervenir avant que le dernier spectateur ait quitté la salle.

Article 17 : Engins de manutention

Seuls les conducteurs ayant une autorisation nominative délivrée par la commune de Chenôve sont habilités à utiliser les engins de manutentions mis à disposition au Cèdre.

Chapitre 4 : Interdictions au sein du Cèdre

Article 18 : Produits et objets dangereux

Sont interdits et seront donc confisqués par le personnel de sécurité, tout objet ou tout produit pouvant représenter un danger pour autrui (couteau, bombe lacrymogène, objet tranchant, substances explosives, inflammables ou volatiles, feux d'artifice, fumigènes...) et tout objet pouvant servir de projectile (bouteilles avec bouchon...).

Article 19 : Appareils bruyants et téléphones portables

Sont interdites l'utilisation d'appareils bruyants (radio, baladeurs, instruments de musique...), des téléphones portables et toute manifestation bruyante susceptible d'entraîner une gêne pour autrui.

Article 20 : Aliments et boissons

Il est interdit d'introduire des boissons alcoolisées au sein du Cèdre.

Il est interdit d'introduire des aliments et des boissons au sein de la salle de spectacle du Cèdre.

Article 21 : Interdiction de fumer et vapoter

Il est interdit de fumer dans toute l'enceinte du bâtiment mais également de vapoter dans les locaux accueillant du public et dans les lieux de travail fermés et couverts à usage collectif.

Chapitre 5 : Respect du règlement intérieur du Cèdre

Article 22 : Sanctions

Tout usager ne respectant pas le présent règlement pourra être exclu du Cèdre et ce sans remboursement de billet, et le cas échéant faire l'objet de poursuites judiciaires.

Etant précisé que le non-respect de l'article 14 du présent règlement entraîne l'application d'une sanction pécuniaire définie par décision du Maire.

Article 23 : Suggestions – réclamations

Toute suggestion ou réclamation sera adressée par écrit à Monsieur le Maire à l'adresse suivante : Commune de Chenôve, 2 place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_125

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONCOURS DE NOUVELLES

La bibliothèque municipale souhaite mettre en place un concours de nouvelles, adressé aux publics adolescents et adultes, au cours du premier semestre 2018. En lien avec la résidence de Nathalie NOVI dans le cadre du Contrat Territoire Lecture de la Métropole, le thème retenu est « Gens du voyage ». Un règlement sera établi, précisant les modalités de participation.

Le jury, constitué de Monsieur le Maire, Madame l'adjointe à la Culture, Monsieur le Directeur des Affaires culturelles, de bibliothécaires et de trois usagers de la bibliothèque effectuera une sélection des meilleures créations selon les critères suivants :

- Adéquation avec le thème,
- Qualité littéraire,
- Originalité,
- Inventivité.

Le jury procédera ensuite à l'établissement d'un palmarès, il ne pourra y avoir plus de 3 lauréats. Chaque lauréat recevra un livre, dont la valeur ne pourra pas excéder 40 €.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'organisation du concours de nouvelles par la bibliothèque François Mitterand, et de doter ce concours de récompenses aux auteurs lauréats du concours de nouvelles aux conditions précisées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme RICHARD

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_126

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GESTION D'ÉQUIPEMENTS ET D'ESPACES PUBLICS ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET DIJON MÉTROPOLÉ

Dijon Métropole exerce sur l'ensemble du territoire des vingt quatre communes membres, la compétence « création, aménagement et entretien de voirie », comprenant notamment l'éclairage public, et ce depuis le 1^{er} janvier 2015.

Une partie de l'espace public et des équipements présents sur le territoire de la commune de Chenôve se répartit donc entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole.

Ainsi, dans un objectif de gestion efficiente de ces compétences et missions, et conformément à l'article L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Chenôve et Dijon Métropole souhaitent organiser la gestion technique de certains de ces espaces et équipements de manière cohérente et optimisée.

À cet effet, une convention de gestion d'équipements et d'espaces publics serait conclue entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole, pour une durée d'un an à compter de sa notification après transmission au contrôle de légalité, et renouvelable chaque année par tacite reconduction.

S'agissant des modalités financières,

Pour les années 2016 – 2017, Dijon Métropole ayant supporté toutes les dépenses liées à la gestion de l'entretien et de la maintenance de l'éclairage public communal, la commune de Chenôve rembourserait à Dijon Métropole dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

Ainsi, la commune de Chenôve rembourserait à Dijon Métropole la maintenance des 203 points lumineux communaux soit 4 771,00 € HT annuels non actualisés et les dépenses d'énergie selon un prorata fixé à 7 % du total des puissances constatées sur une année, compte tenu des points lumineux communaux.

Pour la durée courant du 1er janvier 2018 au 30 novembre 2019 - terme du marché conclu entre Dijon Métropole, la Commune de Chenôve et le groupement d'entreprises CITELUM / BOUYGUES ENERGIE & SERVICES - Dijon Métropole continuerait d'assurer le suivi des missions réalisées par ce groupement d'entreprises et la commune de Chenôve procéderait directement au paiement des prestations réalisées par le groupement, dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

À compter du 1^{er} décembre 2019, la commune de Chenôve pourrait adhérer au marché public lancé par la centrale d'achats de Dijon Métropole. Alors, Dijon Métropole continuerait d'assurer le suivi des missions réalisées par le prestataire, titulaire du marché, et la commune de Chenôve procéderait directement au paiement des prestations réalisées par le titulaire, dans les conditions définies à la convention annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention de gestion d'équipements et d'espaces publics entre la commune de Chenôve, membre de Dijon Métropole, et Dijon Métropole annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de gestion d'équipements et d'espaces publics entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole, dans les conditions précisées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**Convention de gestion d'équipements et d'espaces publics
entre la Commune de Chenôve, membre de Dijon Métropole,
et Dijon Métropole**

Entre

La Commune de Chenôve, sise 2 place Pierre Meunier 21300 CHENOVE, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2017,

ci-après désignée Commune de Chenôve

ET

Dijon Métropole, sise 40, avenue du Drapeau - CS 17510 - 21075 Dijon Cedex, représentée par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du Bureau Communautaire en date du 22 septembre 2016,

ci-après désignée Dijon Métropole

ci-après désignées ensemble « les Parties ».

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5217-7 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Côte d'Or du 17 septembre 2014 portant extension de compétences de la Communauté d'agglomération dijonnaise et son arrêté du 22 septembre 2014 portant extension de compétences de la Communauté d'agglomération dijonnaise au 25 septembre 2014 ;

Vu le décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la Métropole dénommée « Dijon Métropole » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

PRÉAMBULE

La Communauté d'agglomération dijonnaise s'est transformée en Communauté urbaine au 1er janvier 2015 puis en Métropole depuis le 28 avril 2017.

Dijon Métropole assure désormais dans ce cadre, sur l'ensemble du territoire des 24 communes-membres, l'exercice de la compétence « création, aménagement et entretien de voirie », laquelle inclut également l'ensemble des compétences et missions dites « accessoires de la voirie » (éclairage public de la voirie, propreté urbaine, espaces verts accessoires de voirie etc.).

Dans ce contexte, une partie de l'espace public et des équipements est répartie, juridiquement, entre la Commune et la Métropole, selon les compétences transférées à l'une et les compétences conservées par l'autre.

En pratique sur le terrain, il s'agit par exemple d'espaces et d'équipements contigus les uns aux autres, voire en superposition les uns par rapport aux autres, dont les gestions peuvent être similaires.

Dans ce cadre, dans un objectif de gestion efficiente de ces compétences et missions, la Commune et Dijon Métropole souhaitent organiser la gestion technique de certains de ces espaces et équipements de manière cohérente et optimisée.

La convention est conclue dans le cadre de l'article L.5217-7 du code général des collectivités territoriales qui prévoit d'une part, la possibilité pour une Métropole de confier à l'une de ses communes membres la gestion d'un service qui relève de sa compétence, d'autre part, la possibilité pour une commune membre d'une Métropole de confier à cette dernière la gestion d'un service relevant de sa compétence.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Commune de Chenôve confie à Dijon Métropole, la gestion des services suivants afférents à la compétence communautaire « création, aménagement et entretien de voirie » :

- ✧ l'entretien et la maintenance de l'éclairage public communal,

Il est convenu entre les Parties que la convention ne porte que sur les dépenses de fonctionnement afférentes aux différents services concernés.

Dijon Métropole s'engage à assurer la continuité du service public dans le cadre de la gestion confiée, qu'il assurera sous sa responsabilité pendant la durée de la convention.

ARTICLE 2 - DURÉE

La convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa notification, après transmission au contrôle de légalité.

Pour 2016, les Parties conviennent que la Commune de Chenôve remboursera à Dijon Métropole l'ensemble des dépenses effectuées par cette dernière dans ce cadre depuis le 1^{er} janvier 2016.

La convention sera renouvelée chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation par la Commune de Chenôve ou Dijon Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au plus tard avant son expiration à l'autre partie.

La convention pourra également être résiliée par anticipation à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, dans les cas et conditions définies à l'article 12.

ARTICLE 3 - MODALITÉS D'ORGANISATION DES MISSIONS ET SERVICES CONCERNÉS

Dijon Métropole exerce les missions faisant l'objet de la présente convention, telles que définies à l'article 1, au nom et pour le compte de la Commune de Chenôve.

Dijon Métropole s'engage à respecter la législation, la réglementation, et de manière générale l'ensemble des normes applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Dijon Métropole s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui seront confiées.

Les missions qui seront exercées par Dijon Métropole pour le compte de la Commune de Chenôve dans le cadre de la présente convention s'appuieront notamment sur :

- les moyens matériels de Dijon Métropole nécessaires à leur exercice ;
- les éventuels contrats passés par Dijon Métropole pour leur exercice ;
- les éventuelles prestations assurées en régie par Dijon Métropole pour leur exercice.

Dijon Métropole reconnaît disposer des moyens nécessaires à l'exercice de la gestion des services confiés.

Dijon Métropole assure la gestion de l'ensemble des éventuels contrats en cours afférents aux services et missions qui lui sont confiés. Les éventuels co-contractants de Dijon Métropole seront informés que celle-ci intervient pour le compte de la Commune de Chenôve.

Dans le cas où le matériel serait trop vétuste pour être réparé, un devis sera sollicité au nom de la Commune de Chenôve afin que celle-ci finance le renouvellement sur son budget en section d'investissement. Dans l'attente du renouvellement de l'équipement, Dijon Métropole ne pourra être tenue responsable d'un dysfonctionnement prolongé de l'éclairage public.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE GESTION DES SERVICES ET PERSONNELS

Au terme de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, Dijon Métropole demeure employeur du personnel, qui assure la gestion des missions et services objets de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de Dijon Métropole.

ARTICLE 5 - MODALITÉS PATRIMONIALES

La Commune de Chenôve autorise, le cas échéant, Dijon Métropole à utiliser les biens meubles et immeubles communaux nécessaires à l'exercice des missions objets de la présente.

Sur le territoire de la commune de Chenôve à la date du 5 janvier 2017, le parc de points lumineux est défini comme suit :

Nombre d'armoires métropolitaines : 56
Nombre de points lumineux métropolitains : 2 115
Nombre de points lumineux communaux : 203

Le tarif pour la maintenance des points lumineux communaux est 4 771,00 € HT annuel non actualisé.

La puissance installée sert de base pour le remboursement de l'énergie. La commune de Chenôve remboursera un prorata fixé à 7 % du total des puissances constatées sur une année, compte tenu des points lumineux communaux.

ARTICLE 6 - MODALITÉS FINANCIÈRES, COMPTABLES ET BUDGÉTAIRES

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, ~~Dijon Métropole~~ interviendra pour le compte de la Commune de Chenôve, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

Dans ce cadre, plusieurs cas de figure sont susceptibles de se présenter en fonction des modalités de gestion de l'éclairage public communal, comme communautaire, sur le territoire de la Commune de Chenôve.

Dans un premier temps, à court terme, en fonction des modalités actuelles de gestion de l'éclairage public sur le territoire des différentes communes de l'agglomération, deux cas de figure sont susceptibles de se présenter :

- soit la prise en charge directe et totale par Dijon Métropole, pour le compte de la Commune, des services et missions objets de la présente convention, via notamment des contrats/marchés passés directement par Dijon Métropole avec un/des prestataire(s), avec refacturation à la Commune à l'euro l'euro (article 6.1.) ;
- soit la persistance d'anciens contrats/marchés publics que la Commune avait conclus avant la transformation du Grand Dijon en Communauté urbaine, et qu'elle a ensuite conservés ou partiellement transférés à Dijon Métropole (article 6.2.).

Dans un second temps, Dijon Métropole a l'intention de mettre en place un marché public « global » accessible aux communes-membres de la Métropole par le biais de la centrale d'achats et intégrant entre autres la maintenance de l'éclairage public. **Dans ce contexte, la convention prévoit des dispositions spécifiques à l'article 6.3. qui se substitueront, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux dispositions des articles 6.1. et 6.2.**

Dans le cas de la Commune de Chenôve, les parties conviennent d'appliquer l'article 6.1 pour les années 2016 et 2017 et l'article 6.2 pour les années 2018-2019.

6.1. Pour les années 2016-2017 - Cas dans lequel le(s) service(s) objet(s) de la convention sont intégralement pris en charge par Dijon Métropole, avec remboursement de ce dernier par la Commune de Chenôve

6.1.1. Rémunération

L'exécution par Dijon Métropole des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention, telles que décrites à l'article 1, ne donne lieu, hors remboursement des dépenses effectuées dans les conditions décrites ci-après, à aucune rémunération.

6.1.2. Modalités de remboursement par la Commune de Chenôve des dépenses effectuées par Dijon Métropole

6.1.2.1. Périmètre des dépenses effectuées par Dijon Métropole pour le compte de la Commune de Chenôve

Dijon Métropole supporte toutes les dépenses liées à l'exécution des missions confiées par la Commune de Chenôve dans le cadre de la convention, y compris les impôts, taxes et autres redevances associés, ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les cas où la réglementation l'impose.

6.1.2.2. Conditions financières du remboursement

La Commune de Chenôve remboursera Dijon Métropole la charge des dépenses réalisées par cette dernière, dans les conditions définies ci-dessous, compte tenu notamment :

- des prix définis et fixés dans les marchés publics ;

- des équipements pris en charge au nom et pour le compte de la Commune de Chenôve ;
- des demandes particulières de la Commune de Chenôve (interventions en supplément des prestations de base, modification(s) dans le fonctionnement et l'organisation du service, etc.) ;

Les montants seront refacturés sur la base du coût et de l'indexation du/des marché(s) conclu(s) par Dijon Métropole avec les prestataires.

Dans l'hypothèse où le coût réellement supporté par Dijon Métropole s'écarte sensiblement de ces montants, les Parties conviennent de se réunir en vue d'étudier l'opportunité d'une actualisation de ces montants par voie d'avenant.

La demande de remboursement sera fondée sur le titre de recettes accompagné d'un état récapitulatif détaillant le coût des opérations qui sera signé par l'ordonnateur et le comptable public de Dijon Métropole.

Tout intérêt moratoire dû par Dijon Métropole pour défaut de paiement dans les délais restera à sa charge et ne fera l'objet d'aucune refacturation à la Commune de Chenôve.

6.1.2.3. Délais de remboursement

Les Parties s'entendent pour procéder aux remboursements de la manière suivante :

- soit un remboursement semestriel par la Commune de Chenôve, le titre de recettes et l'ensemble des pièces justificatives nécessaires devant être transmis par Dijon Métropole :

- **au plus tard le 31 juillet de chaque année N** pour le remboursement des dépenses mandatées par Dijon Métropole entre le 1er janvier et le 30 juin N ;
- **au plus tard le 15 janvier N+1** pour le remboursement des dépenses mandatées par Dijon Métropole entre le 1er juillet N et le 31 décembre N.

- soit, si Dijon Métropole le souhaite, un unique remboursement annuel par la Commune de Chenôve, le titre de recettes et l'ensemble des pièces justificatives nécessaires devant être transmis par Dijon Métropole **au plus tard le 15 janvier N+1** pour le remboursement de l'ensemble des dépenses mandatées par cette dernière entre le 1er janvier N et le 31 décembre N.

6.1.3. Imputations comptables

6.1.3.1. Imputations comptables utilisables par Dijon Métropole

Sauf avis contraire du comptable public ou de la Direction Générale des Finances Publiques :

- les dépenses effectuées par Dijon Métropole pour le compte de la Commune de Chenôve seront imputées sur leurs natures comptables « habituelles » (comptes de classe 6 adaptés) ;
- les remboursements de Dijon Métropole par la Commune de Chenôve au titre des dépenses précédemment évoquées sont imputées à l'article comptable 70875, à l'exception des éventuelles dépenses de personnel imputées à l'article 70845 ;
- les éventuelles recettes encaissées par la Commune de Chenôve pour le compte de Dijon Métropole seront imputées sur leurs natures comptables « habituelles » (comptes de classe 7 adaptés) ;
- le reversement par la Commune de Chenôve à Dijon Métropole desdites recettes sera imputé à l'article comptable 62875.

6.1.3.2. Imputations comptables utilisables par la Commune de Chenôve

Les remboursements de Dijon Métropole par la Commune de Chenôve seront imputés par cette dernière sur les articles comptables des comptes de classe 6 adaptés à l'objet de la dépense.

Les éventuels reversements de recettes par Dijon Métropole à la Commune de Chenôve seront imputés par ce dernier sur les articles comptables des comptes de classe 7 adaptés à l'objet de la recette.

6.1.4. Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

Conformément à la législation et à la réglementation applicables en matière de FCTVA, permettant désormais d'envisager la récupération de la TVA par ce biais pour certaines dépenses de fonctionnement, seule la Commune de Chenôve, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation sur les dépenses réalisées dans le champ de la convention.

En conséquence, les dépenses réalisées par Dijon Métropole pour le compte de la Commune de Chenôve dans le cadre de la convention seront remboursées toutes taxes comprises par cette dernière.

La Commune de Chenôve fera ensuite son affaire, le cas échéant, de la récupération du FCTVA au titre des dépenses effectuées par Dijon Métropole pour son compte.

6.2. Pour les années 2018 - 2019 - Paiement direct du prestataire par la Commune de Chenôve

Suite à l'avenant n° 4 du marché n° ST2009005, conclu entre Dijon Métropole, la Commune de Chenôve et le groupement d'entreprises CITELUM / BOUYGUES ENERGIE & SERVICES, il convient pour la durée courant du 1^{er} janvier 2018 au 30 novembre 2019 de procéder comme suit :

- le coût des prestations appliqué sera celui prévu par les conditions du marché initialement conclu par la Commune de Chenôve (ou par le syndicat d'électrification dont celle-ci était membre) ;
- la facturation des prestations sera adressée directement à la Commune de Chenôve par le(s) prestataire(s), cette dernière procédant ensuite directement au règlement de ce dernier.

Dijon Métropole assurera quant à lui le suivi des missions réalisées et certifiera les interventions réalisées par le prestataire sur la période définie.

6.3. A compter du 1^{er} décembre 2019 - Paiement direct du prestataire par la Commune de Chenôve

Au terme des marchés en cours, qu'ils soient communaux ou communautaires, les dispositions, selon les cas de l'article 6.1. ou de l'article 6.2., ne seront plus applicables, Dijon Métropole ayant pour objectif de mettre en place un marché public spécifique dans le cadre de la centrale d'achats, accessible à l'ensemble des communes-membres de Dijon Métropole, et intégrant notamment la maintenance de l'éclairage public, que ce dernier soit communal ou communautaire.

Il est convenu entre les Parties que la Commune de Chenôve pourra adhérer à ce marché public selon les conditions de services et financières prévues par celui-ci.

Dès lors, les relations entre Dijon Métropole et la Commune de Chenôve seront régies par les règles suivantes :

- Dijon Métropole restera responsable du service et donc du suivi et de la validation de l'ensemble des prestations de maintenance d'éclairage public dans un souci d'optimisation de la gestion du service ;
- le coût des prestations appliqué sera celui prévu par les conditions du futur marché public, Dijon Métropole certifiant les interventions réalisées par le prestataire ;
- la facturation des prestations réalisées, sera adressée à la Commune de Chenôve directement par le prestataire pour la part communale de l'éclairage public, la Commune de Chenôve prenant en charge ensuite directement le règlement de la facture au futur prestataire.

ARTICLE 7 - INFORMATION ET COORDINATION

Aux fins d'une bonne coordination entre les Parties, la Commune de Chenôve pourra se rapprocher Dijon Métropole afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention.

De manière générale, Dijon Métropole s'engage à communiquer à la Commune de Chenôve tout document ou toute pièce justificative sollicitée par cette dernière.

ARTICLE 8 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Dans le cadre de la présente convention, Dijon Métropole est substituée à la Commune de Chenôve en cas d'accidents ou de dommages causés pendant l'exécution des services. Il devra être couvert par une assurance garantissant tous les dommages causés aux tiers (Dommages matériels, corporels, immatériels...).

La Commune de Chenôve devra néanmoins être assurée pour tous les dommages qui lui incomberaient en vertu des règles de droit commun.

Les parties seront considérées comme tiers entre eux.

La Commune de Chenôve donne autorisation à Dijon Métropole pour intervenir sur son territoire.

Les véhicules et engins utilisés lors de l'exécution des services devront impérativement être assurés en responsabilité automobile comme l'exige la loi.

De même, Dijon Métropole se prémunira contre toute mise en cause de sa responsabilité civile, administrative, pénale et celle de ses représentants en tant qu'autorité compétente dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - SUBSTITUTION DANS LES DROITS ET OBLIGATIONS EN COURS

Dijon Métropole est substituée à la Commune de Chenôve dans tous ses droits et obligations relatifs à l'objet de la convention.

ARTICLE 10 - MODIFICATION

Les modifications de la présente convention feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 - LITIGES ET ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE

Les Parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échecs des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au Tribunal administratif de Dijon, compétent en la matière.

ARTICLE 12 - RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention pourra également prendre fin dans les cas suivants :

- la résiliation amiable entre Dijon Métropole et la Commune de Chenôve, celle-ci pouvant intervenir à tout moment pendant la durée de la convention ;
- la résiliation par l'une ou l'autre des Parties à la présente convention en cas d'inexécution des obligations essentielles de son cocontractant ;
- la résiliation par l'une ou l'autre des Parties à la présente convention pour un motif d'intérêt général.

Dans les deux derniers cas, un préavis de trois mois, notifié au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

Le Maire de la Commune de Chenôve, le Président de Dijon Métropole, ainsi que le(s) Adjoint(s) au Maire de la Commune de Chenôve et les Vices-Présidents de Dijon Métropole compétents en la matière, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la convention.

Fait à Dijon, le
(en deux exemplaires)

Pour Dijon Métropole,

Pour la Commune de Chenôve

Le Président,
Monsieur François REBSAMEN

Le Maire,
Monsieur Thierry FALCONNET

Notifiée le

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_127

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N° 4 DU MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'ÉCLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE SIGNALISATION TRICOLORE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIÈRE DES MONUMENTS ET BÂTIMENTS AVEC FOURNITURE D'ÉNERGIE ET RECONSTRUCTION DES ÉQUIPEMENTS

La commune de Chenôve a notifié le 19 novembre 2009 le marché n°ST2009005, au groupement d'entreprises CITELUM – BOUYGUES ENERGIE & SERVICES, relatif à l'exécution de prestations de maintenance et d'exploitation des installations d'éclairage public, d'éclairage sportif, d'illuminations festives, de signalisation tricolore lumineuse et de mise en lumière des monuments et bâtiments avec fourniture d'énergie et reconstruction des équipements pour une durée de 10 ans.

Par un avenant n° 1 du 8 juillet 2010 et un avenant n° 2 du 7 juillet 2011, les parties se sont entendues pour notamment modifier le poste Energie, pour ajuster les montants entre les différents postes, et pour préciser les pièces du marché.

À compter du 1er janvier 2015, le Grand Dijon est devenu Communauté Urbaine du Grand Dijon entraînant un transfert de compétences notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire : création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, parcs et aires de stationnement.

Par un avenant n° 3 des 5 août 2015 et 18 septembre 2015, les parties ont arrêté la répartition des prestations du marché entre le Grand Dijon et la commune de Chenôve comme suit :

- La commune de Chenôve conserve les prestations d'illuminations et celles relatives à l'éclairage public situées hors périmètre de transfert de compétences,
- Le Grand Dijon se voit transférer les autres prestations du marché.

Il convient désormais qu'un avenant n° 4 (joint à la présente délibération) prenne acte de la réorganisation des prestations du marché, à savoir :

- la répartition entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole du nombre d'armoires et de points lumineux présents sur le territoire de la commune,
- les modifications du programme de reconstruction générant des économies d'énergie,
- les ajouts au bordereau de prix unitaires s'agissant des postes « Dépannages » et « Reconstruction »,
- les modifications des postes « Entretien et illuminations » et « Dépannages » et corrélativement la diminution de la rémunération totale du titulaire,

L'avenant n° 4 préciserait également :

- les modalités de remboursement de l'avance versée par la commune de Chenôve conformément à la réglementation des marchés publics,
- la modification des indices de révisions.

Cet avenant entrerait en vigueur à compter de sa notification au titulaire.

Vu le projet d'avenant joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 4 au marché public susvisé dans les conditions précisées ci-dessus, ainsi que toutes modifications de détails ne modifiant pas son économie,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 20/12/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

ANNEXE 1 : "Planning de travaux réalisés G6 RECONSTRUCTION + MEV" - Annexe du Marché "FU-Tableau rue par rue " modifié

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Annulé le 20/12/2017

SLO

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

Voies	Travaux réalisés					
	Montant (€HT) base Marché	Energie économisée (kWh)	Luminaire avant	Luminaire après	Luminaire supprimés	Supports renovés
Année 2016						
Rue Olympe de Gouges	9 103,20 €	-1 516,99 €	6	5	- 0	0
Rue Edouard Estaunié	20 418,00 €	-9 472,04 €	17	17	-	0
Rue Georges Sand	76 553,00 €	-33 373,80 €	63	62	- 0	0
Impasse Prosper Gallois	28 487,50 €	-13 929,48 €	25	25	-	0
Bld Maréchal Leclerc	22 395,80 €	-11 834,97 €	30	30	-	-
Rue Jean Jaurès	10 679,50 €	-5 128,49 €	13	13	-	-
Rue du Stade	5 868,00 €	-3 644,03 €	8	8	-	-
Rue Léon Gambetta	7 733,70 €	-3 550,49 €	9	9	-	-
Rue Léon Gambetta bis	9 296,00 €	-3 900,25 €	7	7	-	0
Place Pierre Meunier (abords Mairie Nord)	19 464,26 €	-5 653,13 €	14	12	- 0	0
Rue Georges Sand SUITE	3 260,16 €	-1 667,47 €	3	3	-	0
					-	
CUMULS 2016 €HT non révisé	213 259,12 €	-93 671,14 €	0	0	- 0	0
Année 2015						
Rue Edouard Hériot	24 686,20 €	-4 355,76 €	15	15	-	0
Rue de Longvic (tranche 2)	41 670,40 €	-16 837,38 €	49	47	- 0	0
Rue Paul Langevin	12 246,60 €	-14 128,76 €	31	18	- 0	-
Bld Edouard Branly	5 910,00 €	-4 107,67 €	11	10	- 0	-
Rue du 11 septembre	14 166,60 €	-7 125,38 €	24	24	-	-
Parking Clos du Roy + la rue Pierre Curie	8 884,70 €	2 212,45 €	1	7	0	0
Parking du clos du roy .complément	4 690,70 €	536,84 €	2	4	0	0
Rue Louis Curel	13 976,40 €	-11 810,57 €	22	22	-	-
Boulevard des Valendons	3 007,60 €	-2 948,58 €	6	5	- 0	-
Rond point de la solidarité	4 644,80 €	-10 737,00 €	8	8	-	-
Impasse Henri Marc (Leds)	7 785,20 €	-1 146,89 €	6	6	-	0
Stade Léo Lagrange	5 538,50 €	-1 870,00 €	5	5	-	0
Rond point Jean Moulin	3 979,80 €	-11 672,00 €	4	3	- 0	0
Rue Raymond Bougeot	4 854,00 €	-3 213,00 €	10	9	- 0	-
Square Gambetta	1 647,80 €	-211,48 €	1	1	-	0
Lotissement 12 rue de Marsannay	1 663,40 €	-1 212,00 €	2	2	-	-
Parking centralité	14 562,00 €	3 253,60 €	0	8	0	0
maréchal de l'attre de Tassigny complément	410,50 €					
Illuminations		-24 242,00 €				
CUMULS 2015 €HT non révisé	174 325,20 €	-109 615,58 €	0	0	- 0	0
Année 2014						
Avenue des droits de l'Homme (3)	12 544,70 €	-4 717,72 €	21	11	- 0	0
Rue Germinal	13 724,40 €	-5 661,26 €	24	12	- 0	0
Rue Prairéal	14 868,10 €	-6 133,04 €	26	13	- 0	0
Chemin des Ecoles	5 718,50 €	-2 928,24 €	10	5	- 0	0
Square des grands crus	4 430,80 €	-455,50 €	4	4	-	0
Rue Léon Gambetta	6 216,56 €	715,79 €	0	2	0	0
Rue du Muguet	2 573,00 €	-943,54 €	2	2	-	0
Rue des Pervenches	12 868,00 €	-4 717,72 €	10	10	-	0
Rue des tulipes	19 302,00 €	-5 581,96 €	15	15	-	0
Rue des Roses	11 581,20 €	-3 349,17 €	9	9	-	0
Rue des Violettes	9 007,60 €	-2 604,91 €	7	7	-	0
Rue Alexis Piron	4 208,16 €	-1 358,38 €	2	2	-	0
Rue Renan	4 430,80 €	-1 643,07 €	4	4	-	0
Bibliothèque Mitterrand	22 854,10 €	2 371,06 €	0	11	0	-
Boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny	14 467,90 €	-1 659,34 €	5	6	0	0
Illumination rond point Clos du Roy	6 557,40 €	-1 008,62 €	4	4	-	-
Rue Général Giraud	8 852,32 €	-276,56 €	4	4	-	0
Plaine Gambetta	10 019,10 €	-463,64 €	3	6	0	0
marechal de l'attre de tassigny complément 1	2 213,08 €	-276,56 €	1	1	-	0
marechal de l'attre de tassigny complément 2	593,70 €					
Illuminations		-8 584,00 €				

CUMULS 2014 €HT non révisé	187 031,42 €	-49 276,37 €	0	0	0	0
-----------------------------------	---------------------	---------------------	----------	----------	----------	----------

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Année 2013

Rue de Longvic	21 956,10 €	-8 402,42 €	34,00 €	25,00 €	-9,00 €	9,00 €
Lotissement Rue de Marsannay	8 736,10 €	1 089,96 €	0,00 €	7,00 €	7,00 €	7,00 €
Lotissement Rue Ernest Renan	11 377,74 €	-370,10 €	4,00 €	7,00 €	3,00 €	4,00 €
Avenue des droits de l'Homme	12 580,70 €	-5 189,49 €	22,00 €	11,00 €	-11,00 €	11,00 €
Avenue du 14 Juillet	78 774,10 €	-28 993,64 €	130,00 €	77,00 €	-53,00 €	56,00 €
Allée Floréal	10 290,60 €	-4 245,95 €	18,00 €	9,00 €	-9,00 €	9,00 €
Allée Prairial/Marsannay	3 376,40 €	130,14 €	2,00 €	3,00 €	1,00 €	3,00 €
Jardins familiaux - Quartier Clos du Roy	3 084,50 €	488,04 €	0,00 €	3,00 €	3,00 €	
Avenue des droits de l'Homme (suite)	13 724,40 €	-5 661,26 €	24,00 €	12,00 €	-12,00 €	12,00 €
Carrefour Gay Lussac	11 222,40 €	-4 941,41 €	6,00 €	6,00 €	0,00 €	6,00 €
Rond Point Clos du Roy - Marsannay	6 459,40 €	-951,68 €	6,00 €	3,00 €	-3,00 €	3,00 €
Face avant du Batiment Helene Boucher	6 103,52 €	-1 626,80 €	4,00 €	4,00 €	0,00 €	4,00 €
Arbre du Liban	1 903,00 €	-5 661,26 €	24,00 €	12,00 €	-12,00 €	0,00 €
Bibliothèque dépose de 2 luminaires	G3		2,00 €	0,00 €	-2,00 €	0,00 €
Parking, dépose 1 luminaire C29	G3		1,00 €	0,00 €	-1,00 €	
Bâtiment Berlioz dépose 1 ouvrage	G3		1,00 €	0,00 €	-1,00 €	
Palissy dépose ouvrage C60-105	G3	-1 061,00 €	1,00 €	0,00 €	-1,00 €	
Illuminations		-9 550,00 €				
CUMULS 2013 €HT non révisé	189 588,96 €	-74 946,87 €	279,00 €	179,00 €	-100,00 €	124,00 €

Année 2012

Rénovation 8 armoires	10 113,40 €					
Dépose de 3 ouvrage au 99 de la rue Marsannay						
Boulevard Palissy	109 463,60 €	-58 902,36 €	131,00 €	131,00 €	0,00 €	0,00 €
Rue Armand Thibaud	24 393,80 €	-2 375,13 €	8,00 €	8,00 €	0,00 €	8,00 €
Prises illum. Rues Armand Thibaud et Marsannay	1 950,00 €					
Dépose 2 ouvrages 150W n°C44-121 & C44-122		-1 358,38 €				
G3 :dépose Prioritec C56-104 + C56-139 (G3)	G3	-3 578,96 €		-2,00 €		
G3 :Dépose des ouvrages 22504 et 03028 (G3)	G3	-943,54 €		-2,00 €		
G3: Vieux Pressoirs et Place Pierre Séward	G3	-6 149,30 €		-9,00 €		
Carrefour de feux Guillot Gambetta Jean Jaures	38 237,30 €	-14 104,00 €				
Illuminations		-9 124,00 €				
CUMULS 2012 €HT non révisé	184 158,10 €	-96 535,67 €	0	0	-	0

Année 2011

Rue Messidor	34 275,00 €	-14 502,92 €	59,00 €	30,00 €	-29,00 €	30,00 €
Rue Fructidor	18 299,20 €	-7 751,70 €	32,00 €	16,00 €	-16,00 €	16,00 €
Rue Brumaire	2 287,40 €	-1 203,83 €	4,00 €	2,00 €	-2,00 €	2,00 €
Rue Thermidor	9 113,60 €	-3 542,36 €	15,00 €	8,00 €	-7,00 €	8,00 €
Avenue Roland Carraz	136 221,40 €	-73 161,26 €	148,00 €	148,00 €	0,00 €	0,00 €
Rue Olympe de Gouges	3 057,40 €	268,42 €	0,00 €	3,00 €	3,00 €	0,00 €
Régul carrefourSalengro Longvic	7 107,00 €					
Dépose rue de Marsannay	196,20 €	-1 403,12 €	3,00 €	0,00 €	-3,00 €	
Avoir sur facture F70	-8 196,96 €					
Régul révision facture F79/80	-790,18 €					
Avoir Roland Carraz	-6,53 €					
G3 : Rue Armand Thibaut - dépose Prioritec		-1 789,48 €		-2,00 €		
G3 11CH20 Dépose 5 Prioritec		-8 947,40 €		-2,00 €		
G3 11CH21 Dépose Ouvrages C50-226 +227		-1 358,38 €		-9,00 €		
G3 : dépose C17-119 - navette 31		-679,19 €				
G3 : navette 32 - C38-104		-239,95 €				
Rénovation armoires	8 196,96 €					
Régul rénovation armoires	11 492,00 €					
Carrefour Bougeot / Leclerc	39 848,60 €	-12 825,00 €				
Illuminations		-8 105,00 €				
CUMULS 2011 €HT non révisé	261 101,09 €	-135 241,17 €	261,00 €	194,00 €	-54,00 €	56,00 €

Année 2010

Rue H Bazin 1	2 322,40 €	-3 143,79 €	25	25	-	-
Bd Henri Bazin 2	4 423,38 €	113,88 €	4	6	0	0
Rue du G. Giraud	14 515,00 €	113,88 €	4	6	0	0
Rue Paul Charton	27 753,60 €	-8 101,46 €	17	17	-	-
Rue Jean Moulin		-6 015,09 €	29	29	-	-
Rue Maxime Guillot	25 903,60 €	-14 279,24 €	31	31	-	-
Rue de Marsannay	39 273,20 €	-15 125,17 €	47	47	-	-

Boulodrome du Chapitre	3 109,20 €	-605,98 €	3	4	0	0
Rue Olympe de Gouges	392,40 €	-4 075,13 €	6	0	0	-
Réseau Stade Léon Lagrange	5 252,31 €					
Rénovation de 2 armoires	1 616,60 €	-42 720,00				
Rénovation de 8 armoires	15 296,10 €					
Rénovation de 30 armoires	41 679,24 €					
C28/C29	2 120,70 €	-11 300,00			-	
Carrefour Salengro	30 735,80 €				-	
Illuminations		-5 704,00 €				
CUMULS 2010 €HT non révisé	214 393,53 €	-110 842,12 €	0	0	-	0

CUMUL GENERAL						
CUMULS 2019 €HT non révisé						
CUMULS 2018 €HT non révisé						
CUMULS 2017 €HT non révisé						
CUMULS 2016 €HT non révisé	213 259,12	- 93 671,14	195	191	- 4	124
CUMULS 2015 €HT non révisé	174 325,20	- 109 615,58	197	194	- 3	48
CUMULS 2014 €HT non révisé	187 031,42	- 49 276,37	151	128	- 23	113
CUMULS 2013 €HT non révisé	189 588,96	- 74 946,87	279	179	- 100	124
CUMULS 2012 €HT non révisé	184 158,10	- 96 535,67	139	126	-	8
CUMULS 2011 €HT non révisé	261 101,09	- 135 241,17	261	194	- 54	56
CUMULS 2010 €HT non révisé	214 393,53	- 110 842,12	166	165	- 1	5
CUMULS Hors taxes	1 423 857,42 €	- 670 128,92	1 388	1 177	- 185	478

VILLE DE CHENOVE

MARCHE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, D'ECLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE SIGNALISATION TRICOLORE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIERE DES MONUMENTS ET BATIMENTS AVEC FOURNITURE D'ENERGIE ET RECONSTRUCTION DES EQUIPEMENTS

Date : 24-nov-17

Valeur des prix : Avril 2009

BORDEREAU DE PRIX RECONSTRUCTION

DESIGNATIONS		D. P. U.	
R1	LUMINAIRES ET MATS ECLAIRAGE PUBLIC		
R1.1	DEPOSE		
R1.1.2	Depose luminaire sur support conserve	u	104,60
R1.1.3	Depose luminaire sur facade	u	104,60
R1.1.4	Depose luminaire et candelabre 4m	u	65,40
R1.1.5	Depose d'un candélabre de 5 à 10M	u	154,00
R1.1.6	Dépose de lanterne supplémentaire sur ensemble résidentiel inférieur à 5 m	u	36,00
R1.1.7	Dépose et Repose d'un luminaire existant	u	210,00
R1.1.8	Dépose de console sur support ou bras de scellement	u	40,00
R1.2	FOURNITURE ET POSE		
R1.2.1	F&P type 1 (Furyo ou Enza) 140W Cosmo sur support conserve	u	731,00
R1.2.2	F&P type 1 (Iridium) 140W Cosmo sur support conserve	u	685,20
R1.2.3	F&P type 1 250W bi puissance sur support conserve	u	685,20
R1.2.4	F&P Type 1 150W Bi puissance sur support conserve	u	685,20
R1.2.5	F&P Type 2 et 3 150W Bi puissance sur support conserve	u	476,00
R1.2.6	F&P Type 2 et 3 100W sur support conserve	u	476,00
R1.2.7	F&P Type 2 et 3 70W sur support conserve	u	476,00
R1.2.8	F&P Ens 4 m Cand & Type 6 70w	u	1198,70
R1.2.9	F&P Ens 8 m Cand & Type 7 90w Cosmo	u	1950,08
R1.2.10	F&P Luminaire type 7 60w Cosmo	u	920,38
R1.2.11	F&P Ens 10m Cand. & Type 1 140W Cosmo	u	1918,40
R1.2.12	F&P Ens 10m Cand. TC & 3 type 1 (Iridium) 140W Cosmo	u	2891,30
R1.2.13	F&P Ens 9m Cand. & type 1 (Iridium) 140W Cosmo	u	1833,40
R1.2.14	F&P Ens 9m Cand. & Type 2 et 3 150W Bi puissance	u	1578,40
R1.2.15	F&P Ens 8m Cand. & Type 2 et 3 100W	u	1120,70
R1.2.16	F&P Ens 6m Cand. & Type 2 et 3 100W	u	1016,10
R1.2.17	F&P Ens 4m Cand & type 4 100W	u	1042,30
R1.2.18	F&P Ens 4m Cand & type 4 70W	u	1042,30
R1.2.19	F&P Ens Facade & type 4 70W	u	626,40
R1.2.20	F&P Ens 4m Cand & Stela 18 leds	u	1221,40
R1.2.21	F&P Ens Facade & Stela 18 leds	u	766,30
R1.2.22	F&P Ens 4m Cand & Stela 36 leds	u	1509,40
R1.2.23	F&P Ens Facade & Stela 36 leds	u	1054,30
R1.2.24	F&P d'une console sur PBA ou d'une crosse simple sur mât existant en acier galvanisé	u	109,00
R1.2.25	&P luminaire résidentiel LED (type BUZZ, HAPILED, KAZU, TOWN, CRISTAL CITY)	u	672,30
R1.2.26	F&P luminaire fonctionnel standard LED (type MURENA, TWEET, ISARO, AMPERA MINI)	u	629,40
R1.2.27	F&P luminaire fonctionnel décoratif LED (type TECEO, WOW, AMPERA MIDI ou équivalent)	u	915,10
R1.2.28	F&P luminaire lanterne de style 4 face LED (type VALENTINO, EP145)	u	786,60
R1.2.29	F&P luminaire projecteur led type Noctis, Tempo Coreline	u	369,60
R1.2.30	F&P luminaire projecteur led type Led Line, clearflood	u	892,60
R1.2.31	F & P Candélabre acier thermolaqué cylindro conique RAL		

Envoyé en préfecture le 20/12/2017	u	297,60
Reçu en préfecture le 20/12/2017	u	417,70
Affiché le 20/12/2017	u	505,40
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE	u	598,60
	u	718,90
	u	895,50

R1.2.311	hauteur 4m		
R1.2.312	hauteur 5m		
R1.2.313	hauteur 6m		
R1.2.314	hauteur 8m		
R1.2.315	hauteur 10m		
R1.2.316	hauteur 12m		
R2	ARMOIRES ECLAIRAGE PUBLIC		
R2.1	Remplacement d'armoire poteau	u	1653,80
R2.2	Remplacement d'armoire socle	u	2762,80
R2.3	Remplacement d'armoire saillie	u	2120,70
R2.4	Remplacement d'armoire encastree	u	1505,80
R2.5	Remplacement d'armoire relais	u	1148,00
R2.6	Equipement d'armoire conservee	u	1040,80
R3	TRANCHE		
R3.1	Decoupe d'enrobe	ml	5,25
R3.2	Ouverture et remblaiement de tranchée en terrain naturel	ml	22,32
R3.3	Ouverture et remblaiement de tranchée sous trottoir	ml	35,45
R3.4	Ouverture et remblaiement de tranchée sous chaussée	ml	52,52
R3.5	PV Démolition terrain dure	m3	141,80
R3.6	Fourniture et pose sable 0/20	tonne	39,30
R3.7	Fourniture et pose TV 31,5	tonne	35,40
R3.8	Refection enrobés froid	m2	42,00
R3.9	Refection enrobés chaud	m2	55,20
R3.10	Fourniture et pose cablette 25²	ml	3,93
R3.11	Fourniture et pose foureau ø 60 + grillage	ml	2,62
R3.12	Fourniture et pose foureau ø 90 + grillage	ml	3,95
R3.13	Fourniture et pose foureau ø 110 + grillage	ml	4,09
R4	CABLES		
R4.1	TRAVAUX DE DEPOSE DE CABLE		
R4.1.1	Dépose de câble en aérien	ml	3,50
R4.1.2	Dépose de câble sur façade y compris remise en état éventuel de la maçonnerie	ml	3,90
R4.2	TRAVAUX DE POSE DE CABLE		
R4.2.1	Pose de câble en aérien	ml	4,30
R4.2.2	Pose de câble sur façade	ml	5,50
R4.2.3	Pose de câble en tranchée en gaine ou tube horizontal ou vertical	ml	2,20
R4.2.4	Tirage de câble sous fourreau existant toutes sections jusque 25 m2	ml	3,40
R4.3	FOURNITURES DE CABLE		
R4.3.1	Câble U 1000 RO 2V 3G 2.5m2 cuivre	ml	1,20
R4.3.2	Câble U 1000 RO 2V 4 x 10m2 cuivre	ml	3,90
R4.3.3	Câble U 1000 RO 2V 4x 16m2 cuivre	ml	6,30
R4.3.4	Câble torsadé 2 x 16m2 alu	ml	2,10
R4.3.5	Câble torsadé 4 x 16m 2 alu	ml	3,70
R4.3.6	Câble torsadé 2 x 25m2 alu	ml	4,10
R5	SIGNALISATION LUMINEUSE ET TRICOLERE		
R5.1	Fourniture et pose armoire 2 PORTES de commande	u	2249,60
R5.2	Fourniture, pose controleur 16l	u	6003,10
R5.3	Fourniture, pose controleur 32l	u	10016,50
R5.4	Depose armoire equipee	u	170,70
R5.5	Massif pour armoire 2 portes	u	206,40
R5.6	Etude carrefour 16l	f	267,00

R5.7	Etude carrefour 32l	f	387,00
R5.8	FOURNITURE DOSSIER CARREFOUR	f	267,00
R5.9	CONFECTION PROGRAMME	f	356,00
R5.10	CABLAGE ARMOIRE	f	238,30
R5.11	MISE EN SERVICE	f	227,60
R5.12	Depose CAISSON PIETON	u	28,50
R5.13	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 ROUGE POUR AXEL SEA	u	252,70
R5.14	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 JAUNE POUR AXEL SEA	u	252,70
R5.15	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 VERT POUR AXEL SEA	u	323,90
R5.16	Fourniture et pose repetiteur	u	398,60
R5.17	Fourniture et pose croix grecques DIODES	u	361,30
R5.18	Fourniture et pose caisson pieton SONORE	u	998,50
R5.19	Fourniture et pose de la carte sonore pour caisson de passage piéton	u	626,00
R5.20	Fourniture et pose BP pieton LUMiNEUX noir deux messages	u	247,40
R5.21	Fourniture et pose BP pieton LUMiNEUX 1 message antivandalisme	u	220,00
R5.22	Fourniture et pose BP pieton LUMiNEUX 1 message avec dispositif enclanchant la carte sonore piéton	u	236,00
R5.23	Fourniture et pose BP pieton LUMiNEUX 2 messages avec dispositif enclanchant la carte sonore piéton	u	408,00
R5.24	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 2,50 CYLINDRO CONIQUE ACIER	u	484,10
R5.25	Fourniture et pose BOITIER CLASSE 2 POTEAUX	u	60,60
R5.26	Depose et repose support+SOLIN	u	131,80
R5.27	Confection boucle 1 voie + boîte étanche	u	359,50
R5.28	Confection boucle 2 voie + boîte étanche	u	359,50
R5.29	Fourniture et pose detecteur de boucle	u	213,50
R5.30	Fourniture et pose cable 7 G 1,5	ml	3,53
R5.31	Fourniture et pose CABLETTE DE TERRE ISOLE VERT/JAUNE	ml	4,61
R5.32	ABAISSMENT DE TROTTOIR	u	622,90
R5.33	Tranchee sous trottoir	ml	106,85
R5.34	Plus value pour refection	ml	17,90
R5.35	PERCAGE ILOT SUR 2M	u	227,70
R5.36	Regard 50*50 tampon 125 kilo newton	u	247,40
R5.37	REEMPLACEMENT TAMPON TROTTOIR	u	247,50
R5.38	Regard 40*40 +Tampon 125kilo newton A LA PLACE ANCIEN FEUX	u	284,70
R5.39	Massif poteau 3,5 ou 2,50m	u	188,70
R5.40	Fourniture et pose de dalle pododactile	u	38,20
R5.41	Dépose support des feux pour voiture	u	93,80
R5.42	Dépose support caisson piéton	u	62,50
R5.43	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 2,50 CYLINDRO CONIQUE ALU	u	484,10
R5.44	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 3,50 CYLINDRO CONIQUE ALU	u	536,00
R5.45	Dépose et repose de phare tricolore	u	81,30
R5.46	Fourniture de phare tricolore complet à diodes 200 pour AXEL SEA	u	792,00
R5.47	Fourniture et pose de regard L1T + tampon 250 Kilo Newton	u	372,00
R5.48	Reprise et Câblage du contrôleur existant	u	280,00
R5.49	Dépose et Repose d'un bloc feu diam 200 existant	u	91,00
R5.50	Dépose et repose d'un répéteur existant	u	63,00
R6	MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE		
R6.1	POSE		
R6.1.1	Projecteur encastré de sol type Bibliothèque	u	156,60
R6.1.2	Projecteur encastré de sol type Chaufferie	u	158,40
R6.1.3	Projecteur encastré de sol type vieux pressoirs	u	162,90
R6.1.4	Projecteur sur facade Chaufferie, 3 tours ou 2 tours rue RENAN	u	90,00
R6.1.5	Projecteur sur facade vieux pressoir	u	97,70
R6.1.6	Coffret de protection et commande 2 tours rue RENAN ou 3 Tours	u	60,00
R6.1.7	Coffret de protection et commande Bibliothèque	u	62,60
R6.1.8	Coffret de protection et commande Chaufferie	u	63,40
R6.1.9	Coffret de protection et commande Vieux Pressoirs	u	65,20
R6.1.10	Cable en facade Chaufferie	ml	10,56
R6.1.11	Cable en facade Vieux pressoir	ml	10,86
R6.1.12	Reseau souterrain 2 tours RENAN ou 3 Tours	ml	2,00

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le 20/12/2017

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

Envoyé en préfecture le 20/12/2017	ml	2,09
Reçu en préfecture le 20/12/2017	ml	2,11
Affiché le 20/12/2017	ml	2,17
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE		

R6.1.13	Reseau souterrain Bibliothèque		
R6.1.14	Reseau souterrain Chaufferie		
R6.1.15	Reseau souterrain vieux Pressoirs		
R6.1.16	Reseau en façade 2 tours RENAN ou 3 tours	ml	30,00
R6.1.17	Raccordement sur candelabre 2 tours RENAN ou 3 tours	u	70,00
R6.1.18	Raccordement sur candelabre Bibliothèque	u	73,10
R6.1.19	Raccordement sur candelabre vieux Pressoirs	u	76,00
R6.1.20	Raccordement sur candelabre Chaufferie	u	105,60
R6.1.21	Confection boîte dérivation 2 tours RENAN ou 3 tours	u	80,00
R6.1.22	Confection boîte dérivation Bibliothèque	u	83,50
R6.1.23	Confection boîte dérivation Chaufferie	u	84,50
R6.1.24	Confection boîte dérivation Vieux Pressoirs	u	86,90
R6.1.25	F et P regard 40*40	u	400,00
R6.2	FOURNITURE		
R6.2.1	Projecteur type 1 Chaufferie	u	1351,70
R6.2.2	Projecteur type 2 Chaufferie	u	1351,70
R6.2.3	Projecteur type 3 Chaufferie	u	839,50
R6.2.4	Projecteur type 4 Chaufferie	u	1298,90
R6.2.5	Projecteur type 5 Chaufferie	u	686,40
R6.2.6	Projecteur type 6 Chaufferie	u	813,10
R6.2.7	Projecteur type 1 Bibliothèque	u	1153,60
R6.2.8	Projecteur type 2 Bibliothèque	u	1153,60
R6.2.9	Projecteur type 1 Vieux pressoirs	u	1248,90
R6.2.10	Projecteur type 2 Vieux pressoirs	u	1064,30
R6.2.11	Projecteur type 3 Vieux pressoirs	u	868,80
R6.2.12	Projecteur type 4 Vieux pressoirs	u	162,90
R6.2.13	Projecteur type 5 Vieux pressoirs	u	162,90
R6.2.14	Projecteur type 1 2 Tours Renan	u	1927,00
R6.2.15	Projecteur type 1 3 Tours Renan	u	1910,00
R6.2.16	Coffret de protection et commande 2 tours RENAN ou 3 tours	u	520,00
R6.2.17	Coffret de protection et commande Bibliothèque	u	542,90
R6.2.18	Coffret de protection et commande Chaufferie	u	549,10
R6.2.19	Coffret de protection et commande Vieux Pressoirs	u	564,70
R6.2.20	Cable 3G4 U1000 R2V	ml	0,80
R6.2.21	Cable 3G6 U1000 R2V	ml	1,35
R6.2.22	Cable 3G2.5 U1000 R2V	ml	0,63
R6.2.23	Ferrure support 2 tours RENAN et Chaufferie	u	61,88
R6.2.24	Ferrure support 3 tours	u	77,00
R6.3	GENIE CIVIL		
R6.3.1	Tranche, fourreau 2 tours RENAN ou 3 tours	ml	30,00
R6.3.2	Tranche, fourreau Bibliothèque	ml	31,32
R6.3.3	Tranche, fourreau Chaufferie	ml	31,68
R6.3.4	Tranche, fourreau sous pavé	ml	32,58
R6.3.5	Dépose repose Pavé	m²	65,20
R6.3.6	Fourniture et pose regard 40 x 40 2 tours RENAN et 3 tours	u	400,00
R6.3.7	Fourniture et pose regard 40 x 40 Bibliothèque	u	417,60
R6.3.8	Fourniture et pose regard 40 x 40 Chaufferie	u	422,40
R6.3.9	Fourniture et pose regard 40 x 40 vieux Pressoirs	u	434,40
R6.4	DIVERS		
R6.4.1	Mise en service et essai 2 tours RENAN	f	1000,00
R6.4.2	Mise en service et essai 3 tours	f	1015,00
R6.4.3	Mise en service et essai Bibliothèque	f	1056,00
R6.4.4	Mise en service et essai Chaufferie	f	1063,50
R6.4.5	Mise en service et essai Vieux Pressoirs	f	1086,30
R7	CREATION ECLAIRAGE TERRAIN D'HONNEUR		

R7.1	ETUDE DE SOL ET INGENIEUR BETON	f	6250,00
R7.2	TRANCHEE	ml	31,25
R7.3	REGARD	u	500,00
R7.4	CABLETTE	ml	4,00
R7.5	CABLE 4X16²	ml	7,38
R7.6	FOURREAU Ø110	ml	4,38
R7.7	MAT + 10 PROJO.	u	25500,00
R7.8	MASSIF	u	5625,00
R7.9	ARMOIRE PIED DE MAT	u	3500,00
R7.10	ARMOIRE DE COMMANDE	u	5625,00
R7.11	REGLAGE ET MISE EN SERVICE	f	2500,00
R8	DIVERS		
R8.1	Dépose de PBA	u	600,00
R8.2	Fouille et confection de massif béton pour candélabre <5m	m3	211,20
R8.3	Fouille et confection de massif béton pour candélabre de 5 à 10m	m3	384,00
R8.4	Fouille et confection de base béton pour candélabre de 10 à 12m	m3	462,50
R8.5	Pose de protection mécanique sur remontée (chevilles et vis comprises)	u	130,00
R8.6	Confection d'une remontée aéro-souterraine sur façade ou support (câble compris)	ml	116,70
R8.7	Fourniture et pose de connecteur de branchement pour réseau	u	23,00

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

VILLE DE CHENOVE

MARCHE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, D'ECLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE SIGNALISATION TRICOLEURE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIERE DES MONUMENTS ET BATIMENTS AVEC FOURNITURE D'ENERGIE ET RECONSTRUCTION

Date : 24-nov-17

Valeur des prix : Avril 2009

BORDEREAU DE PRIX DEPANNAGES

N°	DESIGNATIONS	U	P.U. €
D1	TRAVAUX DE DEPOSE		
D1.1	Démolition des maçonneries	m3	84,50
D1.2	Démolition de béton	m3	138,30
D1.3	Dépose de candélabres de moins 5m y compris le transport de mise à la décharge ou stockage	u	53,00
D1.4	Dépose de candélabres de 5 à 10 m y compris le transport de mise à la décharge ou stockage	u	154,00
D1.5	Dépose de candélabres de 10 à 12 m y compris le transport de mise à la décharge ou stockage	u	169,00
D1.6	Dépose de lanterne	u	36,00
D1.7	Dépose de console sur support ou sur bras de scellement	u	40,00
D1.8	Dépose de coffret d'appareillage ou boîte de dérivation	u	36,00
D1.9	Dépose de câble en aérien y compris enroulement sur bobine et transport en dépôt	ml	3,50
D1.10	Dépose de câble porteur	ml	1,50
D1.11	Dépose de câble sur façade y compris remise en état éventuel de la maçonnerie	ml	3,90
D1.12	Dépose de câble en tranchée en gaine ou tube horizontal ou vertical	ml	1,80
D1.13	Dépose d'un PBA	u	600,00
D2	TRAVAUX DE TERRASSEMENT		
D2.1	Ouverture et fermeture de tranchée à la main en terrain naturel 0,30m x 0,30m	ml	55,20
D2.2	Ouverture et fermeture de tranchée à la main en trottoir terre battue 0,30m x 0,30m	ml	45,50
D2.3	Ouverture et fermeture de tranchée à la main en trottoir pavé 0,30m x 0,30m y compris remblai en sable jusqu'à -15 cm sous le niveau du trottoir	ml	75,40
D2.4	Ouverture et fermeture de tranchée à la main en trottoir enrobé y compris remblai en matériaux incompressibles jusqu'à -18cm sous le niveau du trottoir	ml	85,60
D2.5	Ouverture et fermeture de tranchée en chaussée pavée 0,30m x 0,30m et remblai en matériaux incompressibles sur 0,20m et mise en place de grave laitier sur 0,35m	ml	115,70
D2.6	Ouverture et fermeture de tranchée en chaussée tarmacadam 0,30m x 0,80m y compris remblai en matériaux incompressibles sur 0,40m puis mise en place de grave laitier sur 0,35m	ml	123,20
D2.7	Ouverture et fermeture de tranchée en chaussée béton 0,30m x 0,80m y compris remblai en matériaux incompressibles sur 0,40m puis mise en place de grave laitier sur 0,35m	ml	147,20
D2.8	Fouille pour sondage	m3	276,80
D2.9	Fourniture et mise en œuvre de sable par couche de 0,20m	m3	65,50
D2.10	Réfection de trottoir pavé naturel, béton, brique ou dalle comprenant fourniture et la mise en œuvre de 5cm de sable, la pose du matériau et son fichage	m2	61,70
D2.11	Réfection de trottoir tarmacadam : comprenant la fourniture et la mise en œuvre de 0,15m de grave laitier et 0,03m d'enrobés 0/6 porphyre	m2	28,80
D2.12	Réfection de chaussée pavée naturel, béton ou briques : comprenant la fourniture et la mise en œuvre de 0,10m de sable et pose du matériau avec fichage	m2	69,60
D2.13	Réfection de chaussée tarmacadam : comprenant fourniture et mise en œuvre de 0,05m d'enrobés 0/10 porphyre	m2	50,90
D2.14	Réfection de chaussée béton : comprenant la fourniture de 0,1Dm de béton à 350kg	m2	58,80
D2.15	Fouille et confection de massif béton pour candélabre <5m	m3	211,20
D2.16	Fouille et confection de massif béton pour candélabre de 5 à 10m	m3	384,00
D2.17	Fouille et confection de base béton pour candélabre de 10 à 12m	m3	462,50
D3	TRAVAUX DE POSE		
	Les prix comprennent la main d'œuvre, les engins élévateurs, la reprise de branchement et l'essai dans les fournitures (sauf bande grasse et tiges de scellement)		
D3.1	Pose de candélabres < 5m	u	70,00
D3.2	Pose de candélabres entre 5 et 10m	u	148,00
D3.3	Pose de candélabres de 10 à 12m	u	162,00
D3.4	Pose de candélabres > 12m	u	246,00

D3.5	Pose de lanterne	u	54,00
D3.6	Remplacement de vasque ou de miroir	u	24,00
D3.7	Pose de câble en aérien	ml	4,35
D3.8	Pose de câble sur façade	ml	5,50
D3.9	Pose de câble en tranchée en gaine ou tube horizontal ou vertical	ml	2,20
D3.10	Tirage de câble sous fourreau existant toutes sections jusque 25 m2	ml	3,40
D3.11	Pose de protection mécanique sur remontée (chevilles et vis comprises)	u	130,00
D3.12	Confection d'une remontée aère-souterraine sur façade ou support	ml	116,70
D3.13	Connecteur de branchement pour réseau EP ou confection de branchement (1 foyer]	u	23,00
D4	TRAVAUX DE FOURNITURE ET POSE		
D4.1	Fourniture et pose de console sur bras de scellement	u	70,00
D4.2	Confection d'ancrage pour câble aéro porté (fourniture comprise)	u	52,00
D4.3	Fourniture et pose de piquet de terre	u	90,00
D4.4	Fourniture et pose de câble de terre	u	11,00
D4.5	Fourniture et pose de coffret classe 2 en pied de candélabre :		
D4.5.1	a) petit modèle	u	45,00
D4.5.2	b) grand modèle	u	61,00
D4.6	Fourniture et pose de coupe circuit unipolaire toutes séries	u	21,00
D4.7	Fourniture et pose de coupe circuit tétrapolaire toutes séries	u	48,00
D4.8	Fourniture et pose de portillon de candélabre alu :		
D4.8.1	a) petit modèle	u	71,00
D4.8.2	b) grand modèle	u	90,00
D4.9	Fourniture et pose de PVC pour remplacement provisoire de portillon	u	26,00
D4.10	Fourniture et pose de niche de boîte souterraine	u	209,00
D4.11	Fourniture et pose de boîte souterraine :		
D4.11.1	a) pour câble < 10m 2	u	158,00
D4.11.2	b) pour câble > 10m 2	u	178,00
D4.12	Fourniture et pose d'horloge astronomique	u	607,00
D4.13	Fourniture et pose de fusibles toutes séries	u	24,00
D4.14	Fourniture et pose de grillage avertisseur	ml	1,70
D4.15	Fourniture et pose de gaine janolène 50/60	ml	3,80
D4.16	Fourniture et pose d'étiquette pour numérotage de candélabre et armoire de commande y compris le marquage	u	16,00
D4.17	Fourniture et pose d'une crosse standard	u	150,00
D5	REEMPLACEMENT DE MATERIEL		
	Les prix comprennent la fourniture, la dépose de l'élément défectueux, la pose, la reprise de branchement et l'essai		
D5.1	Lanterne type 1, équipée en		
D5.1.1	a) 140 w CPOT	u	550,00
D5.1.2	b) 250 w SHP	u	500,00
D5.1.3	c) 150 w SHP	u	500,00
D5.2	Lanterne type 2, équipée en		
D5.2.1	a) 250 w SHP	u	320,00
D5.2.2	b) 150 w SHP	u	300,00
D5.2.3	c) 100 w SHP	u	300,00
D5.2.4	c) 70 w SHP	u	300,00
D5.3	Lanterne type 3, équipée en		
D5.3.1	a) 150 w SHP	u	300,00
D5.3.2	b) 100 w SHP	u	300,00
D5.3.3	c) 70 w SHP	u	300,00
D5.4	Lanterne type 4, équipée en		
D5.4.1	a) 100 w SHP	u	490,00
D5.4.2	b) 70 w SHP	u	480,00
D5.5	Lanterne de style équipée en		
D5.5.1	a) 150 w SHP	u	480,00
D5.5.2	b) 100 w SHP	u	460,00
D5.5.3	c) 70 w SHP	u	450,00
D5.6	Lanterne type 6 équipée en		
D5.6.1	a) 70w SHP ou IM		630,00
D5.7	Lanterne type 7 équipée en		
D5.7.1	a) 60w Cosmo		650,00
D5.7.2	b) 90w Cosmo		715,00
D5.8	Lanterne Leds		

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

D5.8.1	Stela 18 Leds	u	576,00
D5.8.2	Stela 36 Leds	u	864,00
D5.8.3	F&P luminaire résidentiel LED (type BUZZ, HAPILED, KAZU, TOWN, CRISTAL CITY)	u	672,30
D5.8.4	F&P luminaire fonctionnel standard LED (type MURENA, TWEET, ISARO, AMPERA MINI)	u	629,40
D5.8.5	F&P luminaire fonctionnel décoratif LED (type TECEO, WOW, AMPERA MIDI ou équivalent)	u	915,10
D5.8.6	F&P luminaire lanterne de style 4 face LED (type VALENTINO, EP145)	u	786,60
D5.8.7	F&P luminaire projecteur led type Noctis, Tempo Coreline	u	369,60
D5.8.8	F&P luminaire projecteur led type Led Line, clearflood	u	892,60
D6	FOURNITURES		
D6.1	Câble U 1000 RO 2V 3G 2.5m2 cuivre	ml	1,20
D6.2	Câble U 1000 RO 2V 4 x 10m2 cuivre	ml	3,90
D6.3	Câble U 1000 RO 2V 4x 16m2 cuivre	ml	6,30
D6.4	Câble torsadé 2 x 16m2 alu	ml	2,10
D6.5	Câble torsadé 4 x 16m 2 alu	ml	3,70
D6.6	Câble torsadé 2 x 25m2 alu	ml	4,10
D6.7	Candélabre acier cylindro conique		
D6.7.1	a) hauteur 3.5 m	u	280,00
D6.7.2	b) hauteur 4 m	u	330,00
D6.7.3	c) hauteur 5 m	u	370,00
D6.7.4	d) hauteur 6 m	u	460,00
D6.7.5	e) hauteur 7 m	u	540,00
D6.7.6	f) hauteur 8 m	u	592,00
D6.7.7	g) hauteur 9 m	u	646,00
D6.7.8	h) hauteur 10 m	u	953,00
D6.7.8.1	F & P Candélabre acier thermolaqué cylindro conique RAL		
D6.7.8.1.1	hauteur 4m	U	297,60
D6.7.8.1.2	hauteur 5m	U	417,70
D6.7.8.1.3	hauteur 6m	U	505,40
D6.7.8.1.4	hauteur 8m	U	598,60
D6.7.8.1.5	hauteur 10m	U	718,90
D6.7.8.1.6	hauteur 12m	U	895,50
D7	INTERVENTIONS		
	Les prix comprennent la main d'œuvre, le déplacement et le véhicule de transport		
D7.1	Main d'œuvre classification N 4 chef d'équipe hautement qualifié	h	71,00
D7.2	Main d'œuvre classification N3 chef d'équipe	h	63,00
D7.3	Main d'œuvre classification N2 monteur hautement qualifié	h	42,00
D7.4	Main d'œuvre classification N1P2 ouvrier spécialisé	h	37,00
D7.5	Main d'œuvre classification N1 P1 ouvrier	h	32,00
D7.6	Engin élévateur de 5 à 17 m avec chauffeur	h	90,00
D7.7	Engin élévateur de 17 à 22 m avec chauffeur	h	105,00
D8	TRAVAUX SIGNALISATION TRICOLEURE		
D8.1	Fourniture et pose armoire 2 PORTES de commande	u	2249,60
D8.2	Fourniture, pose controleur 16l	u	6003,10
D8.3	Fourniture, pose controleur 32l	u	10016,50
D8.4	Depose armoire equipee	u	170,70
D8.5	Massif pour armoire 2 portes	u	206,40
D8.6	CONFECTION PROGRAMME	f	356,00
D8.7	CABLAGE ARMOIRE	f	238,30
D8.8	Depose CAISSON PIETON	f	28,50
D8.9	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 ROUGE POUR AXEL SEA	u	252,70
D8.10	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 JAUNE POUR AXEL SEA	u	252,70
D8.11	Fourniture et pose KIT A DIODES 200 VERTPOUR AXEL SEA	u	323,90
D8.12	Fourniture et pose KIT A DIODES ROUGE pour répétiteur	u	164,40
D8.13	Fourniture et pose KIT A DIODES JAUNE pour répétiteur	u	164,40
D8.14	Fourniture et pose KIT A DIODES VERT pour répétiteur	u	195,60
D8.15	Fourniture et pose BP piéton LUMiNEUX 1 message avec dispositif enclanchant la carte sonore piéton	u	336,00
D8.16	Fourniture et pose BP piéton LUMiNEUX 2 messages avec dispositif enclanchant la carte sonore piéton	u	408,00
D8.17	Fourniture et pose de la carte sonore pour caisson de passage piéton	u	626,00
D8.18	Fourniture et pose repetiteur	u	398,60
D8.19	Remplacement de chassis répétiteur	u	189,60
D8.20	Fourniture et pose croix grecques DIODES	u	361,30
D8.21	Fourniture et pose caisson piéton SONORE	u	998,50

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017
ID : 021-212101661-20171218-DEL 2017-127-DE

D8.22	Fourniture et pose BP piéton LUMINEUX noir deux messages	u	247,40
D8.23	Fourniture et pose BP piéton LUMINEUX 1 message	u	248,40
D8.24	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 2,50 CYLINDRO CONIQUE ACIER	u	484,10
D8.25	Fourniture et pose BOITIER CLASSE 2 POTEAUX	u	60,60
D8.26	Dépose et repose support+SOLIN	u	131,00
D8.27	Confection boucle 1 voie + boîte étanche	u	359,50
D8.28	Confection boucle 2 voies + boîte étanche	u	359,50
D8.29	Fourniture et pose détecteur de boucle	u	213,50
D8.30	Fourniture et pose câble 7 G 1,5	ml	3,53
D8.31	Fourniture et pose CABLETTE DE TERRE ISOLE VERT/JAUNE	ml	4,61
D8.32	ABAISSMENT DE TROTTOIR	u	622,90
D8.33	PERCAGE ILOT SUR 2M	u	227,70
D8.34	Regard 50*50 tampon 125 k newton	u	247,40
D8.35	REEMPLACEMENT TAMPON TROTTOIR	u	247,50
D8.36	Regard 40*40 +Tampon 125k newton A LA PLACE ANCIEN FEUX	u	284,70
D8.37	Massif poteau 3,5 ou 2,50m	u	188,70
D8.38	Fourniture et pose de dalle pododactile	u	38,20
D8.39	Dépose support des feux pour voiture	u	93,80
D8.40	Dépose support caisson piéton	u	62,50
D8.41	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 2,50 CYLINDRO CONIQUE ALU	u	484,10
D8.42	Fourn+pose+solin+identification support+peinture support 3,50 CYLINDRO CONIQUE ALU	u	536,00
D8.43	Dépose et repose de phare tricolore	u	81,30
D8.44	Fourniture de phare tricolore complet à diodes 200 pour AXEL SEA	u	792,00
D8.45	Fourniture de phare tricolore hors KIT A DIODES 200 pour AXEL SEA	u	560,00
D8.46	Fourniture et pose de regard L1T + tampon 250 K newton	u	372,00
D9	TRAVAUX D'ARMOIRES ECLAIRAGE PUBLIC		
D9.1	Remplacement d'armoire poteau	u	1653,8
D9.2	Remplacement d'armoire socle	u	2762,8
D9.3	Remplacement d'armoire saillie	u	2120,7
D9.4	Remplacement d'armoire encastrée	u	1505,8
D9.5	Remplacement d'armoire relais	u	1148
D9.6	Équipement d'armoire conservée	u	1040,8
D10	TRAVAUX MISE EN VALEUR		
D10.1	POSE		
D10.1.1	Projecteur encastré de sol type Bibliothèque	u	156,60
D10.1.2	Projecteur encastré de sol type Chaufferie	u	158,40
D10.1.3	Projecteur encastré de sol type vieux pressoirs	u	162,90
D10.1.4	Projecteur encastré de sol type Eglise St Nazaire	u	158,00
D10.1.5	Projecteur sur façade Chaufferie, 3 tours ou 2 tours rue RENAN	u	90,00
D10.1.6	Projecteur sur façade vieux pressoir	u	97,70
D10.1.7	Coffret de protection et commande 2 tours rue RENAN ou 3 Tours	u	60,00
D10.1.8	Coffret de protection et commande Bibliothèque	u	62,60
D10.1.9	Coffret de protection et commande Chaufferie	u	63,40
D10.1.10	Coffret de protection et commande Vieux Pressoirs	u	65,20
D10.1.11	Câble en façade Chaufferie	ml	10,56
D10.1.12	Câble en façade Vieux pressoir	ml	10,86
D10.1.13	Reseau souterrain 2 tours RENAN ou 3 Tours	ml	2,00
D10.1.14	Reseau souterrain Bibliothèque	ml	2,09
D10.1.15	Reseau souterrain Chaufferie	ml	2,11
D10.1.16	Reseau souterrain vieux Pressoirs	ml	2,17
D10.1.17	Reseau en façade 2 tours RENAN ou 3 tours	ml	30,00
D10.1.18	Raccordement sur candelabre 2 tours RENAN ou 3 tours	u	70,00
D10.1.19	Raccordement sur candelabre Bibliothèque	u	73,10
D10.1.20	Raccordement sur candelabre vieux Pressoirs	u	76,00
D10.1.21	Raccordement sur candelabre Chaufferie	u	105,60
D10.1.22	Confection boîte dérivation 2 tours RENAN ou 3 tours	u	80,00
D10.1.23	Confection boîte dérivation Bibliothèque	u	83,50
D10.1.24	Confection boîte dérivation Chaufferie	u	84,50
D10.1.25	Confection boîte dérivation Vieux Pressoirs	u	86,90
D10.1.26	F et P regard 40*40	u	400,00
D10.1.27	Confection boîte dérivation	u	80,00

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

D10.2	DEPOSE		
D10.2.1	Projecteur encastré de sol type Bibliothèque	u	100,00
D10.2.2	Projecteur encastré de sol type Chauffage	u	100,00
D10.2.3	Projecteur encastré de sol type vieux pressoirs	u	100,00
D10.2.4	Projecteur encastré de sol type Eglise St Nazaire	u	100,00
D10.2.5	Projecteur sur facade Chauffage, 3 tours ou 2 tours rue RENAN	u	75,00
D10.2.6	Projecteur sur facade vieux pressoir	u	82,00
D10.2.7	Coffret de protection et commande 2 tours rue RENAN ou 3 Tours	u	50,00
D10.2.8	Coffret de protection et commande Bibliothèque	u	50,00
D10.2.9	Coffret de protection et commande Chauffage	u	50,00
D10.2.10	Coffret de protection et commande Vieux Pressoirs	u	50,00
D10.2.11	regard 40*40	u	100,00
D10.3	FOURNITURE		
D10.3.1	Projecteur type 1 Chauffage	u	1351,70
D10.3.2	Projecteur type 2 Chauffage	u	1351,70
D10.3.3	Projecteur type 3 Chauffage	u	839,50
D10.3.4	Projecteur type 4 Chauffage	u	1298,90
D10.3.5	Projecteur type 5 Chauffage	u	686,40
D10.3.6	Projecteur type 6 Chauffage	u	813,10
D10.3.7	Projecteur type 1 Bibliothèque	u	1153,60
D10.3.8	Projecteur type 2 Bibliothèque	u	1153,60
D10.3.9	Projecteur type 1 Vieux pressoirs	u	1248,90
D10.3.10	Projecteur type 2 Vieux pressoirs	u	1064,30
D10.3.11	Projecteur type 3 Vieux pressoirs	u	868,80
D10.3.12	Projecteur type 4 Vieux pressoirs	u	162,90
D10.3.13	Projecteur type 5 Vieux pressoirs	u	162,90
D10.3.14	Projecteur type 1 2 Tours Renan	u	1927,00
D10.3.15	Projecteur type 1 3 Tours Renan	u	1910,00
D10.3.16	Projecteur encastré de sol type Eglise St Nazaire	u	568,00
D10.3.17	Coffret de protection et commande 2 tours RENAN ou 3 tours	u	520,00
D10.3.18	Coffret de protection et commande Bibliothèque	u	542,90
D10.3.19	Coffret de protection et commande Chauffage	u	549,10
D10.3.20	Coffret de protection et commande Vieux Pressoirs	u	564,70
D10.3.21	Cable 3G4 U1000 R2V	ml	0,80
D10.3.22	Cable 3G6 U1000 R2V	ml	1,35
D10.3.23	Cable 3G2.5 U1000 R2V	ml	0,63
D10.3.24	Ferrure support 2 tours RENAN et Chauffage	u	61,88
D10.3.25	Ferrure support 3 tours	u	77,00
D10.4	GENIE CIVIL		
D10.4.1	Tranche, fourreau 2 tours RENAN ou 3 tours	ml	30,00
D10.4.2	Tranche, fourreau Bibliothèque	ml	31,32
D10.4.3	Tranche, fourreau Chauffage	ml	31,68
D10.4.4	Tranche, fourreau sous pavé	ml	32,58
D10.4.5	Dépose repose Pavé	m²	65,20
D10.4.6	Fourniture et pose regard 40 x 40 2 tours RENAN et 3 tours	u	400,00
D10.4.7	Fourniture et pose regard 40 x 40 Bibliothèque	u	417,60
D10.4.8	Fourniture et pose regard 40 x 40 Chauffage	u	422,40
D10.4.9	Fourniture et pose regard 40 x 40 vieux Pressoirs	u	434,40

Envoyé en préfecture le 20/12/2017	u	100,00
Reçu en préfecture le 20/12/2017	u	100,00
Affiché le 20/12/2017	u	100,00
ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE	u	100,00

ANNEXE 3 " DETAIL DE L'OFFRE - Annexe 1 de l'acte d'engagement modifiée "

MONTANT H.T. des rémunérations en EUROS

Rémunérations	Pouvoirs adjudicateur concerné par les prestations	Année 1 2009/2010	Année 2 2010/2011	Année 3 2011/2012	Année 4 2012/2013	Année 5 2013/2014	Année 6 2014/2015	Année 7 2015/2016	Année 8 2016/2017	Année 9 2017/2018	Année 10 2018/2019	TOTAL
Total poste G1		1 193,55 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	28 193,55 €
	Commune de Chenôve	1 193,55 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	19 193,55 €
	Dijon Métropole								3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	9 000,00 €
Total poste G2		110 603,78 €	113 762,55 €	110 904,22 €	112 416,00 €	112 120,00 €	111 639,00 €	107 127,00 €	107 791,00 €	108 320,00 €	108 848,00 €	1 103 531,55 €
Entretien EP	Dijon Métropole								74 341,00 €	68 099,00 €	68 627,00 €	211 067,00 €
Entretien EP et Stade	Commune de Chenôve	72 063,78 €	73 027,00 €	73 554,22 €	75 066,00 €	74 770,00 €	74 289,00 €	73 677,00 €				525 989,00 €
Entretien SLT	Commune de Chenôve	5 090,00 €	5 090,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €					25 780,00 €
Illu. fin d'année Réalisé	Commune de Chenôve	33 450,00 €	35 645,55 €	33 450,00 €	33 450,00 €	33 450,00 €	33 450,00 €	33 450,00 €	33 450,00 €	35 450,00 €	35 450,00 €	340 695,55 €
Total poste G3		11 726,56 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	238 985,56 €
Dépannages EP, illuminations de fin d'année et mise en valeur	Commune de Chenôve	9 707,47 €	20 903,00 €	20 903,00 €	20 903,00 €	20 903,00 €	20 903,00 €			3 000,00 €	3 000,00 €	120 222,47 €
Dépannages SLT	Commune de Chenôve	2 019,09 €	4 348,00 €	4 348,00 €	4 348,00 €	4 348,00 €	4 348,00 €	25 251,00 €	25 251,00 €	22 251,00 €	22 251,00 €	23 759,09 €
Dépannages EP	Dijon Métropole											95 004,00 €
Total poste G6		214 393,53 €	268 349,86 €	200 235,50 €	190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	2 016 828,89 €
Reconstruction	Commune de Chenôve	214 393,53 €	268 349,86 €	200 235,50 €	175 376,00 €	166 789,00 €	145 858,00 €	131 078,00 €				1 302 079,89 €
Mise en valeur	Commune de Chenôve	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 174,00 €	23 761,00 €	44 692,00 €	59 472,00 €				
Reconstruction et mise en valeur	Dijon Métropole								190 550,00 €	190 550,00 €	190 550,00 €	571 650,00 €
Total HIT du marché												3 387 539,55 €

Envoyé en préfecture le 20/12/2017

Reçu en préfecture le 20/12/2017

Affiché le 20/12/2017

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

ANNEXE 4 " OUVRAGES CONSERVES PAR LA COMMUNE DE CHENOVE"

n° candélabre	type de voie	nom rue	Type de luminaire	puissance lampe	Forfaits Entretien
28990	BRA01	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125
28991	BRA02	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125
28992	BRA03	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125
30043	C10-310	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay n°2	LOGO	70
30044	C10-311	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay n°2	LOGO	70
30045	C10-312	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay n°2	LOGO	70
29384	C11-101	Rue	Messidor	LOGO	70
30339	C11-125	Rue	Messidor	LOGO	70
28884	C11-131	Ave	14 Juillet (du)	CADIX	70
29381	C11-132	Ave	14 Juillet (du)	CADIX	70
29383	C11-133	Ave	14 Juillet (du)	CADIX	70
29991	C11-134	Ave	14 Juillet (du)	CADIX	70
30038	C11-219	Rue	Marsannay (de)	Projecteur LED	18
30336	C11-220	Rue	Marsannay (de)	Projecteur LED	18
30039	C11-221	Rue	Marsannay (de)	Luminaire à LED 28W	28
30337	C11-222	Rue	Marsannay (de)	Luminaire à LED 28W	28
30344	C11-333	Rue	Messidor	LOGO	70
30060	C11-347	Allée	Thermidor	LOGO	70
30059	C11-349	Allée	Thermidor	LOGO	70
30055	C11-351	Allée	Thermidor	Borne générique	15
30056	C11-352	Allée	Thermidor	Borne générique	15
30057	C11-353	Allée	Thermidor	Borne générique	15
30340	C11-354	Allée	Thermidor	Borne générique	15
30048	C12-331	Allée	Floréal	LOGO	70
30049	C12-333	Allée	Floréal	LOGO	70
28936	C13-201	Rue	Messidor	LOGO	70
28937	C13-203	Rue	Messidor	LOGO	70
29396	C13-205	Rue	Messidor	LOGO	70
30342	C13-229	Allée	Thermidor	LOGO	70
30341	C13-233	Allée	Thermidor	LOGO	100
30338	C13-319	Rue	Messidor	LOGO	70
28837	C14-118	Rue	Longvic (de)	LOGO	70
28838	C14-119	Rue	Longvic (de)	LOGO	70
28839	C14-120	Rue	Longvic (de)	LOGO	70
28840	C14-121	Rue	Longvic (de)	LOGO	70
28841	C14-122	Rue	Longvic (de)	LOGO	70
30284	C14-123	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150
30285	C14-124	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150
30286	C14-125	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150
30287	C14-126	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150
30288	C14-127	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_127-DE

30289	C14-128	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30290	C14-129	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30291	C14-130	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
28842	C14-131	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
28843	C14-132	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
28844	C14-133	Rue	Longvic (de)	SA 50 - Parc	100	25
28845	C14-134	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30292	C14-135	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30293	C14-136	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30294	C14-137	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30295	C14-138	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
28846	C14-139	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
30296	C14-142	Rue	Longvic (de)	PILOTE T2	150	25
28647	C14-217	Ave	Droits de l'homme et du citoyen (des)	LOGO	100	25
28660	C14-219	INC	INC	LOGO	70	25
29569	C14-221	INC	INC	LOGO	100	25
29570	C14-223	INC	INC	LOGO	70	25
30024	C14-417	Rue	Marsannay (de)	FURYO 2 RAL 7005 COSMO 140W	140	33
30025	C14-418	Rue	Marsannay (de)	FURYO 2 RAL 7005 COSMO 140W	140	33
30026	C14-419	Rue	Marsannay (de)	FURYO 2 RAL 7005 COSMO 140W	140	33
28525	C14-420	Rue	Marsannay (de)	FURYO 2 RAL 7005 COSMO 140W	140	33
30027	C14-421	Rue	Marsannay (de)	SA 50 - Parc	100	25
30028	C14-422	Rue	Marsannay (de)	SA 50 - Parc	100	25
30029	C14-423	Rue	Marsannay (de)	SA 50 - Parc	100	25
30030	C14-424	Rue	Marsannay (de)	SA 50 - Parc	100	25
30031	C14-425	Rue	Marsannay (de)	SA 50 - Parc	100	25
29687	C22-219	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29688	C23-315	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29223	C23-316	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29224	C23-317	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29225	C23-318	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29689	C23-319	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29690	C23-320	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29691	C23-321	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29692	C23-322	Cours	Général de Gaulle	VILANOVA	70	25
29685	C23-324	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29686	C23-325	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29693	C23-326	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29712	C23-327		Sand (George)	A préciser	70	25
29694	C23-330	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29695	C23-331	Cours	Général de Gaulle	A préciser	70	25
29696	C23-332	Cours	Général de Gaulle	SA 50 - Parc	150	25
29013	C24-134	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25

29408	C24-153	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
29409	C24-154	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
29411	C24-155	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
29412	C24-156	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	BOULE	150	25
29413	C24-157	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	BOULE	150	25
30236	C24-161	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
30237	C24-162	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
30238	C24-163	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
30239	C24-164	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	SA 50 - Parc	150	25
30240	C24-165	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
30241	C24-166	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
30242	C24-167	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
30243	C24-168	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
29014	C24-169	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
29015	C24-170	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
29016	C24-171	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
29017	C24-172	Gym	Chapitre (Gymnase Du)	Clip 28	70	25
30384	C27-110	Ecole	Bourdennières	SA 50 - Parc	150	25
29204	C27-111	Ecole	Bourdennières	SA 50 - Parc	150	25
30385	C27-112	Ecole	Bourdennières	SA 50 - Parc	150	25
29205	C27-113	Ecole	Bourdennières	SA 50 - Parc	150	25
29697	C29-128	Cours	Général de Gaulle	ECLATEC	60	32
29698	C29-129	Cours	Général de Gaulle	ECLATEC	60	32
29699	C29-130	Cours	Général de Gaulle	SA 50 - Parc	100	25
28405	C31-201	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28406	C31-202	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28407	C31-203	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28408	C31-204	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28409	C31-205	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28410	C31-206	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28411	C31-207	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28412	C31-208	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28413	C31-209	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28414	C31-303	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28415	C31-304	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28416	C31-305	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28417	C31-306	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28399	C31-307	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28400	C31-308	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28401	C31-309	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28402	C31-310	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28403	C31-311	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28404	C31-312	Place	Monument (du)	MICA B	70	25

28418	C31-313	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28419	C31-314	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
28420	C31-315	Place	Monument (du)	MICA B	70	25
29011	C32-102	Rue	Bert (Paul)	Montmartre	150	25
29012	C32-112	Rue	Bert (Paul)	Montmartre	150	25
28588	C44-218		Chemin piétons entre Naudot et 11 septembre	Thorn Isaro LED	28	10
28589	C44-219		Chemin piétons entre Naudot et 11 septembre	Thorn Isaro LED	28	10
29545	C47-125		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
29546	C47-126		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
29547	C47-127		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
29227	C47-128		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
28710	C47-129		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
28711	C47-130		Gymnase du mail	SA 50 - Parc	150	25
30195	C47-131	RUE	OLYMPIE DE GOUGES	STELA LED	18	10
29536	C47-132	RUE	OLYMPIE DE GOUGES	STELA LED	18	10
30372	C47-133	RUE	OLYMPIE DE GOUGES	STELA LED	18	10
28327	C47-134		Place piétonne entre O de Gougues et Clématites	SA 50 - Parc	150	25
29537	C47-135		Place piétonne entre O de Gougues et Clématites	SA 50 - Parc	150	25
29538	C47-136		Place piétonne entre O de Gougues et Clématites	SA 50 - Parc	150	25
28232	C47-137		Place piétonne entre O de Gougues et Clématites	SA 50 - Parc	150	25
29540	C47-181		Place piétonne entre O de Gougues et Clématites	SA 50 - Parc	100	25
28871	C51-175	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28872	C51-177	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28873	C51-178	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28656	C51-179	Rue	Germinal	LOGO	70	25
28657	C51-180	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28658	C51-181	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28659	C51-182	Rue	Germinal	Borne générique	15	23
28874	C51-183		Chemin piétons vers la rue Germinal	LOGO	70	25
30357	C51-184		Chemin piétons vers la rue Germinal	LOGO	70	25
30358	C51-185		Chemin piétons vers la rue Germinal	LOGO	70	25
30359	C51-186		Chemin piétons vers la rue Germinal	LOGO	70	25
30345	C51-338	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay	LOGO	70	25
30346	C51-339	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay	LOGO	70	25
30347	C51-340	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay	LOGO	70	25
30348	C51-341	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay	LOGO	70	25
30349	C51-343	INC	Chemin piétons entre Prairial et Rue de Marsannay	LOGO	70	25
28294	C52-103	Rue	Salengro (Roger)	BOULE OPALE 500	150	25
28264	C52-201	Allée	Mazières (des)	HORIZON	100	25
28265	C52-202	Allée	Mazières (des)	SA 50 - Parc	150	25
28266	C52-203	Allée	Mazières (des)	SA 50 - Parc	150	25
28267	C52-204	Allée	Mazières (des)	SA 50 - Parc	150	25
28268	C52-223	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25

28269	C52-224	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28270	C52-225	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28271	C52-226	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28272	C52-227	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28273	C52-228	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28274	C52-229	Allée	Mazières (des)	Murena	100	25
28275	C52-230	Allée	Mazières (des)	PIXEL ECLATEC	100	25
28276	C52-231	Allée	Mazières (des)	PIXEL ECLATEC	100	25
28277	C52-232	Allée	Mazières (des)	PIXEL ECLATEC	100	25
28183	C52-233	Allée	Mazières (des)	PIXEL ECLATEC	100	25
28204	IFC01	Allée	Mazières (des)	PIXEL ECLATEC	100	25
28205	IFC02	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28206	IFC03	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28207	IFC04	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28994	IFC05	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28278	IFC06	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28995	IFC07	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28996	IFC08	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28997	IFC09	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28291	IFC10	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28279	IFC11	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28280	IFC12	Allée	Mazières (des)	BOULE OPALE 500	125	23
28700	MITT1	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29701	MITT10	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29702	MITT11	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29703	MITT2	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29704	MITT3	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29705	MITT4	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29706	MITT5	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29707	MITT6	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29708	MITT7	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29709	MITT8	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10
29710	MITT9	Cours	Général de Gaulle	Projecteur LED	48	10

18525 W
 TOTAL (en Euros HT non actu)

Les voies suivantes sont privées et ne sont pas prises en charge dans le présent contrat
 Le parking Kennedy (8PL)
 Le parks Rosa (4PL)
 Plaine Gambetta (8PL)



COMMUNE DE CHENOVE
Marche n°ST2009005 (Chenôve)

DIJON METROPOLE
Marché n° 2015212AM

**MARCHE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
D'ECLAIRAGE PUBLIC, D'ECLAIRAGE SPORTIF, D'ILLUMINATIONS FESTIVES, DE
SIGNALISATION TRICOLORE LUMINEUSE ET DE MISE EN LUMIERE DES
MONUMENTS ET BATIMENTS AVEC FOURNITURE D'ENERGIE ET RECONSTRUCTION
DES EQUIPEMENTS**

AVENANT N°4

ENTRE

La Commune de Chenôve, Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET dûment habilité à signer les présentes, en vertu de la délibération en date du 18/12/2017,

Ci-après dénommée « la commune de Chenôve »

La Métropole de Dijon représentée par son Président en exercice Monsieur François REBSAMEN dûment habilité à signer les présentes, en vertu de la délibération n° GD 2015-08-10_005 en date du 10/08/2015,

Ci-après dénommée « Dijon Métropole »

D'UNE PART

ET

Le Groupement momentané d'entreprises solidaires composé de (ci-après dénommé « LE TITULAIRE »)

CITELUM, Société Anonyme au capital social de 61 906 250,00 €, dont le siège social est situé Tour Pacific, 11-13 Cours Valmy à PARIS-LA-DEFENSE Cedex (92977), immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 389 643 859, représentée par Stéphane GREVIN en qualité de Directeur Régional IdF Nord, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « CITELUM »

BOUYGUES Energie & Services, Société par Actions Simplifiées à associé Unique (SASAU) au capital de 50 574 368,00 €, dont le siège est situé au 19, rue Stephenson à MONTIGNY LE BRETONNEUX (78180), immatriculée au RCS de Versailles sous le n° 775 664 873, représentée par Monsieur Maxime MEROLLE, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « BOUYGUES ENERGIES & SERVICES »,

D'AUTRE PART

Ci-après désignés conjointement « les Parties ».

PREAMBULE

Par le marché n°ST2009005, notifié le 19 novembre 2009, la commune de Chenôve a confié au TITULAIRE l'exécution de prestations de maintenance et d'exploitation des installations d'éclairage public, d'éclairage sportif, d'illuminations festives, de signalisation tricolore lumineuse et de mise en lumière des monuments et bâtiments avec fourniture d'énergie et reconstruction des équipements pour une durée de 10 ans (ci-après « le marché »).

Par un avenant n°1 signé le 8 juillet 2010, les Parties se sont entendues :

- pour intégrer au marché les impacts techniques et financiers de la modification du contenu du poste Energie incombant au TITULAIRE, du fait de la suppression de la prestation de fourniture d'énergie, de gestion prévu initialement,
- pour remplacer l'indice ICHTTS1 supprimé,
- pour préciser les dispositions du marché en matière de veille technologique, de choix des matériels prévus pour le poste « Reconstruction », de modalités de réalisation des diagnostics de copropriétés, de modalités d'intégration de nouveaux points lumineux dans le périmètre du marché, ainsi que de délai de présentation des devis après sinistre et de démarrage du délai de remise en état définitif.

Par un avenant n°2 signé le 7 juillet 2011, les Parties ont convenu de reporter dans les budgets des différents postes « Entretien », « Dépannage », « Reconstruction » des années 2 et 3 du marché les économies effectuées au cours de l'année 1 du marché sur ces mêmes postes, et d'entériner diverses précisions apportées au cahier des charges et au mémoire technique du TITULAIRE.

Par un avenant n°3 signé les 5 août 2015 et 18 septembre 2015, les Parties ont convenu, suite à la transformation de la communauté d'agglomération du Grand Dijon en communauté urbaine du Grand Dijon à compter du 1^{er} janvier 2015, et par conséquent du transfert de compétences notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire : création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, parcs et aires de stationnement, de transférer à la communauté urbaine du Grand Dijon, l'ensemble des prestations hors illuminations et installations d'éclairage public situées hors périmètre de transfert de compétences. Etant précisé que la commune de Chenôve conserve lesdites prestations d'illuminations et d'installations d'éclairage public situées hors périmètre de transfert de compétences.

En outre, il est apparu que des rajustements nécessaires sur les postes G2 « ENTRETIEN », G3 « DEPANNAGES » et G6 « RECONSTRUCTION » devaient être effectués suite à des modifications de programme décidées par la commune de Chenôve et par Dijon Métropole ; et qu'en outre, il était nécessaire d'intégrer au Marché des prix nouveaux permettant d'optimiser les économies d'énergie pour l'adjonction de nouveaux luminaires type Leds.

Enfin, compte-tenu de l'avancement de l'exécution du Marché, il importe de préciser les modalités de remboursement de l'avance perçue par le TITULAIRE en application du Marché.

Par le présent avenant, les Parties entendent ainsi arrêter :

- la répartition entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole des armoires et points lumineux présents sur le territoire de la commune de Chenôve,
- les modifications du programme de reconstruction G6 pour les années 2010 à 2016, intégrant les économies d'énergie,
- les ajouts de nouveaux prix au bordereau de prix unitaires s'agissant des postes G3 et G6,
- les modifications des postes G2 et G3 :
 - o suppression des prestations relatives aux SLT depuis le 1^{er} janvier 2015, à la demande de Dijon Métropole,
 - o augmentation des prestations relatives aux illuminations à la demande de la commune de Chenove,
 - o modification des montants forfaitaires du poste G2,
 - o répartition des prestations et montants forfaitaires entre Dijon Métropole et la commune de Chenôve,
- les modalités de remboursement de l'avance versée par la commune de Chenôve,
- la modification des indices de révisions consécutivement à la suppression de l'indice TP12.

Les Parties ont donc convenu de conclure le présent Avenant n°4 en vue d'acter ces modifications et leurs impacts financiers et techniques sur le Marché.

Le présent avenant porte sur les éléments suivants :

ARTICLE 1. INVENTAIRE ET REPARTITION DES ARMOIRES ET POINTS LUMINEUX SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHENOVE

Sur le territoire de la commune de Chenôve à la date du présent avenant, le parc de points lumineux est défini comme suit :

- Nombre d'armoires communautaires : 56,
- Nombre de points lumineux communautaires : 2 115,
- Nombre de points lumineux communaux : 203.

Au vu de cet inventaire, présenté en ANNEXE 4 "OUVRAGES CONSERVES PAR LA COMMUNE DE CHENOVE", il a été convenu une répartition des montants forfaitaires pour chacun des postes du marché entre la commune de Chenôve et Dijon Métropole comme indiqué en annexe 3 du présent avenant « DETAIL DE L'OFFRE – Annexe 1 de l'Acte d'Engagement modifiée ».

ARTICLE 2. MODIFICATION DU PROGRAMME DE RECONSTRUCTION G6 ET ECONOMIES D'ENERGIE

2.1 Le programme de travaux établi dans le cadre du poste G6 « RECONSTRUCTION » prévu par le marché « Forfait Unitaire – RECONSTRUCTION - RUE PAR RUE » a été modifié par le TITULAIRE conformément à la volonté de la commune de Chenôve pour la période du 01/12/2009 au 30/11/2015 et la volonté de Dijon Métropole pour la période du 01/12/2015 au 30/11/2016.

Par conséquent, l'annexe du Marché « Forfait Unitaire – RECONSTRUCTION - RUE PAR RUE » est supprimée et remplacée par l'annexe 1 du présent avenant - « Planning de

travaux réalisés G6 RECONSTRUCTION + MEV - Annexe du Marché FU – Tableau Rue par rue modifié ».

Il est précisé que pour chaque année Marché, si le TITULAIRE ne consomme pas dans sa totalité le budget annuel alloué au Poste G6 « RECONSTRUCTION », le solde sera reporté sur le budget alloué au Poste G6 « RECONSTRUCTION » de l'année suivante.

2.2 Les modifications du programme des travaux relatifs au Poste G6 « RECONSTRUCTION » ont impacté les engagements souscrits par le TITULAIRE en matière de réduction des consommations électriques.

Par conséquent, les engagements d'économie d'énergie, détaillés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement « Engagement sur les consommations électriques en kWh » du marché, sont supprimés et remplacés par le tableau suivant :

	Gains Réels		Gains Théoriques		Ecart
	Annuels	Cumulés	Annuels	Cumulés	
2010	- 110 842	- 110 842	- 98 318	- 98 318	- 12 524
2011	- 135 241	- 246 083	- 42 422	- 140 740	- 105 343
2012	- 96 536	- 342 619	- 364 094	- 504 834	162 215
2013	- 74 947	- 417 566	- 71 549	- 576 383	158 817
2014	- 49 276	- 466 842	- 35 859	- 612 242	145 400
2015	- 109 616	- 576 458	- 27 758	- 640 000	63 542
2016	- 93 671	- 670 129	- 21 588	- 661 588	8 541

Le détail des économies d'énergie rue par rue est précisé en annexe 1 du présent avenant « Planning de travaux réalisés G6 RECONSTRUCTION + MEV - Annexe du Marché FU – Tableau Rue par rue modifié ».

ARTICLE 3. AJOUT DE NOUVEAUX LUMINAIRES AU BORDEREAU DES PRIX DU POSTE G3 ET G6

Dans un souci d'intégrer les évolutions technologiques au marché dans le cadre des travaux, les bordereaux de prix du poste G3 « DEPANNAGE » et du poste G6 « RECONSTRUCTION » sont enrichis par des luminaires Leds selon les modalités tarifaires suivantes :

Sur le Poste G6 :

N°	DESIGNATIONS	U	P.U. €
R1.2.25	F&P luminaire résidentiel LED (type BUZZ, HAPILED, KAZU, TOWN, CRISTAL CITY)	U	672,30
R1.2.26	F&P luminaire fonctionnel standard LED (type MURENA, TWEET, ISARO, AMPERA MINI)	U	629,40
R1.2.27	F&P luminaire fonctionnel décoratif LED (type TECEO, WOW, AMPERA MIDI ou équivalent)	U	915,10
R1.2.28	F&P luminaire lanterne de style 4 face LED (type VALENTINO, EP145)	U	786,60
R1.2.29	F&P luminaire projecteur led type Noctis, Tempo Coreline	U	369,60
R1.2.30	F&P luminaire projecteur led type Led Line, clearflood	U	892,60
R1.2.31	F & P Candélabre acier thermolaqué cylindro conique RAL		
R1.2.311	hauteur 4m	U	297,60
R1.2.312	hauteur 5m	U	417,70
R1.2.313	hauteur 6m	U	505,40
R1.2.314	hauteur 8m	U	598,60
R1.2.315	hauteur 10m	U	718,90
R1.2.316	hauteur 12m	U	895,50

Sur le Poste G3 :

N°	DESIGNATIONS	U	P.U. €
D5.8.3	F&P luminaire résidentiel LED (type BUZZ, HAPILED, KAZU, TOWN, CRISTAL CITY)	U	672,30
D5.8.4	F&P luminaire fonctionnel standard LED (type MURENA, TWEET, ISARO, AMPERA MINI)	U	629,40
D5.8.5	F&P luminaire fonctionnel décoratif LED (type TECEO, WOW, AMPERA MIDI ou équivalent)	U	915,10
D5.8.6	F&P luminaire lanterne de style 4 face LED (type VALENTINO, EP145)	U	786,60
D5.8.7	F&P luminaire projecteur led type Noctis, Tempo Coreline	U	369,60
D5.8.8	F&P luminaire projecteur led type Led Line, clearfood	U	892,60
D6.7.8.1	F & P Candélabre acier thermolaqué cylindro conique RAL		
D6.7.8.1.1	hauteur 4m	U	297,60
D6.7.8.1.2	hauteur 5m	U	417,70
D6.7.8.1.3	hauteur 6m	U	505,40
D6.7.8.1.4	hauteur 8m	U	598,60
D6.7.8.1.5	hauteur 10m	U	718,90
D6.7.8.1.6	hauteur 12m	U	895,50

Les bordereaux de prix des postes G3 et G6 modifiés sont joints en annexe n° 2 du présent avenant « BORDEREAU DES PRIX G3 et G6 modifié ».

ARTICLE 4. MODIFICATION DU POSTE G2 « ENTRETIEN » ET DU POSTE G3 « DEPANNAGE ».

Dans un souci d'harmoniser la gestion des carrefours à feux sur le périmètre de Dijon Métropole, les prestations du marché relatives à la Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT) sont transférées depuis le 1^{er} janvier 2015 à Dijon Métropole.

Dijon Métropole ayant déjà conclu un marché portant sur les prestations du Poste G2 « ENTRETIEN SLT » et celles du Poste G3 « DEPANNAGE SLT », ces prestations sont supprimées du marché et entraînent les modifications suivantes :

- Pour le Poste G2 :
 - o Une partie des montants annuels forfaitaires du Poste G2 « ENTRETIEN SLT » des années marché 7 à 10, est reversée au poste G2 « Illuminations de fin d'année » pour les années marché 9 et 10, soit un forfait annuel pour le poste G2 « Illuminations de fin d'année » de 35 450,00 € HT au lieu de 33 450,00 € HT pour ces deux dernières années du marché.
 - o Le montant forfaitaire total du Poste G2 est de 1 103 531,55 € HT au lieu de 1 119 131,55 € HT soit une moins-value de 15 600 € HT.
- Pour le Poste G3 :
 - o Pour les années marché 7 et 8 : les montants annuels forfaitaires du Poste G3 « DEPANNAGE SLT » ont été reversés sur le Poste G3 « DEPANNAGE EP » (Dijon Métropole).
 - o Pour les années marché 9 et 10 : les montants annuels forfaitaires du Poste G3 « DEPANNAGE SLT » ont été répartis comme suit :
 - Pour le Poste G3 « DEPANNAGE EP, illuminations de fin d'année et mise en valeur » : 3 000,00 € HT,
 - Pour le Poste G3 « DEPANNAGE EP » : 1 348,00 € HT portant le poste à 22 251,00 € HT.

Etant précisé que l'annexe 3 du présent avenant « DETAIL DE L'OFFRE – Annexe 1 de l'Acte d'Engagement modifiée » reprend ces modifications.

ARTICLE 5. REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

En application de l'article 87 de l'ancien code des marchés publics de 2006, la commune de Chenôve a versé au TITULAIRE une avance en fonctionnement (ordre de versement de 8 356,18 € TTC) et en investissement (mandat de 11 974,96 € TTC) dont le montant total est de 20 331,14 € TTC.

Or, par avenant n° 3, la commune de Chenôve a transféré, hors illuminations de fin d'année et installations d'éclairage public situées hors périmètre de transfert, les prestations du marché n°ST2009005 à Dijon Métropole.

Dans les conditions prévues à l'article 88 de l'ancien code des marchés publics de 2006, il convient de procéder au remboursement de l'avance. Ainsi, le TITULAIRE doit rembourser :

- A Dijon Métropole : 17 381,32 € TTC (soit en fonctionnement : 5 765,61 € TTC et en investissement : 11 615,71 € TTC).
Etant précisé que Dijon Métropole aura préalablement remboursé la commune de Chenôve du montant de l'avance correspondant aux prestations transférées soit 17 381,32 € TTC (fonctionnement : 5 765,61 € TTC et investissement : 11 615,71 € TTC) sur la base d'un certificat établi contradictoirement entre la collectivité territoriale et l'EPCI.
- A la commune de Chenôve : 2 949,82 € TTC (soit en fonctionnement : 2 590,57 € TTC et en investissement : 359,25 € TTC).

ARTICLE 6. MODIFICATIONS DES INDICES

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a procédé à une refonte des index BT et TP.

A ce titre, l'index Travaux Publics - TP12 « Réseaux d'électrification » (référence 100 en 1975) est supprimé après sa valeur de septembre 2014. A compter des valeurs d'octobre 2014 publiées le 15 janvier 2015, les indices seront en base 100 en 2010.

L'index TP12 est remplacé par trois séries d'indices, la nature des prestations permettant de déterminer la bonne série à utiliser :

- TP12a "Réseaux d'énergie et de communication" base 100 en 2010, dont le coefficient de raccordement est 5,5690
- TP12b "Eclairage public - Travaux d'installation" base 100 en 2010, dont le coefficient de raccordement est 5,5482.
- l'index TP12c "Eclairage public - Travaux de maintenance" base 100 en 2010, dont le coefficient de raccordement est 5,5275.

Par conséquent, l'article 14.03 – Formule de révision applicable aux Poste « Reconstruction » et « Mise en Valeur », est supprimé et remplacé par l'Article suivant :

La formule de révision applicable à la rémunération pour ces postes est la suivante :

$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times (TP12b \times 5,5482) / TP12o)$

P = Rémunération révisée

P_o = Rémunération en valeur base du Marché

TP12bn = dernière valeur connue de l'indice « Eclairage public - Travaux d'Installation »,

TP12o = valeur connue de l'indice « Réseaux d'électrification avec fournitures » pour le mois d'établissement des prix

5,5482 = coefficient de raccordement INSEE pour le TP12b

ARTICLE 7. CLAUSES INCHANGEES

Les dispositions du marché n°ST2009005 non affectées par le présent avenant restent inchangées.

ARTICLE 8. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 9. ANNEXES

- annexe 1 «Planning de travaux réalisés G6 «RECONSTRUCTION+MEV - Annexe du Marché « FU – Tableau Rue par rue modifié »,
- annexe 2 « BORDEREAU DES PRIX G3 et G6 modifié »,
- annexe 3 « DETAIL DE L'OFFRE – Annexe 1 de l'Acte d'Engagement modifiée ».
- annexe 4 « OUVRAGES CONSERVES PAR LA COMMUNE DE CHENOVE »

Fait à CHENOVE

Le.....

En autant d'exemplaires que de Parties

POUR LA COMMUNE DE CHENOVE
Monsieur Le Maire,
Thierry FALCONNET

POUR CITELUM

POUR BOUYGUES
ENERGIES-SERVICE

POUR DIJON METROPOLE
Monsieur Le Président,
François REBSAMEN

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_128

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CRÉATION D'UN NOUVEAU SERVICE PUBLIC ADMINISTRATIF : SERVICE DE LA VIE ASSOCIATIVE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE : INFORMATION

La Ville de Chenôve est riche d'un tissu associatif dense, diversifié et très actif. Par leur action au quotidien, les associations contribuent au développement social local et à la vie du territoire, qu'elles agissent dans les domaines sportif, culturel, éducatif, social, touristique, patrimonial, de la mémoire ou encore de la santé.

Sensible à la place majeure qu'occupent les associations sur le territoire communal, la Ville de Chenôve a fait de longue date le choix d'une politique de soutien important aux associations.

En créant une structure d'accueil dédiée, la Maison de la Vie Associative, la Ville renouvelle et renforce son engagement en direction du monde associatif et ce malgré un contexte marqué par de fortes contraintes sur les finances publiques locales.

La Maison de la Vie Associative (MVA), située 7 rue de Longvic à Chenôve dans les anciens locaux du conservatoire réaménagés, constitue un équipement destiné à l'accueil de bureaux associatifs privatifs ou partagés, permanents ou temporaires, et à l'accueil d'assemblées générales, de réunions, d'activités ou de manifestations associatives.

La MVA a été conçue comme :

- un lieu destiné à faciliter le fonctionnement quotidien des associations, notamment par la mise à disposition de surfaces et d'équipements,
- un espace de rencontre, de formation, de dialogue, de réflexion et d'innovation au service de la vie associative locale,
- un équipement qui aura vocation à fédérer des énergies autour de projets, de soutenir la création et le développement de structures associatives.

Pour assurer le bon fonctionnement et la bonne gestion de cette nouvelle structure, un service dit de la Vie Associative doté de 3 agents communaux à temps plein s'est installé au 1^{er} étage de la MVA.

Ce service d'appui aux associations assure un rôle d'animation, de coordination et de veille sur la vie associative. Il fait aussi office de « guichet unique administratif » auprès des associations et constitue la porte d'entrée des différentes demandes associatives (mise à disposition de locaux, location de salles municipales, de matériels, demande de buvette...).

Un règlement intérieur de la Maison de la Vie associative, a été rédigé, afin de définir les règles de fonctionnement de ce nouvel équipement, ses conditions d'accès, de mise à disposition et d'utilisation des ressources.

Il précise notamment les horaires d'ouverture de l'équipement :

- Pour la MVA – ouverture :
7 jours sur 7, de 9h à 24h selon les accès autorisés
- Pour le service Vie Associative - ouverture :
lundi mardi jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 13h45 à 18h
mercredi de 12h à 18h

Ce règlement sera révisable et amendable, notamment suite à des concertations que la Ville organisera avec les associations domiciliées à la MVA pour faire un bilan et améliorer le vivre ensemble et le travail mutuel. Il est en effet primordial de renforcer la culture du partenariat Ville/associations au service d'objectifs partagés.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2144-3 relatif à l'utilisation des locaux communaux par les associations,

Vu la proposition de règlement intérieur joint en annexe,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 novembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la création du service de la Vie Associative, conformément aux dispositions énoncées ci-dessus,

ARTICLE 2 : De prendre acte du règlement intérieur de la Maison de la Vie Associative qui fera l'objet d'un arrêté de Monsieur le Maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

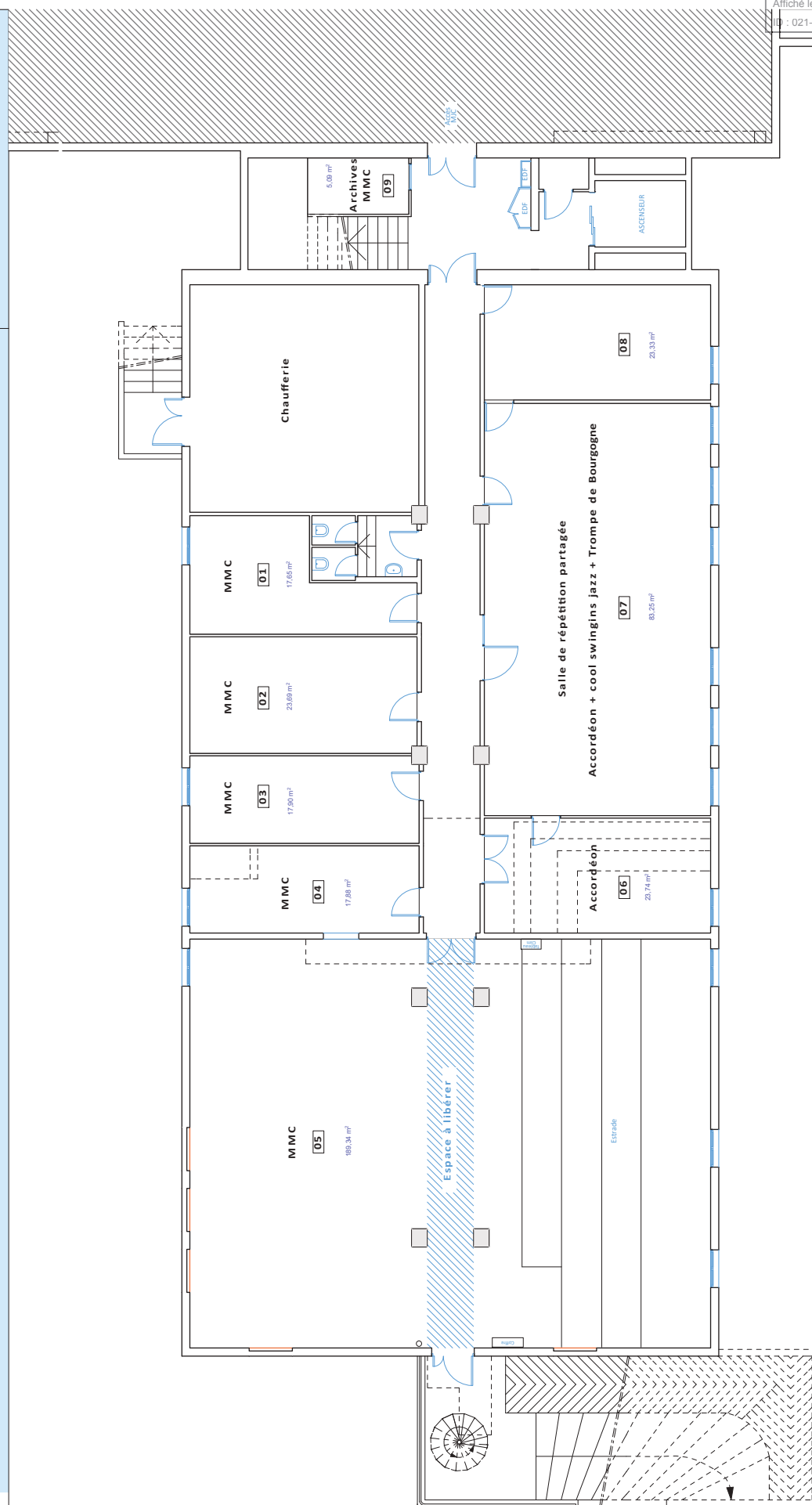
Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

18/08/2017

1:125

Envoyé en préfecture le 20/12/2017
Reçu en préfecture le 20/12/2017
Affiché le 20/12/2017

ID : 021-212101661-20171218-DEL_2017_128-DE



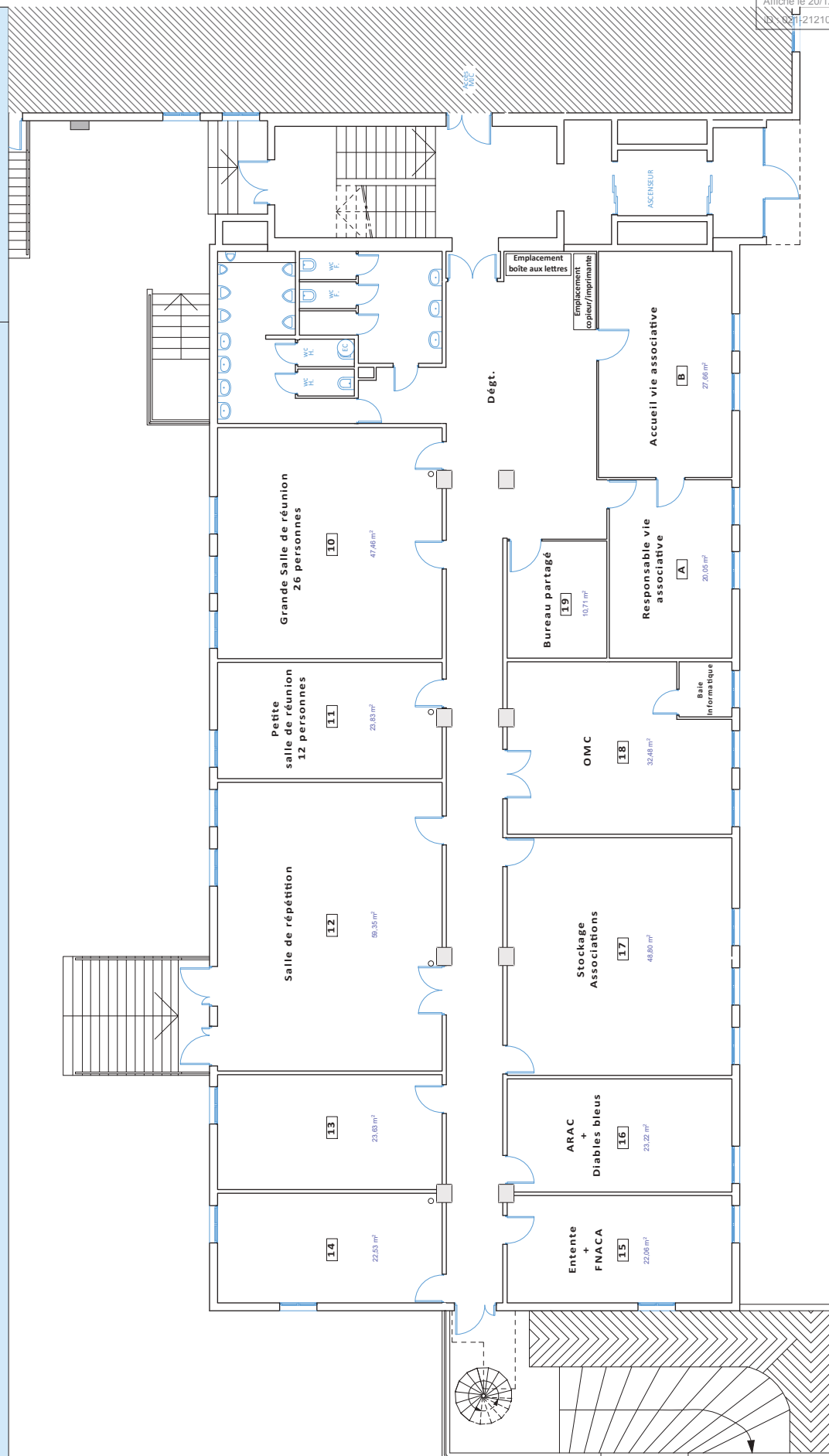
Niveau 0

Maison de la Vie Associative

Occupation des locaux

18/08/2017

1:125



Niveau 1

Maison de la Vie Associative Occupation des locaux

18/08/2017

1:125



Niveau 2



MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE

REGLEMENT INTERIEUR D'UTILISATION DES LOCAUX

Sommaire

Contenu

PREAMBULE.....	2
I – LES BENEFICAIRES	2
Article 1 – Les bénéficiaires des locaux de la MVA.....	2
Article 2 – Les associations	2
II – LOCAUX MIS A DISPOSITION.....	2
Article 3 – Identification des locaux mis à disposition	2
Article 4 – Priorité de la commune de Chenôve sur l'utilisation des locaux	3
III –MISES A DISPOSITION.....	3
Article 5 – Horaires d'ouverture	3
Article 6- Boîtes aux lettres et les armoires de stockage	4
Article 7 – Accès et les clés.....	4
Article 8 - Demande et conditions d'occupation des locaux	4
Article 9- Conditions de mise à disposition de mobilier	5
Article 10 – Conditions de mise à disposition de matériel	5
Article 11 – Boissons et aliments.....	5
IV –SECURITE ET VIE COLLECTIVE	6
Article 12 – Respect des consignes de sécurité.....	6
Article 13 – Assurances et responsabilités.....	6
Article 14 – CONSIGNES DE VIE COLLECTIVE.....	6
Article 15 – Travaux, entretien et maintenance	7
VI – INTERDICTIONS ET SANCTIONS	7
Article 16 – Interdictions / Sanctions	7

PREAMBULE

La commune de Chenôve affirme son attachement à la vie associative en mettant à disposition des associations une structure d'accueil : la Maison de la Vie Associative, sise 7 rue de Longvic à Chenôve.

La Maison de la Vie Associative (MVA) est gérée par le service de la Vie Associative (VA) qui s'adresse aux associations à but non lucratif et exceptionnellement à tout organisme public ou parapublic œuvrant dans l'intérêt des Cheneveliers. Cette structure a vocation à être un outil de développement de la vie associative locale notamment à travers la création de lieux d'échanges et de rencontres, l'accompagnement des acteurs associatifs et la mise à dispositions de ressources.

Le présent règlement intérieur vient fixer les règles d'utilisation des locaux de la MVA.

Il est applicable et opposable à tous les usagers de la MVA.

I – LES BENEFICAIRES

Tout bénéficiaire doit se conformer aux dispositions du présent règlement intérieur.

Article 1 – Les bénéficiaires des locaux de la MVA

Les locaux situés dans l'enceinte de la MVA (voir annexe 1 – Plan de la Maison de la Vie Associative), propriété de la commune de Chenôve, sont mis à la disposition non seulement :

- des associations régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarées et légalement constituées,
 - des organismes publics ou parapublics,
- œuvrant dans l'intérêt local.

Les coordonnées des bénéficiaires doivent être communiquées et toute modification signalée sans délai.

Article 2 – Les associations

Elles sont identifiées dans le présent règlement comme suit :

- Les « associations permanente » sont celles qui bénéficient d'un bureau « permanent » pouvant être partagé avec une autre association,
- Les « associations semi-permanente » sont celles qui bénéficient d'une mise à disposition de locaux selon un calendrier définissant les jours et horaires d'occupation,
- Les « associations non-permanente » sont celles qui bénéficient d'une mise à disposition ponctuelle de locaux,
- Les « associations domiciliées » c'est-à-dire bénéficiant uniquement d'une boîte aux lettres et/ou d'une armoire de stockage.

II – LOCAUX MIS A DISPOSITION

La décision d'affectation de locaux est de la compétence de Monsieur le Maire ou de toute personne agissant par délégation.

Article 3 – Identification des locaux mis à disposition

En fonction de l'utilisation (activité du bénéficiaire) et de la disponibilité à la MVA (gestion assurée par le service VA), plusieurs types de locaux sont proposés :

- ✓ Le bureau « permanent » : bureau nu, mis à disposition à usage exclusif d'une ou plusieurs associations (bureau pouvant donc être partagé).

- ✓ Le bureau « volant » : bureau meublé et équipé par la commune de Chenôve.
- ✓ L'espace « partagé » : espace équipé par la commune de Chenôve, mis à disposition de plusieurs bénéficiaires qui se le partagent selon un calendrier définissant les jours et horaires d'occupation. L'accès à ces espaces, en dehors des jours d'occupation initialement définis selon calendrier n'est pas autorisé.
- ✓ L'espace « collectif » : espace mis à disposition ponctuellement selon disponibilité pour un ou plusieurs bénéficiaires.
Peuvent être mis à disposition dans cet espace « collectif » :
 - 1 petite salle de réunion de 24 m² équipée de tables et chaises pour 12 personnes,
 - 1 grande salle de réunion de 47 m² équipée de tables et chaises pour 26 personnes et d'un vidéoprojecteur,
 - 1 salle des assemblées de 95 m² équipée de tables et chaises pour 80 personnes en configuration conférence et 50 personnes en tour de table et d'un vidéoprojecteur, d'une sono, d'un réfrigérateur et d'un micro-onde,
 - 1 salle de répétition de 60 m²,
 - 1 salle de danse de 72 m² avec revêtement adapté,
 - 1 bureau multimédia de 11 m² équipé d'un PC avec accès internet.

Nul ne peut prétendre avoir un droit acquis à l'obtention d'une mise à disposition des locaux de la MVA.

Article 4 – Priorité de la commune de Chenôve sur l'utilisation des locaux

La commune de Chenôve se réserve cependant la priorité d'utilisation des locaux de la MVA notamment pour :

- le fonctionnement des services de la commune de Chenôve,
- l'organisation de ses propres événements,
- l'organisation de réunions publiques et de cérémonies municipales,
- les travaux et interventions techniques nécessaires.

III – MISES A DISPOSITION

Article 5 – Horaires d'ouverture

Le service Vie Associative (VA) est ouvert de 9h à 12h et de 13h45 à 18h les lundi, mardi, jeudi et vendredi et le mercredi de 12h à 18h. Les horaires peuvent être modifiés au cours de l'année, et des périodes de fermeture peuvent être envisagées notamment lors des vacances scolaires.

Pendant les horaires d'ouverture du service VA :

- Les « associations domiciliées » ont accès à leur boîte aux lettres et/ou leur armoire de stockage,
- Toutes les mesures d'accès à la MVA et locaux sont gérées par les agents de la commune de Chenôve.

La MVA est ouverte aux bénéficiaires, sauf associations « domiciliées » de 9h à 24h du lundi au dimanche étant précisé que cet horaire correspond à la désactivation des clés intelligentes et d'activation de l'alarme, et que tous les frais engendrés par le déclenchement de l'alarme par un bénéficiaire, lui seront facturés.

En revanche, en dehors des périodes d'ouverture du service VA, l'accès, l'utilisation des lieux et le respect des consignes du présent règlement s'effectuent sous la responsabilité des bénéficiaires.

La commune de Chenôve peut décider de la fermeture des locaux de la MVA pour divers impératifs (travaux,...) sans que celle-ci puisse se voir réclamer une indemnité.

Article 6- Boîtes aux lettres et les armoires de stockage

Toute association peut être domiciliée à la MVA, y avoir son siège social et disposer d'une boîte aux lettres et/ou d'une armoire de stockage dans les limites des disponibilités et après accord écrit de la commune de Chenôve.

Il est interdit d'apposer sur les boîtes aux lettres, tout autocollant ou affichage quelconque. Dans un souci d'esthétique les étiquettes nominatives sont mises en place par les agents de la commune de Chenôve.

Article 7 – Accès et les clés

L'accès de la MVA aux bénéficiaires est rendu possible selon les modalités et moyens suivants :

- ✓ Pour les associations « permanentes » et « semi-permanentes » :
 - Clé intelligente permettant d'accéder au bâtiment et au(x) palier(s) d'étages selon droits d'accès alloués : attribution de 1 à 3 clés par association,
 - Clé(s) du/des local(ux) attribué(s) : attribution de 1 à 3 clés par association,
 - Clé de boîte aux lettres : attribution d'1 clé par association.
- ✓ Pour les associations « domiciliées » :
 - Clé de boîte aux lettres : attribution d'1 clé par association,
 - Clé d'armoire de stockage : attribution d'1 clé par association.
- ✓ Pour les bénéficiaires d'une mise à disposition ponctuelle de locaux :
 - Clé intelligente permettant d'accéder au bâtiment et au palier d'étage de la salle concernée et clé du local aux jours et heures réservés, en dehors des heures d'ouverture du service de la VA.

Les clés sont remises contre récépissé au (à la) Président(e) de l'association ou tout autre responsable bénéficiaire identifié sur le récépissé de remise des clés, et qui en est l'unique garant.

La perte ou le vol de clé(s) devra être signalé(e) au responsable de la MVA dans les plus brefs délais et une plainte devra être déposée à la police nationale. La perte ou le vol de clé(s) entraîne systématiquement son remplacement à la charge exclusive du bénéficiaire.

Il est strictement interdit de dupliquer les clés, de changer ou d'ajouter des serrures et de modifier les systèmes de fermeture mais également de les prêter à quiconque non-identifié sur le récépissé de remise des clés.

Les bénéficiaires sont responsables de l'ouverture et de la fermeture des portes, fenêtres et volets des locaux mis à leur disposition. Ils doivent également éteindre les appareils et alimentations électriques, les lumières, et fermer les robinets.

Les bénéficiaires autorisés à occuper les locaux de la MVA en dehors des heures d'ouverture du service de la VA, sont en plus responsables de l'ouverture et de la fermeture des portes de la MVA (y compris portes palières).

Article 8 - Demande et conditions d'occupation des locaux

Les demandes de mise à disposition des espaces « collectifs », sont adressées à mva@ville-chenove.fr ou déposées à l'accueil du service VA au plus tard 15 jours avant la date souhaitée.

Toutes autres demandes de mise à disposition de locaux doit être adressée par écrit à l'adresse suivante : Hôtel de Ville, 2 place Pierre Meunier, 21300 CHENOVE, à mva@ville-chenove.fr ou déposée à l'accueil du service VA au plus tard 3 mois avant la date souhaitée.

Le bénéficiaire n'a accès aux locaux mis à disposition qu'aux jours et horaires qui lui sont attribués. Aucune association ne peut prétendre à un droit acquis sur l'utilisation d'une salle, notamment à une date déterminée de l'année. Toute autorisation de mise à disposition est précaire et révoquant.

Les bénéficiaires s'engagent à utiliser les locaux conformément à l'activité déclarée et acceptée dans l'autorisation de mise à disposition, et à respecter leur capacité d'accueil.

Le bénéficiaire rend le local dans le même état de propreté qu'à son arrivée (matériel de nettoyage mis à disposition par la commune de Chenôve). Tous frais de nettoyage nécessaire à la remise en état par la commune de Chenôve est à la charge du bénéficiaire.

Toute dégradation constatée par la commune de Chenôve fait l'objet d'une réparation à la charge du bénéficiaire.

Article 9- Conditions de mise à disposition de mobilier

A l'issue de chaque utilisation, le mobilier du local est remis dans l'ordre initial.

Le mobilier des parties communes ne peut être utilisé par les bénéficiaires pour leur usage privatif.

Article 10 – Conditions de mise à disposition de matériel

Au moment de la demande de mise à disposition de locaux, le bénéficiaire fait part de ses besoins en matériel.

Avant toute utilisation, les bénéficiaires doivent s'assurer du bon état de fonctionnement du matériel mis à disposition et se conformer aux modes d'emplois.

Les bénéficiaires veillent à leur bonne utilisation, ainsi qu'à la compatibilité des équipements avec les activités proposées. Ils informent sans délai le service VA en cas d'anomalie.

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux peut solliciter un accès à une connexion internet avec le matériel informatique mis à sa disposition par la commune de Chenôve et/ou sur son propre matériel informatique.

Le bénéficiaire se verra remettre un identifiant et un mot de passe par le service VA. Ces codes d'identification sont personnels et hors du commerce. Ils ne peuvent être cédés ou transmis à un tiers à titre gratuit ou onéreux. Ils ne peuvent être modifiés que par les agents de la commune de Chenôve.

Le bénéficiaire est le seul responsable de l'usage qui pourrait être fait de ses codes d'identification. Il s'engage à respecter les règles de bon usage des supports informatiques, en s'interdisant tout chargement ou consultation illicites.

Aucune assistance informatique n'est assurée en dehors des horaires de fonctionnement des services communaux qui sont de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi et uniquement sur le matériel appartenant à la commune de Chenôve.

En cas de dysfonctionnement ou de panne, la commune de Chenôve ne sera pas tenue pour responsable des dysfonctionnements de quelque nature que ce soit ou de surcoût. Il ne pourra être procédé à aucun dédommagement.

Un photocopieur-imprimante couleur sera installé à l'accueil de la MVA et mis à disposition des associations à compter du 1^{er} janvier 2018 durant les heures d'ouverture du service VA

Article 11 – Boissons et aliments

Les bénéficiaires peuvent organiser à leurs frais un café d'accueil ou un verre de l'amitié. L'organisation de collation ou de repas est interdite dans les espaces collectifs (salles de réunion, de répétition et de danse).

Par contre, il est possible d'organiser, buffet, collation dans la salle des assemblées. Etant précisé que le buffet ou la collation ne peut être l'objet principal de la mise à disposition.

IV – SECURITE ET VIE COLLECTIVE

Article 12 – Respect des consignes de sécurité

Le bâtiment de la MVA est un ERP (établissement recevant du public) de 2^{ème} catégorie, dont l'avis de la commission de sécurité est affiché à l'entrée de ce dernier.

Tout bénéficiaire d'une mise à disposition de locaux de la MVA est réputé avoir pris connaissance des consignes de sécurité : avoir constaté l'emplacement des systèmes de secours, avoir repéré les itinéraires ainsi que les sorties d'évacuation et s'engage à respecter toutes les prescriptions en matière de sécurité.

Article 13 – Assurances et responsabilités

Tout bénéficiaire a l'obligation de souscrire une assurance responsabilité civile garantissant notamment les dommages causés aux personnes, qu'il soit bénévole, adhérent, personnel communal ou tiers, mais aussi garantissant les dommages aux biens.

A ce titre elles doivent produire annuellement une attestation d'assurance en bonne et due forme.

Le défaut de production de cette attestation empêche l'entrée dans les locaux et conduit à la résiliation de la mise à disposition.

Tout bénéficiaire est responsable du public qu'il accueille tant des adhérents que des usagers, avec une attention particulière vis-à-vis des publics fragiles. Il a obligation de préserver la sécurité des autres utilisateurs de l'établissement et du personnel communal.

En aucun cas, la commune de Chenôve ne peut voir sa responsabilité recherchée en cas de dommages causés aux biens par suite d'événements naturels tels que des intempéries (pluie, gel, neige, inondations, etc.) ou par des tiers. La commune de Chenôve décline toute responsabilité en cas de dommages causés par des personnes présentes dans les locaux ou par les objets dont elles sont propriétaires ou sous leur garde, ainsi que toutes détériorations, tous accidents, vols et pertes de toute nature qui pourraient être commis à la MVA.

Toute dégradation causée aux biens mobiliers ou immobiliers est facturée au bénéficiaire responsable.

Article 14 – CONSIGNES DE VIE COLLECTIVE

Les bénéficiaires doivent pouvoir fournir, sur simple demande de la commune de Chenôve, à tout moment, tout document justifiant de leurs activités : statuts, attestation de déclaration en préfecture, liste des membres du bureau, compte-rendu de la dernière assemblée générale, attestation d'assurance... (liste non exhaustive)

Il est notamment obligatoire de :

- Respecter les règles de propreté et d'hygiène visées à l'article ci-dessous
- Respecter les horaires d'ouverture et de fermeture des locaux,
- Respecter rigoureusement le ou les créneaux horaires de mise à disposition.

La propreté et l'hygiène

Les agents d'entretien communaux assurent l'entretien ménager général de la MVA (parties communes, salles de réunions et espaces collectifs, sanitaires et locaux du service VA).

Cependant, le mobilier des salles de réunions et des espaces collectifs doit être remis en ordre à la fin de chaque réunion ou occupation et les salles doivent être nettoyées (papiers, salissures diverses...).

Les bénéficiaires font également leur affaire du nettoyage des locaux à usage de bureau « permanent », qu'il soit ou non partagé. Chacun doit gérer la production, le conditionnement et l'enlèvement de ses déchets, tout en respectant les règles de tri sélectif. Les sacs sont à déposer dans les conteneurs prévus à cet effet, situés sur le parking de l'entrée principale de la MVA.

Un conteneur à verre est à proximité et à disposition, 3 rue de Longvic, devant l'entrée du Centre Technique Municipal.

L'affichage

L'affichage est interdit en dehors des emplacements spécifiques et délimités mis à disposition des bénéficiaires.

Seul l'affichage en rapport avec les activités des bénéficiaires est autorisé.

Les bénéficiaires demeurent responsables du contenu de leurs outils de communication. Ceux-ci ne doivent en aucun cas revêtir un caractère contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux principes républicains ou être critique envers aucune association, personne physique ou morale présentes ou non au sein de la MVA.

Il est formellement interdit sur les parties communes et vitrées de la MVA d'apposer des affiches, écriteaux, papillons...et d'y effectuer des inscriptions.

Le stationnement et les livraisons

Le stationnement est formellement interdit en dehors des espaces et emplacements prévus (parking public dont places PMR).

Les bénéficiaires qui commandent du matériel ou des fournitures doivent être obligatoirement présentes lors de la livraison.

Etant précisé que le service VA ne peut en aucun cas réceptionner ou signer un accusé de réception pour le compte d'un bénéficiaire, en assurer le gardiennage ou la livraison vers son local attitré.

Article 15 – Travaux, entretien et maintenance

Afin de pallier à tout incident et d'assurer l'entretien et la maintenance des installations de la MVA, les agents de la commune de Chenôve disposent d'une clé permettant l'accès à tous les locaux, à n'importe quel moment.

En cas de nécessité, l'autorisation d'accès aux installations peut être suspendue, reportée ou annulée.

Le bénéficiaire supporte, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, la gêne occasionnée par tous travaux, entretien et maintenance.

La commune de Chenôve prend à sa charge le remplacement des néons et ampoules des locaux sauf bureaux « permanents ».

VI – INTERDICTIONS ET SANCTIONS

Article 16 – Interdictions / Sanctions

Il est notamment formellement interdit de :

- Fumer et vapoter à l'intérieur de la MVA,
- Introduire des produits illicites et tout objet dangereux,
- Faire pénétrer des animaux à l'exception des chiens guides et d'assistance,
- Organiser des activités bruyantes ou apporter quelque gêne que ce soit tant à l'intérieur de la MVA qu'à son voisinage,
- Introduire des appareils à gaz ou électriques servant à la préparation de repas, ainsi que des produits inflammables
- User de tout chauffage d'appoint, quelle que soit la nature de l'énergie,
- Accéder et/ou intervenir sur les installations électriques, utiliser des triplettes et rallonges mises bout à bout,
- Intervenir sur les ascenseurs ou portes automatiques,
- Déposer tout objet devant les portes ou dans les couloirs qui puisse gêner l'utilisation des issues de secours,

- Bloquer les portes équipées d'un groom permettant la fermeture en position ouverte,
- Apporter toute modification à caractère permanent et irréversible sur les meubles et immeubles appartenant à la commune de Chenôve,
- Cuisiner et prendre des repas dans les locaux.

Il est interdit sous peine d'exclusion :

- De faire de la propagande politique, confessionnelle, sectaire,
- D'exercer une activité commerciale,
- De conditionner l'accès aux locaux mis à disposition au paiement de l'entrée,
- De sous-louer ou de céder le droit d'occupation le droit d'occupation sur tout ou partie des locaux mis à disposition,
- D'exercer une activité non conforme à l'objet énoncé dans les statuts,
- D'inciter à toute forme d'atteinte aux droits de l'homme ou soutenant des idéologies contraires aux principes républicains.

La commune de Chenôve se réserve le droit de mettre fin à tout moment à la mise à disposition de boîte aux lettres et d'armoires de stockage, de locaux, dans la mesure notamment où l'association ne fait pas usage du bien mis à disposition.

Plus généralement, en cas de manquement constaté au présent règlement ou d'atteinte à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publique, dans l'enceinte de la MVA ou ses abords, tout bénéficiaire s'expose aux sanctions suivantes :

- refus temporaire ou définitif de l'accès internet,
- exclusion temporaire ou définitive de la MVA,
- éventuelles poursuites judiciaires.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_129

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve.

Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de la MJC à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en œuvre un programme d'actions organisé autour des cinq axes suivants :

- Scène culturelle de proximité et activités socioculturelles,
- Espace Public Numérique,
- Développement social territorial,
- Maison du citoyen,
- Accueil et accompagnement des publics jeunes.

D'une durée de 3 ans, la convention en cours arrive à terme le 31 décembre 2017.

Conformément à l'article 11 de la convention d'objectifs, la nouvelle convention devra prendre en compte les conclusions de l'évaluation globale des actions conduites par la MJC

dans chacun des cinq champs définis.

Or, il apparaît que l'évaluation des actions de la MJC et la réflexion qui en découle au regard de l'intérêt général local ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'une période supplémentaire d'un an.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant prorogeant la durée de la convention au 31 décembre 2018, étant précisé que le reste des dispositions de la convention reste inchangé.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 6 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Education, Jeunesse et Sports en date du 7 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant à la convention d'objectifs susvisée conformément aux conditions exposées afin de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2018,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 20/12/2017
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2017_130

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept, le dix huit décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSES REPRESENTES :

M. Dominique MICHEL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

HABITAT A LOYER MODÉRÉ - VŒU RELATIF AUX MESURES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LA BAISSÉ CONCOMITANTE DES AIDES PERSONNALISEES AU LOGEMENT (APL) ET DES LOYERS

Depuis de nombreuses années, la commune de Chenôve participe pleinement à la politique de l'habitat ambitieuse, dynamique et solidaire conduite par Dijon métropole.

Au regard de cet engagement local très soutenu au bénéfice du logement pour tous, les élus de Chenôve expriment leur vive inquiétude quant à la politique gouvernementale du logement annoncée le 20 septembre dernier. Le projet de loi de finances pour 2018, dans son article 52 prévoit, en vue d'une baisse de 1,7 milliards d'euros du budget national consacré aux aides personnelles au logement, une réduction concomitante des loyers des logements des bailleurs sociaux occupés par des ménages bénéficiaires de ces aides.

Cette baisse des loyers, de l'ordre de 60 euros mensuels, est imposée aux seuls bailleurs sociaux alors même que leurs locataires ne bénéficient que de 45 % des aides versées (soit 8 milliards d'euros par an contre 10 milliards versés aux locataires du parc privé). Cette réduction des recettes va implicitement se traduire par une dégradation de l'autofinancement des organismes et contribuer à freiner leurs investissements tant en logements neufs qu'en réhabilitations ainsi qu'en entretien et optimisation énergétique. Une telle mesure impactera

de manière significative les situations financières des opérateurs, à plus ou moins long terme selon les organismes.

Les contreparties annoncées par l'État en termes d'amélioration des conditions de financement ne répondent ni en masse, ni en dynamisme, ni en nature à la perte d'exploitation des opérateurs qu'elles sont censées couvrir. Le "choc de l'offre", objectif poursuivi par le Gouvernement, pourrait ainsi se traduire par une chute de l'offre.

Pour les bailleurs sociaux de Dijon métropole, la perte de loyers s'élèverait à plus de 7 millions d'euros par an. Cette perte représente près de 9 % de leurs recettes et un montant équivalent au budget annuel consacré par Dijon Métropole à l'habitat à loyer modéré.

À Chenôve, ce sont plus de 2 700 ménages dont près de 60 % résident dans le quartier prioritaire de la politique de la ville du Mail qui seront directement concernés par ces mesures.

Alors même que la ville s'engage dans la 2ème phase du renouvellement urbain sur le quartier du Mail, un des 200 quartiers d'intérêt national, de telles mesures toucheront inévitablement l'activité des acteurs du bâtiment et l'ensemble du secteur professionnel de la construction et de la rénovation, de la maîtrise d'œuvre aux entreprises, sur des emplois majoritairement locaux.

De ce fait, ces dispositions pourraient avoir pour conséquences de réduire l'ambition de transformation urbaine que la Ville et ses partenaires poursuivent sur Chenôve.

Au vu de ces incidences, le Conseil Municipal de Chenôve demande au Gouvernement de revenir sur les mesures envisagées qui sont économiquement insoutenables pour les bailleurs sociaux, les locataires, les territoires et leurs acteurs socio-économiques.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'émettre le vœu que :

- le gouvernement renonce à remettre en cause les loyers des bailleurs sociaux qui sont au cœur de leur équilibre économique et sur lesquels reposent leurs annuités de remboursement d'emprunts garantis par les collectivités,
- le gouvernement engage une politique des aides à la pierre à la hauteur du « choc de l'offre » qu'il a annoncée et permettre ainsi aux bailleurs sociaux de construire et de rénover des logements répondant aux besoins de nos concitoyens, notamment les plus modestes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

1 ABSTENTION :

Mme MARTIN

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 20/12/2017

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales